

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE MARXISME DIALECTIQUE FACE AUX GRANDS COURANTS D'ANALYSE EN SCIENCES
SOCIALES : UNE CRITIQUE DES ANALYSES POSITIVISTES ET POST-MODERNISTES DE LA
CRISE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

ANNE PLOURDE

FÉVRIER 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier David Mandel, qui a profondément marqué mon parcours universitaire et qui a dirigé ce mémoire avec rigueur et dévouement. Sa bienveillance et son soutien constant ont adouci cette épreuve et l'ont rendue réalisable.

Je suis reconnaissante au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et au Fonds de recherche sur la société et la culture du Québec pour leur appui financier.

Je remercie mes parents, ma famille et mes amis, chez qui j'ai pu trouver refuge lorsqu'il le fallait. Ils n'ont jamais cessé de croire, malgré moi, que j'y arriverais. Et je remercie Christian, mon amour, qui a tout partagé.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
LE POSITIVISME DANS UNE PERSPECTIVE RÉFLEXIVISTE ET MARXISTE : LES LIMITES IDÉOLOGIQUES DE L'ANALYSE NÉO-INSTITUTIONNALISTE DE LA CRISE DE L'ÉTAT- PROVIDENCE	17
CHAPITRE I	
UNE DÉFINITION CRITIQUE DU POSITIVISME	18
1.1 Les fondements du positivisme : une critique réflexiviste	19
1.1.1 Les fondements ontologiques du positivisme	19
1.1.2 Les fondements épistémologiques du positivisme	21
1.1.3 Les fondements normatifs du positivisme	23
1.1.4 Les principes méthodologiques du positivisme	23
1.2 La vision sociale du monde et le champ visuel du positivisme : une critique marxiste	26
1.2.1 L'horizon idéologique du positivisme : un biais conservateur	26
1.2.2 Le champ visuel du positivisme : des analyses partielles et antinomiques	30
1.3 Conclusion	33
CHAPITRE II	
LE POSITIVISME DANS LA LITTÉRATURE CONCERNANT LA CRISE DE L'ÉTAT- PROVIDENCE	35
2.1 L'État-providence chez Gosta Esping-Andersen	36
2.1.1 L'émergence des régimes d'États-providence : leurs causes politico-institutionnelles	37
2.1.2 La nature des régimes d'États-providence : des arrangements institutionnels	39
2.1.3 Les crises de l'État-providence : crise endogène; crise exogène	41
2.2 Les fondements du positivisme chez Esping-Andersen : une critique réflexiviste	45
2.2.1 Les principes méthodologiques de l'analyse de Esping-Andersen	46
2.2.2 Les fondements épistémologiques de l'analyse de Esping-Andersen	49
2.2.3 Les fondements ontologiques de l'analyse de Esping-Andersen	50

2.3 Les limites idéologiques du positivisme chez Esping-Andersen : une critique marxiste	52
2.3.1 L'horizon idéologique de l'analyse de Esping-Andersen : un biais conservateur	53
2.3.2 Le champ visuel de l'analyse de Esping-Andersen : une analyse partielle et antinomique.....	60
2.4 Conclusion	67
DEUXIÈME PARTIE	
LE POST-MODERNISME DANS UNE PERSPECTIVE RÉFLEXIVISTE ET MARXISTE : LES LIMITES IDÉOLOGIQUES DE L'ANALYSE DISCURSIVISTE DE LA CRISE DE L'ÉTAT- PROVIDENCE	68
CHAPITRE III	
UNE DÉFINITION CRITIQUE DU POST-MODERNISME	69
3.1 Les fondements du post-modernisme : une critique réflexiviste.....	70
3.1.1 Les fondements ontologiques du post-modernisme	70
3.1.2 Les fondements épistémologiques du post-modernisme.....	74
3.1.3 Les fondements normatifs du post-modernisme.....	76
3.1.4 Les principes méthodologiques du post-modernisme	77
3.2 La vision sociale du monde et le champ visuel du post-modernisme : une critique marxiste..	80
3.2.1 Le champ visuel du post-modernisme : des analyses partielles et antinomiques	81
3.2.2 L'horizon idéologique du post-modernisme : des tendances conservatrices.....	86
3.3 Conclusion	91
CHAPITRE IV	
LE POST-MODERNISME DANS LA LITTÉRATURE CONCERNANT LA CRISE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE	93
4.1 L'exemple de l'analyse de Jacob Torfing	94
4.1.1 La nature de l'État-providence : une formation discursive	95
4.1.2 L'émergence de l'État-providence : sa généalogie.....	98
4.1.3 La crise de l'État-providence moderne : sa dislocation; une transition discursive.....	100
4.2 Les limites idéologiques du post-modernisme chez Torfing : une critique marxiste et réflexiviste.....	102
4.2.1 Le champ visuel de l'analyse de Torfing : une analyse partielle et antinomique	103
4.2.2 L'horizon idéologique de l'analyse de Torfing : des tendances conservatrices	112
4.3 Conclusion	117
CONCLUSION	
VERS UNE ANALYSE MARXISTE DIALECTIQUE DE LA CRISE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE	118
RÉFÉRENCES	133

RÉSUMÉ

Ce mémoire se veut une critique réflexiviste et marxiste des courants d'analyse positiviste et post-moderniste. Son sujet est la crise de l'État-providence, et la littérature – néo-institutionnaliste et discursiviste – qui le concerne constitue la matière dans laquelle s'incarne notre critique. Notre démarche, qui se situe à un niveau épistémologique, consiste d'une part à identifier les fondements ontologiques, épistémologiques et normatifs de ces courants et à voir comment ils se manifestent au niveau de l'analyse spécifique. Elle consiste d'autre part à montrer comment ces présupposés fondamentaux sont liés, au niveau de l'analyse spécifique, à un champ visuel plus ou moins large, qui s'inscrit lui-même dans une vision sociale du monde particulière. Notre critique permet de constater que, alors qu'elles se fondent sur des présupposés fondamentaux apparemment incompatibles, les analyses néo-institutionnalistes et discursivistes de la crise de l'État-providence tombent dans des écueils similaires. Nous soutenons que les courants d'analyse positiviste et post-moderniste, malgré la diversité de leurs fondements, partagent un horizon idéologique conservateur qui restreint leur champ visuel et les condamne à une analyse tronquée, éclectique et antinomique de la crise de l'État-providence. À travers notre démarche, nous espérons mettre en relief la dimension dialectique du marxisme et souligner sa pertinence comme approche alternative pour analyser la crise de l'État-providence. Un approfondissement de cette approche devra néanmoins passer par une critique des analyses d'inspiration marxiste mais non dialectiques de la crise de l'État-providence, impossible à réaliser dans le cadre limité de ce mémoire. Si nous tentons en conclusion de jeter les bases d'une telle approche, nous ne pouvons ici qu'entrevoir la richesse de la méthode dialectique du marxisme. Mots-clés : État-providence, crise, marxisme, dialectique, positivisme, post-modernisme

INTRODUCTION

Le présent mémoire constitue essentiellement une critique réflexiviste et marxiste (dialectique) de deux des principaux courants d'analyse des sciences sociales : le positivisme et le post-modernisme¹. Son sujet est la crise de l'État-providence qu'ont connue les sociétés occidentales au cours des trois dernières décennies. Nous définirons la crise de l'État-providence comme l'affaiblissement et la restructuration – plus ou moins radicaux – du système public de protection sociale. La littérature dominante sur ce sujet constituera la matière sur laquelle nous fonderons notre critique. Précisons que notre démarche se situe au niveau épistémologique, au sens où elle vise avant tout l'évaluation – sur le plan de l'étendue et de la qualité des connaissances qu'elles permettent – des analyses positivistes et post-modernistes de la crise de l'État-providence; bien qu'elle se situe dans la perspective d'une application ultérieure du marxisme à l'analyse de la crise de l'État-providence, elle ne constitue donc pas une recherche empirique.

À travers cette critique, nous tenterons, par contraste et en filigrane, de mettre en relief la dimension dialectique du marxisme. À terme, nous espérons montrer en quoi l'approche marxiste constitue une alternative pertinente – tant sur le plan de l'analyse que sur le plan politique – à ces courants prédominants. Précisons d'emblée que la portée du présent mémoire est toutefois limitée : il ne constitue que la première étape d'une démarche plus large visant à clarifier la méthode matérialiste

¹Quelques précisions conceptuelles s'imposent. À moins d'indications contraires, nous désignerons désormais comme « marxistes » les auteurs, approches, théories, méthodes et analyses matérialistes qui ont su préserver la dimension dialectique du matérialisme historique de Karl Marx. Nous les distinguerons du courant d'analyse et des approches d'inspiration marxiste ayant éjecté cette dimension pour se confiner dans un matérialisme mécaniste et un réformisme volontariste plus ou moins nuancé. Nous reviendrons en conclusion sur cette marginalisation historique de la dimension dialectique du marxisme. Par ailleurs, le terme « courant d'analyse » doit être compris dans un sens très large : il désigne ici un ensemble d'analyses, de méthodes et de théories qui partagent des fondements ontologiques, épistémologiques et normatifs ainsi que des principes méthodologiques communs. Suivant Alex Macleod et Dan O'Meara, nous distinguerons ces « principes méthodologiques » des méthodes de recherche et d'analyse spécifiques : « La méthodologie traite essentiellement de l'approche générale qui sous-tend la recherche, et il ne faut pas la confondre avec les diverses méthodes particulières utilisées au cours de la recherche, bien qu'elles soient souvent dépendantes de l'approche méthodologique adoptée. » ([2007]); quant aux « fondements ontologiques, épistémologiques et normatifs », nous les définirons de manière générale comme les présupposés d'une analyse, d'une méthode ou d'une théorie concernant sa « conception du contenu même du monde [social] » (ontologie), « les questions touchant la nature de la connaissance, son acquisition et les façons de l'évaluer » (épistémologie) et « les normes et jugements de valeurs » (normativité) qui la sous-tendent ([2007]). Notons que tous ces éléments sont intimement liés entre eux et que leur distinction n'est effectuée que pour les fins de l'analyse. D'un point de vue dialectique, ils constituent diverses « dimensions » d'une même réalité et, en cela, ils ne sont pas fondamentalement distincts (sur la notion de « dimension », cf. *infra*, p. 7, note 19). Toutes ces distinctions et ces concepts sont liés à la dimension réflexiviste de notre cadre d'analyse, que nous présenterons plus loin.

et dialectique du marxisme pour en favoriser l'application à l'étude de cas spécifiques, et notamment à l'analyse de la crise de l'État-providence. Il ne sera donc ici possible que de poser brièvement, en conclusion, les premiers jalons d'une telle méthode. Cette contribution ultérieure devra nécessairement passer par une critique des approches non-dialectiques d'inspiration marxiste, qu'il n'était pas possible de réaliser dans le cadre limité de ce mémoire.

Précisons également que, notre démarche se situant au niveau épistémologique, il n'entre pas dans notre propos de démontrer l'existence d'une telle crise, bien qu'il existe dans la littérature un débat concernant cette question². Soulignons néanmoins que le refus de certains auteurs³ de conclure à la crise de l'État-providence repose sur deux types d'arguments. Il peut reposer sur une démonstration purement quantitative, la plupart du temps sur une démonstration en termes de niveau des dépenses sociales⁴; or, selon que celles-ci incluent un éventail plus ou moins large de programmes gouvernementaux, et selon que ces dépenses sont mises en rapport avec les revenus de l'État, le niveau de croissance économique ou des facteurs démographiques, on peut facilement conclure tant à l'explosion des dépenses sociales qu'à leur déclin radical. Au contraire, les analyses en termes de transformations qualitatives des programmes sociaux concluent toutes à la détérioration significative de la protection sociale publique⁵. D'autres part, certains auteurs concluent à « l'irréversibilité de l'État-providence⁶ » sur la base d'une conception – implicite ou explicite – beaucoup trop vague de l'État-providence : soit que l'on considère implicitement que seul un démantèlement complet de l'ensemble des programmes sociaux constituerait une véritable remise en cause de l'État-providence⁷; soit que l'on ne distingue pas l'État-providence de l'État libéral et qu'on le définit simplement, à l'instar de ce dernier, à partir de sa fonction centrale – non remise en cause par le virage néolibéral – de reproduction élargie de la population et du système capitaliste⁸; mais de part et d'autre, on minimise l'importance des altérations et l'ampleur de la crise subies par l'État-providence.

²Pour une brève présentation des termes de ce débat, voir l'ouvrage de Nicole Bernier (2003, p. 20-32).

³Voir par exemple l'article de Paul Piersen (1996).

⁴Nous faisons ici références aux multiples et diverses analyses libérales qui font état d'une explosion des dépenses sociales et qui remettent en cause le « déclin » de l'État-providence. Voir par exemple Vito Tanzi (2000).

⁵Voir notamment les études de Gosta Esping-Andersen (1999), Bernier (2003), Gérard Boismenu et Alain Noël (1995), Alan Moscovitch (1984).

⁶L'expression est empruntée à Bernier (2003, p. 20).

⁷C'est sur la base d'un tel flou conceptuel que Piersen (1996) peut soutenir que même la Grande-Bretagne de Thatcher a échoué à « réformer » l'État-providence.

⁸Voir notamment Jacob Torfing (1999) mais aussi, paradoxalement, Esping-Andersen (1999) qui, malgré qu'il constate les transformations qualitatives des États-providence, n'y voit qu'une adaptation face à des facteurs structurels perturbateurs.

Notre démarche s'inscrit dans l'histoire entrelacée des trois grands courants d'analyse – positiviste, post-moderniste et marxiste – des sciences sociales. De manière générale et provisoire, nous désignerons par « positivisme » cette « attitude vis-à-vis de la connaissance » (Dufour, 2002, p. 129) qui, depuis Auguste Comte, consiste à considérer les sciences naturelles comme un modèle de scientificité pour les sciences sociales. Bien que traditionnellement dominant en sciences sociales – sa naissance est organiquement liée à celle des sciences sociales – le positivisme a rapidement subi la concurrence du marxisme, qui critique ses postulats fondamentaux.

En effet, sans être une réponse au positivisme qui s'impose dans les sciences sociales naissantes du XIX^{ème} siècle, le matérialisme dialectique que construit Marx défie chacune de ses prémisses : à la prétention à la neutralité axiologique des sciences sociales « bourgeoises », Marx oppose une science qui assume ouvertement son engagement social et politique en faveur de la libération de la classe ouvrière et du socialisme; il dénonce une tendance générale à la réification et tente de dévoiler les relations sociales qui se cachent selon lui derrière les « faits sociaux »; contre le principe fondamental de non-contradiction, il fait de la contradiction un élément constitutif central de la réalité sociale; il souligne le caractère historique et transitoire des sociétés humaines et conteste l'existence de « lois universelles » régissant le monde social; et plutôt que la recherche des relations de cause à effets entre deux « objets » sociaux, c'est la compréhension de la totalité capitaliste qui est au cœur de sa démarche. Sur cette base, les marxistes dialecticiens du début du XX^{ème} siècle développent une critique systématique et explicite du positivisme⁹. Les positivistes refusent quant à eux d'accorder le statut de science au marxisme, qu'ils considèrent plutôt comme une idéologie et un système métaphysique¹⁰.

Ces débats entre marxistes et positivistes (voir notamment Adorno, Popper *et al.* 1979) cachent néanmoins une certaine ambiguïté de la position du marxisme par rapport au positivisme, ambiguïté attribuable aux divisions historiques qui le déchirent. En effet, à partir de la fin du XIX^e siècle s'amorce une période de révisionnisme aux termes de laquelle se sont imposés les « marxismes » du socialisme réformiste (social-démocratie) et des communistes staliniens¹¹. Même s'ils continuent de

⁹Nous faisons ici référence à des auteurs comme Theodor Adorno ([1963-1965]), Max Horkheimer ([1937]), Antonio Gramsci ([1929-1935]) et Georg Lukács ([1923]).

¹⁰Pour une argumentation classique de cette position, voir Karl Popper (1956, 1979).

¹¹Sur la social-démocratie réformiste, voir Édouard Bernstein ([1899]), considéré comme l'ouvrage fondateur du virage réformiste de la social-démocratie européenne. Pour un exemple de marxisme « orthodoxe », voir les ouvrages de Marta Harnecker. Malgré leurs divergences importantes, ces marxismes ont en commun d'avoir éjecté la dimension dialectique du matérialisme historique au profit d'un marxisme schizophrénique caractérisé d'une part par un déterminisme économiste mécanique et d'autre part par un idéalisme volontariste utopique. Le déterminisme économiste mécanique consiste à considérer l'« infrastructure » (le « monde matériel » ou, plus encore, la « sphère » économique) comme *donnée*, comme le déterminant

dénoncer les sciences sociales « bourgeoises », ces penseurs qui se réclament du marxisme sont fortement influencés par le positivisme¹². Ainsi, vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle « apparaissent des conceptions visant à faire du marxisme une théorie 'purement scientifique' » (Löwy, 1985, p. 117). Cette tendance sera dénoncée à l'époque par les marxistes révolutionnaires (voir par exemple Rosa Luxemburg, [1899] et Antonio Gramsci, [1929-1935]) et plus tard par les marxistes dialecticiens¹³ comme une « déviation petite-bourgeoise ». C'est néanmoins cette version du marxisme – reprise sous une forme modifiée par le stalinisme – qui prédominera et qui marquera le XX^e siècle.

C'est contre ce courant du « marxisme », et aussi contre le positivisme, que s'impose graduellement à partir des années 1960 un courant qui les remet en question dans la foulée d'une critique plus générale de la modernité. Il s'agit du post-modernisme, que nous définirons provisoirement, à l'instar de David Howarth, comme cette « attitude » qui consiste à souligner « the necessary limitations in [the modern] project to master completely the nature of reality. » (1995, p. 117) Compris dans ce sens large, le post-modernisme inclut « a wide variety of theorists who have questioned the foundational and essentialist assumptions of their respective traditions and disciplines. » (1995, p. 116)

Les courants positiviste et marxiste sont considérés par le post-modernisme comme des produits de la modernité partageant ces présuppositions qu'il remet en cause : contre les « méta-récits » à prétention universelle tels le projet marxiste d'émancipation socialiste et la conception scientiste et ethnocentrique du progrès, certains post-modernistes défendent les récits alternatifs et marginalisés et la diversité du savoir¹⁴; d'autres critiquent les théoriciens positivistes et marxistes qui prétendent

premier et « automatique » (non médiatisé par les luttes politiques ou par la conscience) de la « superstructure » (la « sphère » politique et idéologique); l'idéalisme volontariste utopique consiste à analyser la réalité sociale à partir d'une « sphère » idéale, la subjectivité des « grands hommes » étant considérée comme productrice de la réalité sociale. Lukács décrit ainsi ce qu'il appelle les « extrêmes de l'empirisme grossier et de l'utopisme abstrait » ([1923], p. 103) ainsi que leurs conséquences pour l'action politique : « Ou bien la conscience devient ainsi le spectateur entièrement passif du mouvement des choses soumis à des lois et dans lequel on ne peut en aucun cas intervenir [il s'agit du déterminisme économiste mécanique]; ou bien elle se considère comme une puissance qui peut maîtriser à son gré – subjectivement – le mouvement des choses, en soi dénué de sens [ce que nous appelons l'idéalisme volontariste utopique]. » ([1923], p. 103) Nous parlons de marxisme schizophrénique parce que ces deux tendances apparemment incompatibles se retrouvent le plus souvent réunies dans la même analyse : « La séparation purement méthodologique opérée ici entre empirisme et utopisme ne signifie pas qu'ils ne puissent pas se trouver réunis dans certaines orientations particulières ou même dans certains individus. Au contraire, on les trouve très souvent ensemble et ils vont aussi intrinsèquement ensemble. » ([1923], p. 103) C'est cette tension entre deux tendances incompatibles en même temps qu'indissociables que nous qualifierons plus loin, toujours à la suite de Lukács, de *pensée antinomique*.

¹²C'est le cas notamment de Bernstein et de Karl Kaustky, malgré la position « anti-révisionniste » de ce dernier (Löwy, 1985, p. 117-130).

¹³Nous faisons ici référence aux théoriciens de l'École de Francfort et à Lukács.

¹⁴Il s'agit par exemple de la démarche d'auteurs comme Michel Foucault (2001) et Jean-François Lyotard (cité par Howarth, 1995, p. 117-118), ainsi que de l'approche post-développementaliste (Nahavandi, 2001, p. 102-120).

trouver un fondement objectif au savoir et soulignent au contraire l'historicité de la connaissance (voir par exemple Richard Rorty, cité par Howarth, 1995, p. 117-118); ils remettent en question le déterminisme qui caractérise la plupart des analyses positivistes et marxistes et postulent la contingence de l'identité des sociétés et des individus (voir Rorty, cité par Howarth, 1995, p. 117-118); enfin, la plupart des post-modernistes refusent d'attribuer une essence définie et fixe aux objets (naturels ou sociaux) et défendent le caractère ambigu et relationnel de leur identité (voir notamment Jacques Derrida, cité par Howarth, 1995, p. 118).

Plusieurs de ces critiques avaient été formulées dès la fin du XIX^{ème} siècle par l'historicisme de Wilhelm Dilthey et au début du XX^{ème} siècle par la sociologie de la connaissance de Karl Mannheim¹⁵. Nous les retrouvons également en partie dans le marxisme dialectique critique du positivisme et des « marxismes » à tendance positiviste. C'est néanmoins avec le post-modernisme qu'elles trouvent le plus d'écho : suite à la marginalisation du courant d'analyse marxiste dans son ensemble, le post-modernisme devient l'alternative principale au positivisme au sein des sciences sociales. En effet, avec la chute de l'Union soviétique et le recul des perspectives socialistes qui l'accompagne – recul qui s'inscrit également dans un revirement du rapport de forces entre classes sociales, traduit notamment par l'abandon, à la fin du XX^{ème} siècle, du réformisme au profit d'un « néolibéralisme doux » par les gouvernements sociaux-démocrates –, c'est tout le courant d'analyse marxiste qui s'est trouvé discrédité et relégué à la marge des sciences sociales. C'est ainsi que les deux grands courants d'analyse positiviste et post-moderniste se partagent désormais presque tout le champ des sciences sociales.

Notre démarche se situe donc dans un contexte où le marxisme a pratiquement disparu des universités, autant comme approche critique des autres courants que comme méthode d'analyse alternative reconnues. Dans un tel contexte, la nécessité d'une démonstration de la puissance critique du marxisme face à ces courants nous apparaît évidente. Non seulement la pertinence d'une réhabilitation de la critique marxiste du positivisme s'impose-t-elle, mais l'instauration d'une critique marxiste du post-modernisme est d'autant plus appropriée que celui-ci amalgame en général les différents matérialismes¹⁶. Le sort réservé par l'histoire au marxisme justifie également de tenter de

¹⁵Ces courants insistent sur l'historicité des phénomènes culturels, sociaux et politiques ainsi que sur la détermination historique de la connaissance de ces objets et du sujet connaissant. La sociologie de la connaissance souligne également leur détermination sociale. Sur ces courants et leurs principaux théoriciens, voir Löwy (1985, p. 72-95).

¹⁶Quelques post-modernistes vont distinguer Marx des marxistes ou s'adresser aux dialecticiens, mais ils constituent l'exception. Voir notamment Foucault (2001, t. 1 p. 608-612; 1025-1042; 1622-1628; t. 2, p. 595-618; 1005-1008; 1250-1276) et Roberto Nigro (2001).

restituer la dimension dialectique du matérialisme et ce, dans l'optique d'en souligner la pertinence comme méthode d'analyse alternative.

Certaines considérations d'ordre politique justifient également la pertinence de notre démarche. Cette « histoire des idées » dont nous venons de faire un bref survol s'inscrit dans la période récente du capitalisme, marquée par l'essor de la « mondialisation » et par le virage vers le néolibéralisme. Elle correspond à une histoire politique et sociale concrète : elle est liée au discrédit grandissant de toute forme d'alternative au capitalisme et plus encore du projet révolutionnaire socialiste; elle est également liée à l'émergence de formes d'actions sociales qui rejettent les partis politiques comme espace d'organisation et de revendication¹⁷ ou qui se restreignent aux luttes locales¹⁸. On retrouve ici le lien entre théorie et pratique. Effectuer une critique marxiste des courants d'analyse prédominants en sciences sociales, c'est en même temps voir comment chacun d'entre eux se situe dans cette histoire politique et sociale concrète et évaluer leur engagement politico-idéologique implicite; éclaircir la dimension dialectique marxisme, c'est en même temps se doter d'un guide et d'un outil de lutte politiques pour agir sur cette histoire.

Le choix de la crise de l'État-providence comme sujet n'est pas étranger à ces considérations politiques. Le rôle de l'État dans la société capitaliste (et dans son dépassement) constitue historiquement un enjeu central des débats et des luttes politiques – desquels les grands courants d'analyse des sciences sociales sont parties prenantes. C'est cette question qui se trouve encore posée par ce qu'il est convenu d'appeler la « crise de l'État-providence ». Ce phénomène est en général perçu comme un des points de départ du virage au néolibéralisme, caractéristique de la période contemporaine du capitalisme. Son examen ne peut qu'être utile à la compréhension de la situation socio-politique actuelle et éclairant pour l'action politique.

Ce choix est également motivé par la nature de la crise de l'État-providence comme sujet, qui permet une illustration riche des grands courants d'analyse qui nous intéressent en plus d'être particulièrement éclairant pour la dimension dialectique du marxisme. Ce sujet se trouve à la frontière du politique, du social, de l'économique et de l'idéologique en même temps qu'il est historiquement situé; il nous oblige donc à considérer l'appréhension de chacune de ces « dimensions » de la réalité sociale – ainsi que leurs relations – par les divers courants. Or, la question de la nature des

¹⁷Le mouvement alter-mondialiste constitue à cet égard un cas d'école.

¹⁸La multiplication des mouvements militants liés à une cause précise (assistance sociale, logement, défense de sites écologiques particuliers, éducation post-secondaire, soins palliatifs, etc.) et souvent organisés au niveau régional, voire municipal, illustre ce phénomène. Pour Michel Foucault, l'émergence de cette nouvelle forme de lutte est indissociable de la fin des « méta-récits » de type marxiste (2001, t. 1 p. 306-315; t. 2, p. 109-114.).

« intrarelations » dynamiques et complexes entre ces facteurs se trouve au cœur de la méthode dialectique du marxisme¹⁹. D'autre part, la crise de l'État-providence comme sujet, en soulevant la question du rôle de l'État dans les sociétés capitalistes, nous force à considérer la conception de l'État – implicite ou explicite – sous-jacente aux diverses analyses de la crise de l'État-providence. Or, parce qu'elle place en son centre le débat structure/agence, cette question touche à la conception dialectique de l'État dans les sociétés capitalistes, celle-ci constituant un point de départ particulièrement approprié pour jeter les bases d'une analyse dialectique de la crise de l'État-providence²⁰.

Enfin, la pertinence de ce choix se justifie par l'importance du sujet dans la littérature en sciences sociales. La littérature sur la crise de l'État-providence est si abondante et diversifiée qu'elle recouvre non seulement les deux courants d'analyse prédominants, mais également le courant d'inspiration marxiste (mais non dialectique) qui a connu un certain succès avant les années 1990. Nous entamons ici un bref survol de cette littérature. Nous nous limiterons à un échantillon que nous considérons représentatif des courants positivistes et post-modernistes. Néanmoins, nous reviendrons en conclusion sur les analyses d'inspiration marxiste (mais non dialectiques) de la crise de l'État-providence.

Tout comme dans les sciences sociales en général, le positivisme est clairement le courant le plus représenté dans la littérature concernant l'État-providence. Très proche du positivisme, le néo-institutionnalisme est devenu, au cours des dernières années, l'approche théorique dominante de cette littérature (Béland, 2002, p. 21; Merrien, 1997, p. 56). Elle émerge en réaction à d'autres approches positivistes, dominantes durant toute la période de l'après-guerre, qui insistent sur des facteurs considérés extérieurs à la sphère politique (facteurs socio-économiques) comme déterminants de la

¹⁹Nous utiliserons la notion de « dimensions » de la réalité sociale – que nous distinguerons de la notion de « sphère » – pour souligner qu'elles sont *dialectiquement reliées*, c'est-à-dire qu'elles sont reliées par des relations *internes*; cela signifie que ces dimensions sont *constitutives les unes des autres*. Pour le marxisme dialectique, le politique, le social, l'économique, l'idéologique, etc., ne constituent pas des « compartiments » distincts les uns des autres et recouvrant chacun une « région » particulière de la réalité sociale; ces « dimensions » constituent autant de « point de vue » sur une même réalité sociale fondamentalement insécable. En cela, chacune d'entre elles *contient* toutes les autres; et parce qu'elles se contiennent toutes mutuellement, chaque dimension contient la totalité de la réalité sociale (la totalité concrète). C'est pourquoi, à la suite de Bertell Ollman (2001), nous qualifions leurs liens d'« intrarelations » (*innerrelations*) plutôt que d'interrelations. Notre présentation critique du courant positiviste et de son application à l'analyse de la crise de l'État-providence nous permettra, par contraste, de préciser davantage cet aspect de la dimension dialectique du marxisme (cf. Partie I). De même, parce qu'il défend lui-même une conception relationnelle de la totalité, notre présentation critique du post-modernisme et de son application à la crise de l'État-providence permettra d'illustrer cet aspect du marxisme dialectique, quoique dans une version *idéaliste* et donc problématique puisqu'elle se confine dans une sphère idéelle (cf. Partie II). Par opposition à la notion de dimension de la réalité sociale, nous définissons la notion de « sphère » comme une dimension de la réalité sociale que l'on *abstrait* de cette dernière et que l'on considère comme distincte des autres et autonome, voire déterminante. Si ces sphères peuvent être reliées entre elles, ces liens constituent des relations *externes*. Nous verrons que cette notion correspond davantage aux présupposés fondamentaux des courants positiviste et post-moderniste.

²⁰Nous aurons d'ailleurs l'occasion de constater que le débat structure/agence pénètre également – sous des formes spécifiques – les courants positivistes et post-modernistes; plus encore, il est reproduit au sein même des deux analyses particulières – néo-institutionnaliste et discursiviste – de la crise de l'État-providence que nous retiendrons comme exemples d'application de ces courants.

constitution et de l'évolution de l'État-providence²¹. L'approche néo-institutionnaliste vise à restituer l'autonomie de l'État et des institutions politiques – de la sphère politique – face à ces facteurs, mais plus encore à souligner leur caractère déterminant dans le domaine des politiques sociales, voire même dans la sphère socio-économique.

Ainsi, pour des auteurs comme Nicole Bernier (2003) et Paul Pierson (1996), ce sont des facteurs tels les intérêts électoraux des décideurs politiques, leurs stratégies et approches pour mettre en œuvre des politiques, la nature des institutions politiques démocratiques et les effets de rétroaction des politiques précédentes qui rendent possible ou au contraire freinent le désengagement de l'État-providence. Pour Gosta Esping-Andersen (1999)²², le développement des divers régimes d'État-providence est notamment déterminé par des facteurs politiques – « les structures de la coalition de la classe politique » (1999, p. 44) – et institutionnels – « l'héritage historique de l'institutionnalisation du régime » (1999, p. 44) –; et en tant qu'institution politique, l'État-providence est lui-même un déterminant de la sphère socio-économique : il doit être considéré comme une « variable indépendante et causale » (1999, p. 172) au niveau de la « structuration des classes et de l'ordre social » (1999, p. 75) et de la structuration de l'emploi dans le capitalisme moderne et postindustriel.

Gérard Boismenu et Alain Noël (1995), de même que Daniel Béland (2002) défendent une version plus faible du néo-institutionnalisme, au sein de laquelle on tente de réintégrer des déterminants de type socio-économiques, au risque de tomber dans l'éclectisme²³. Boismenu et Noël considèrent que ce sont des facteurs comme la massification des sans-emplois, les lourdeurs engendrées par la protection sociale et la compétitivité et la mondialisation qui sont à l'origine du repli général de l'État-providence; et si les formes diverses de ce repli sont déterminées par les configurations institutionnelles propres à chaque pays, ces dernières sont elles-mêmes sujettes à l'influence de

²¹Nous faisons ici références à certaines analyses matérialistes non dialectiques, sur lesquelles nous reviendrons, mais aussi aux analyses de type fonctionnaliste qui voient le développement de l'État-providence comme une réponse aux nouveaux besoins socio-économiques suscités par le développement industriel (voir notamment Wilensky et Lebeau, 1965; Wilenski, 1975). Ce dernier type d'analyse ne sera pas retenu dans notre revue de la littérature parce qu'il n'est pas très représenté dans la littérature concernant la *crise* de l'État-providence; il a surtout été utilisé pour comprendre son émergence et sa consolidation.

²²Le cas de cet auteur, qui constitue un incontournable de la littérature sur l'État-providence, est particulier. Il développe une approche théorique originale qui le rend difficile à classer. Ses influences néo-institutionnalistes sont indéniables, mais il se réclame également de « l'économie politique sociale-démocrate » (1999, p. 29); et en effet, il restitue en bonne partie l'argumentaire traditionnel de la branche réformiste du marxisme (1999, p. 21-24; 29-31) qui, nous l'avons vu, a subi les influences du positivisme. Plus encore, ses écrits antérieurs (voir 1983) laissent deviner d'anciennes convictions beaucoup plus radicales, voire révolutionnaires. Sa place parmi le courant d'inspiration marxiste est donc tout aussi pertinente. Sur cette base, nous avons jugé approprié de le classer dans les deux courants.

²³Nous entendons par éclectisme ces analyses qui tentent de faire intervenir l'éventail le plus large possible de facteurs dans l'explication des phénomènes sans les articuler de façon systématique. Dans sa version caricaturale, cette approche fait intervenir des facteurs qui, même si certains liens peuvent être établis entre eux, sont le plus souvent énumérés, posés les uns à côté des autres et considérés comme parvenant de sphères distinctes et autonomes.

facteurs socio-économiques et « ne traversent pas le temps sans être altérées. » (1995, p. 82) Béland (2002) propose quand à lui de prendre en compte dans l'analyse de l'évolution des politiques sociales des facteurs comme les intérêts économiques du secteur privé et « les paradigmes politiques véhiculés par les réformateurs et les acteurs politiques » (2002, p. 32).

L'émergence récente, en sciences sociales, du post-modernisme comme principale alternative au positivisme se traduit par son influence grandissante dans la littérature portant sur la crise de l'État-providence. On voit ainsi apparaître plusieurs analyses de ce phénomène qui utilisent la théorie du discours telle qu'élaborée en science politique par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (Howarth, 1995; Torfing, 1999)²⁴. Comme le néo-institutionnalisme, cette approche théorique dénonce l'insistance des analyses plus « classiques » de l'État-providence sur les facteurs socio-économiques. Qu'elles mettent l'accent sur les déterminants structurels ou sur l'action des agents – collectifs ou individuels – pour expliquer le développement de l'État-providence, ces dernières « tend to suffer from all the methodological problems associated with functionalist, rationalist and instrumentalist modes of explanation » (Torfing, 1999, p. 231) et trahissent un « biais objectiviste » : « they tend to see either structure or agency as a fully constituted starting point for the analysis of the modern welfare state. » (Torfing, 1999, p. 231). Afin d'éviter ces dérives, la théorie du discours ne cherche pas à trouver de « cause première » et néglige les « déterminants » des phénomènes étudiés; elle s'efforce plutôt de concevoir ces phénomènes dans une sphère discursive : elle met au cœur de son analyse la construction (ou l'articulation), l'imposition (à travers des luttes hégémoniques) et la dislocation (ou la désarticulation) des discours et des formations discursives (*discursive formations*)²⁵; on considère ces dernières comme l'objet central des luttes politiques et comme jouant un rôle majeur dans la constitution de l'ordre social (dans la « sédimentation » des relations sociales); quant aux facteurs socio-économiques, ils sont eux-mêmes conçus comme étant « discursively constructed » (Howarth, 1995, p. 125).

²⁴Dans la théorie du discours, le concept de discours doit être compris au sens large de « système de sens » (Howarth, 1995, p. 115). Dans les termes de Torfing, un discours est « a relational totality of signifying sequences that together constitute a more or less coherent framework for what can be said and done. » (1999, p. 300)

²⁵« A discursive formation is a result of the articulation of a variety of discourses into a relatively unified whole. Liberal democracy is a discursive formation as it consists of a variety of different discourses which have been articulated in and through hegemonic practices. » (Torfing, 1999, p. 300)

Pour David Howarth (1995)²⁶ et Jacob Torfing (1999), la crise de l'État-providence doit donc être comprise comme la crise d'une formation discursive particulière (l'État-providence), crise qui suscite l'articulation de discours alternatifs « flottants » : chez Howarth, il s'agit des « neo-liberal economics [...] and the older philosophies of organic Conservatism » (1995, p. 125); Torfing parle plutôt du néo-libéralisme, du néo-corporatisme et du néo-étatisme (1999, p. 238). Il s'ensuit des luttes hégémoniques entre forces sociales en vue de l'imposition de la nouvelle formation discursive ainsi constituée : le Thatcherisme chez Howarth, le « *Schumpeterian Workfare Regime* » (1999, p. 238) chez Torfing. François-Xavier Merrien (1997), bien qu'il se réclame plutôt d'un néo-institutionnalisme renouvelé qui tiendrait compte des idées et des idéologies « qui ont guidé l'élaboration des États-providence » (1997, p. 69), produit une analyse de la crise de l'État-providence très proche de la théorie du discours : selon lui, la crise de l'État-providence doit être comprise comme la crise de légitimité du paradigme keynésien, crise qui provoque des « luttes sur l'interprétation » (1997, p. 75) aboutissant à la constitution d'un nouveau paradigme sociétal²⁷ : le néo-libéralisme combiné au monétarisme.

L'influence du courant post-moderniste et de la théorie du discours sur le néo-institutionnalisme de Merrien – on pourrait aussi souligner son influence sur Béland (2002) – est évidente. On peut également retrouver son influence sur d'autres auteurs, loin du néo-institutionnalisme mais incontournables dans la littérature portant sur la crise de l'État-providence. Pour Claus Offe, que l'on pourrait qualifier d'auteur néo-structuraliste²⁸, la crise de l'État-providence doit se comprendre comme la crise du « interpretive pattern of 'sameness' » (1987, p. 526) qui provoque « the strategic adoption of beliefs and expectations » conduisant au remplacement du précédent « interpretive framework » (1987, p. 524) par un « interpretive pattern that is deeply distrustful of social policies as 'public goods' » (1987, p. 528). Autre auteur incontournable, Pierre Rosanvallon propose lui aussi une analyse où l'influence post-moderniste est présente. Pierre Dandurand (1996) souligne cette parenté des thèses récentes de Rosanvallon (1995) avec les thèses post-modernistes (1996, p. 189; 196). Mais déjà dans

²⁶Howarth reprend ici une analyse de Stuart Hall. Néanmoins, ce dernier prend explicitement certaines distances de Laclau et Mouffe en se qu'il ne défend pas une approche pleinement discursive : « I stop short before what is sometimes called a 'fully discursive' position. All discourse has 'conditions of existence' which, although they cannot force or guarantee particular outcomes, set limites or constraints on the process of articulation itself. » (Hall, 1988, p. 10). En effet, il inscrit clairement son analyse discursive du Thatcherisme dans la réalité sociale concrète, dans des facteurs socio-économiques et politiques, et notamment dans les luttes de classes. La présentation qu'en fait Howarth élimine complètement cette dimension de l'analyse de Hall.

²⁷Le concept de paradigme sociétal de Merrien est analogue à ceux de discours et de formation discursive : un paradigme sociétal est une représentation idéologique et culturelle de la réalité sociale; c'est une construction sociale de la réalité qui intègre aussi bien des faits que des valeurs, des théories et des intérêts; c'est un schème cognitif, au travers duquel est interprété la réalité et la manière d'agir sur elle (1997, p. 71-73).

²⁸Dans un article de 1987, Offe présente une approche qui se veut une combinaison de structuralisme, de phénoménologie et de théorie du choix rationnel (1987, p. 512). Notons que Offe critique par ailleurs (1997, p. 117) le courant post-moderniste qu'il associe au néo-libéralisme. L'influence de ce courant sur sa pensée est néanmoins indéniable.

son ouvrage – devenu un classique – *La crise de l'État-providence* (1981), Rosanvallon insiste sur le caractère idéal de cette crise, qu'il voit avant tout comme un « ébranlement intellectuel de l'État-providence » (1981, p. 20)²⁹.

Ce bref survol de la littérature concernant la crise de l'État-providence nous permet déjà d'entrevoir le caractère partiel des analyses produites par chacun des grands courants des sciences sociales : à moins de tomber dans l'éclectisme, elles insistent toutes sur un type de facteur au détriment des autres dans leur explication du phénomène; de plus, elles refusent de questionner le contexte social et historique global de cette crise. Notre démarche doit nous permettre d'identifier plus clairement les limites et problèmes de ces analyses, mais également de voir comment elles s'inscrivent implicitement dans un engagement politico-idéologique particulier. La question de la relation entre théorie et pratique constitue donc un élément fondamental de notre démarche. Celle-ci s'appuiera sur un cadre d'analyse combinant une critique épistémologique de type réflexiviste et une critique épistémologique de type marxiste des diverses analyses de la crise de l'État-providence et, plus profondément, de chacun des grands courants d'analyse des sciences sociales qu'elles représentent.

Le réflexivisme est un modèle épistémologique qui « [prend] pour objet le niveau métathéorique [et qui] s'intéresse aux présupposés normatifs d'une théorie et à la vision du monde qu'elle véhicule et tend à (re)produire. » (Dufour et Grayson, 2002, p. 151). Inspiré en cela par la Théorie critique de l'École de Francfort, et donc assez proche du marxisme, le réflexivisme considère qu'« il est pratiquement impossible de séparer les jugements de faits des jugements de valeurs comme le souhaiterait le positivisme. Les choix de nature ontologique et épistémologique impliquent toujours une dimension normative qui doit être reconnue par les chercheurs. » (Dufour et Grayson, 2002, p. 152) « L'attitude réflexiviste » (Dufour et Grayson, 2002, p. 152) consiste donc à identifier et à reconnaître les présupposés et les fondements ontologiques, épistémologiques et normatifs des théories³⁰.

Bien qu'il ait été développé surtout dans le champ des relations internationales, notamment par Mark Neufeld (Dufour et Grayson, 2002), nous croyons que ce modèle constitue un choix pertinent pour effectuer une analyse épistémologique critique. Non seulement parce qu'il force la reconnaissance des présupposés et des fondements de chaque théorie (de chaque courant et de chaque

²⁹ Afin de véritablement mesurer l'influence du post-modernisme sur l'analyse de Rosanvallon, il faudrait voir comment l'idée – centrale dans les deux ouvrages de Rosanvallon – de reformulation du contrat social (1995, p. 191; 1981, p. 29) correspond à celle d'une crise de l'État-providence en tant que formation discursive ou paradigme sociétal. Néanmoins, le cadre de ce mémoire ne nous permettra pas d'approfondir davantage cette question.

³⁰ Cf. *supra*, p. 1, note 1 pour la définition de ces notions.

analyse), mais aussi parce que la question de la relation entre théorie et pratique se trouve au cœur de sa démarche : « autant sur le plan conceptuel que sur celui de l'exercice de la pratique scientifique, le réflexivisme remet en question la division étanche entre théorie et pratique. » (Dufour et Grayson, 2002, p. 151) À partir de cette remise en cause, le réflexivisme offre des pistes pour comparer des paradigmes considérés comme incommensurables : il « soutient que l'incommensurabilité des paradigmes ne les rend pas incomparables. Ceux-ci doivent l'être en fonction de leur contenu politico-normatif, qui devient aussi significatif pour comparer les paradigmes rivaux que leur valeur explicative. » (Dufour et Grayson 2002, p. 153)

À la critique réflexiviste doit s'ajouter une critique marxiste. Nous avons mentionné que la méthode dialectique du marxisme a été utilisée – notamment par les théoriciens de l'École de Francfort – pour effectuer la critique épistémologique des courants d'analyse positiviste et marxiste non dialectique. Nous souhaitons appliquer cette critique – telle qu'elle a été effectuée par des auteurs comme Theodor Adorno, Max Horkheimer, Karl Korsch, Antonio Gramsci et, plus systématiquement, par Georg Lukàcs – aux analyses retenues de la crise de l'État-providence, et donc l'étendre au courant d'analyse post-moderniste. L'analyse produite par Lukàcs, dans son ouvrage majeur *Histoire et conscience de classe* ([1923]), constitue une référence privilégiée pour établir les grandes lignes de la méthode dialectique du marxisme en tant que critique épistémologique, à laquelle nous ajouterons quelques notions pertinentes d'un ouvrage de Michaël Löwy (1985).

Celle-ci consiste principalement à lier les présupposés fondamentaux et les principes méthodologiques des grands courants de pensée à la réalité sociale « subjective » et « objective », c'est-à-dire à une « conscience de classe³¹ » particulière, elle-même liée à la structure de la société concrète : la société capitaliste – fondée notamment sur la généralisation de la structure marchande et de la division du travail – étant caractérisée par l'aliénation des individus et par la réification des relations sociales, ces relations apparaissent tout aussi réifiées dans la pensée lorsque celle-ci refuse de remettre en cause le capitalisme³².

³¹Pour Lukàcs, la conscience ne désigne pas « ce que les hommes ont pensé, ressenti et voulu *effectivement* sous des conditions historiques déterminées, dans des situations de classe déterminées, etc. Ce n'est là que le *matériau*, très important à vrai dire, des études historiques proprement dites. » ([1923], p. 72-73) Pour comprendre ce qu'est la conscience, il faut la rapporter à la totalité concrète : « En rapportant la conscience à la totalité de la société, on découvre les pensées et les sentiments que les hommes *auraient eu*, dans une situation sociale déterminée, *s'ils avaient été capables de saisir parfaitement* cette situation et les intérêts qui en découlaient tant par rapport à l'action immédiate que par rapport à la structure, conforme à ces intérêts, de toute la société; on découvre donc les pensées, etc., qui sont conformes à leur situation objective. » ([1923], p. 73) En d'autres termes, la conscience d'une classe correspond à son *horizon idéologique* – plus ou moins étendu – délimité par sa situation dans la totalité concrète.

³²La réification de la pensée est donc typique d'une « conscience de classe » conservatrice. Lukàcs définit la réification de la société capitaliste dans les termes suivants : « L'essence de la structure marchande a déjà été souvent soulignée : elle repose

Cet horizon idéologique limité de la pensée conservatrice *empêche de concevoir la société comme une totalité*. Il se manifeste dans les présupposés fondamentaux des sciences sociales dominantes, qui refusent, au niveau ontologique, de concevoir la réalité sociale comme une unité insécable. Au niveau épistémologique, la conception holiste de la société est considérée comme relevant d'une métaphysique devant être exclue des sciences sociales : les sciences sociales dominantes

[refusent] toute 'métaphysique' (au sens de science de l'être), se [fixent] comme but de comprendre les phénomènes de secteurs partiels, particuliers et exactement spécialisés, à l'aide de systèmes partiels, abstraits et calculateurs qui leur soient exactement adaptés, sans essayer d'entreprendre – bien plus en rejetant cette entreprise comme 'non scientifique' – de maîtriser de façon unitaire, à partir de là, la totalité du savoir possible. ([1923], p. 153)

Au niveau méthodologique, ce rejet se manifeste donc par la compartimentation de la réalité sociale : « La spécialisation dans l'accomplissement du travail fait disparaître toute image de la totalité. » ([1923], p. 133). Enfin, au niveau de l'analyse, leur refus d'inscrire les phénomènes sociaux dans la totalité concrète sociale et historique rend les sciences sociales conservatrices prisonnières des « antinomies³³ » volontarisme/déterminisme, utopisme/fatalisme, sujet/objet, contingence/nécessité, idéal/matériel, théorie/pratique, antinomies dont elles sont incapable de concevoir l'unité, l'identité dialectique ([1923], p. 163).

Plus profondément, l'horizon idéologique limité dans lequel s'inscrivent les sciences sociales dominantes se traduit donc par leur incapacité à inclure dans l'analyse leur « *propre substrat concret de réalité*, [qui] passe méthodologiquement et fondamentalement pour *insaisissable* » ([1923], p. 134). Ce « substrat concret » – c'est-à-dire la totalité concrète ou, en d'autres termes, la société capitaliste – est conçu comme « un substrat immuablement donné » ([1923], p. 140) dont on ne peut questionner « la naissance et la disparition » ([1923], p. 141), qu'on ne peut remettre en cause : « Le monde réifié [la société capitaliste] apparaît désormais de manière définitive [...] comme le seul monde possible, le seul qui soit conceptuellement saisissable et compréhensible et qui soit donné à nous, les hommes. » ([1923], p. 140)

sur le fait qu'un rapport, une relation entre personnes prend le caractère d'une chose et, de cette façon, d'une 'objectivité illusoire' qui, par son système de lois propre, rigoureux, entièrement clos et rationnel en apparence, dissimule toute trace de son essence fondamentale : la relation entre hommes. » ([1923], p. 110) Cette réification est étroitement liée au phénomène de l'aliénation, décrit par Marx et Engels dans *L'idéologie allemande* : « La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée qui naît de la coopération des divers individus, conditionnée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjugée, parce que cette coopération elle-même n'est pas volontaire, mais naturelle; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer. » ([1845-1846], p. 125)

³³Sur la notion d'antinomie, cf. *supra*, p. 3, note 11.

C'est ainsi que la critique marxiste souligne « l'intime interaction entre la méthode scientifique qui naît de l'être social d'une classe, de ses nécessités et de ses besoins de maîtriser conceptuellement cet être, et l'être même de cette classe. » ([1923], p. 135) L'ajout d'une dimension marxiste à notre cadre d'analyse nous permettra donc de donner une « épaisseur sociale³⁴ » au modèle épistémologique réflexiviste en montrant comment les présupposés fondamentaux qu'il met en lumière, de même que la valeur des analyses à laquelle ils sont liés, s'inscrivent dans la réalité sociale concrète. Plus précisément, la dimension marxiste de notre cadre d'analyse nous permettra de voir que ces présupposés et la valeur de ces analyses s'inscrivent plus profondément dans une « vision sociale du monde » particulière³⁵. Nous reprenons ici en partie le cadre d'analyse épistémologique (marxiste) de Löwy (1985), qui a montré – à travers une critique des courants positiviste, historiciste et marxiste – comment cette vision sociale du monde délimite un « champ visuel » plus ou moins large sur la réalité sociale, et donc des analyses plus ou moins limitées de cette réalité.

Nous ouvrons ici une parenthèse pour introduire quelque nuance, même s'il nous est impossible ici de reproduire toutes les subtilités présentes dans l'ouvrage de Michaël Löwy (1985). Notamment, il y est précisé que la vision sociale du monde d'une classe sociale – de même que le champ visuel d'un courant d'analyse – varie historiquement : ainsi, la bourgeoisie n'a pas toujours eu une position de classe dominante et n'a pas toujours eu un intérêt dans la préservation du système de relations sociales existant; de la même manière, les courants positivistes, historicistes et marxistes ont pris une forme tantôt critique, tantôt conservatrice. Par ailleurs, la « correspondance » entre les intérêts d'une classe sociale et l'horizon idéologique d'un courant d'analyse ne signifie pas que les intellectuels et auteurs concernés sont personnellement « à la solde des intérêts du capital »; néanmoins, leur refus de remettre en cause le capitalisme s'inscrit dans un horizon idéologique conservateur qui impose des limites à leur champ visuel. La relation entre une certaine vision sociale du monde et la forme particulière d'un courant d'analyse ne relève donc pas d'un déterminisme mécanique des conditions sociales sur la production intellectuelle, conçue comme un simple « reflet » : la grande diversité des courants d'analyse positiviste et post-moderniste, qui s'inscrivent dans une vision sociale du monde commune, suffit à le démontrer.

³⁴ L'expression est de Michaël Löwy (1985, p. 77).

³⁵ Le concept de « vision sociale du monde », développé par Michaël Löwy, est analogue à celui de « conscience de classe » tel que défini par Lukács. Il réfère à « la perspective d'ensemble, la structure catégorielle, le style de pensée socialement conditionné » (1985, p. 12) ou, dans les termes de Pierre Bourdieu, aux « 'catégories de pensées impensées qui délimitent le pensable et pré-déterminent le pensé' ». (Löwy, 1985, p. 14) Plus précisément, ce concept « circonscrit un ensemble organique, articulé et structuré de valeurs, représentations, idées, orientations cognitives, intérieurement unifié par une *perspective* déterminée, par un certain *point de vue* socialement conditionné. [...] cette vision du monde est attachée à certaines *positions sociales* [...], c'est-à-dire aux intérêts et à la situation de certains groupes ou classes sociales. » (1985, p. 13)

Notre cadre d'analyse réflexiviste et marxiste nous permettra donc de dégager les présupposés fondamentaux des courants d'analyse positiviste et post-moderniste et de voir dans quelle mesure ils sont liés à la valeur des analyses de la crise de l'État-providence que ces courants produisent. Notre démarche montrera que, malgré qu'ils se fondent sur des présupposés apparemment incompatibles, ces deux courants aboutissent, au niveau de l'analyse spécifique, à des limites et problèmes semblables qui se manifestent clairement dans la littérature dominante concernant la crise de l'État-providence : en plus de leur caractère tronqué, ces analyses restent prisonnières de « l'insoluble dilemme de la liberté et de la nécessité, du volontarisme et du fatalisme » (Lukács, [1923], p. 170). La dimension marxiste de notre cadre d'analyse permettra de plus de comprendre comment, alors qu'elles se fondent sur des présupposés aussi différents, les analyses positivistes et post-modernistes de la crise de l'État-providence peuvent tomber dans des écueils communs. Nous montrerons que ces deux courants, ainsi que les analyses de la crise de l'État-providence qu'ils produisent, ne dépassent pas la vision sociale du monde de la classe sociale dominante (la classe capitaliste) : ils partagent ainsi un horizon idéologique conservateur qui définit de la même manière leur champ visuel, limité par leur refus de remettre en cause le système capitaliste.

Notre démarche est pleinement réflexive au sens où nous nous efforcerons, à travers la critique des courants d'analyse positiviste et post-moderniste, de mettre en relief les fondements ontologiques, épistémologiques et normatifs du marxisme. En conclusion, nous tenterons de montrer comment son engagement idéologique en faveur du socialisme ainsi que la vision sociale du monde révolutionnaire dans laquelle il s'inscrit définissent un champ visuel plus « large » qui lui permet d'éviter les écueils des analyses positivistes et post-modernistes. Nous entreverrons également en quoi ce champ visuel prend forme dans des principes méthodologiques particuliers, c'est-à-dire dans une approche matérialiste et dialectique de la réalité sociale. Notre démarche soulignera ainsi la pertinence de clarifier cette approche en tant que méthode alternative à ces courants prédominants pour analyser la crise de l'État-providence.

Le présent mémoire est divisé en deux parties symétriques : la première (chapitre I et II) porte sur le courant d'analyse positiviste et la seconde (chapitre III et IV) concerne le courant d'analyse post-moderniste. Le premier chapitre de chacune des deux parties consiste à présenter – dans une perspective réflexiviste et marxiste – une définition critique générale de chacun de ces courants. Conformément au modèle épistémologique réflexiviste, nous identifierons d'abord leurs fondements ontologiques, épistémologiques et normatifs ainsi que leurs principes méthodologiques. Soulignons que le dictionnaire spécialisé de Robert Nadeau : *Vocabulaire technique et analytique de l'épistémologie* (1999) constituera ici une référence privilégiée qui nous permettra d'identifier avec

précision ces divers présupposés. Il s'agira ensuite d'effectuer la critique marxiste de ces fondements et de montrer comment ils s'inscrivent dans une vision sociale du monde particulière qui définit, au niveau de l'analyse spécifique, un champ visuel plus ou moins limité.

Le second chapitre de chacune des deux parties (chapitres II et IV) consiste à montrer comment les caractéristiques (fondements, engagement idéologique, limites) des deux courants – précédemment dégagées par la critique réflexiviste et marxiste – se manifestent plus spécifiquement dans la littérature concernant la crise de l'État-providence. Afin de permettre une analyse plus approfondie, nous avons ici choisi, pour chacun des deux courants, de concentrer notre critique sur une seule analyse, même si nous référerons à d'autres auteurs lorsque cela est pertinent. Les sources retenues ont été choisies selon trois critères : 1) elles devaient être représentatives de chacun des deux grands courants d'analyse des sciences sociales que nous souhaitons analyser; 2) elles devaient constituer des représentants raffinés de ces courants; 3) elles devaient être représentatives de la littérature dominante concernant la crise de l'État-providence. Les analyses de la crise de l'État-providence sélectionnées comme matière à notre critique épistémologique ont donc été produites par des auteurs qui – en même temps qu'ils peuvent être attachés à l'un des deux courants d'analyse positiviste et post-moderniste – sont reconnus dans la littérature comme des références sur la question : l'ouvrage incontournable de Gosta Esping-Andersen : *Les trois mondes de l'État-providence* (1999) nous permettra de voir comment le positivisme peut s'incarner dans les analyses les moins simplistes; le chapitre du livre de Jacob Torfing : *New Theories of Discourse* (1999) que nous avons retenu se veut explicitement une illustration d'une analyse post-moderniste de la crise de l'État-providence.

Enfin, précisons que la portée de ce projet, malgré son caractère apparemment ambitieux, est limitée. Nous ne prétendons pas offrir ici une présentation approfondie des courants d'analyse positiviste et post-moderniste, ni d'ailleurs des analyses qu'ils produisent sur la question spécifique de la crise de l'État-providence; nous ne prétendons pas non plus épuiser toutes les questions concernant ces courants et analyses. Notre présentation se veut très synthétique et ne retiendra que les éléments essentiels à la critique épistémologique qui constitue notre démarche. Répétons également que nous ne prétendons pas non plus restituer toutes les subtilités de la méthode dialectique du marxisme, ni produire une analyse marxiste de la crise de l'État-providence. Notre démarche ne vise qu'à permettre une ébauche de cette méthode, qui ne doit être comprise que comme un point de départ : en quelque sorte, il s'agira ici de jeter les bases méthodologiques d'une analyse marxiste de la crise de l'État-providence, qui ne pourra s'accomplir qu'à une étape ultérieure. Nous espérons néanmoins – à travers la présente démarche – pouvoir déjà entrevoir la pertinence de la méthode dialectique du marxisme par rapport aux autres grands courants d'analyse des sciences sociales.

PREMIÈRE PARTIE

LE POSITIVISME DANS UNE PERSPECTIVE RÉFLEXIVISTE ET MARXISTE : LES LIMITES
IDÉOLOGIQUES DE L'ANALYSE NÉO-INSTITUTIONNALISTE DE LA CRISE DE L'ÉTAT-
PROVIDENCE

CHAPITRE I

UNE DÉFINITION CRITIQUE DU POSITIVISME

L'objectif du présent chapitre est d'effectuer – à travers sa critique réflexiviste et marxiste – une présentation des caractéristiques du courant positiviste en sciences sociales¹. Dans un premier temps, notre critique réflexiviste permettra d'identifier les présupposés fondamentaux – ontologiques, épistémologiques, normatifs, méthodologiques – du positivisme. La dimension marxiste de notre critique nous permettra ensuite de voir comment ces fondements s'inscrivent dans un horizon idéologique particulier qui définit, au niveau de l'analyse spécifique, un champ visuel limité. Nous espérons également ici mettre en relief certains aspects fondamentaux de la dimension dialectique du marxisme. Cette démarche précède une application de notre critique à une analyse de la crise de l'État-providence que nous considérons représentative du positivisme.

Avant de présenter les principaux traits du courant positiviste des sciences sociales, nous devons préciser que le positivisme auquel nous faisons ici référence n'est pas celui de Auguste Comte ni celui du Cercle de Vienne², bien qu'il y prenne effectivement racine. En effet, le courant positiviste prend en sciences sociales une forme particulière. Le positivisme que nous analysons n'est pas celui d'épistémologues ou de philosophes, mais plutôt de scientifiques : nous l'étudions dans ses manifestations spécifiques, et plus précisément au sein de la littérature concernant la crise de l'État-providence. À ce niveau, le positivisme ne se présente pas comme une véritable doctrine ni comme un système philosophique cohérent, mais bel et bien comme une « attitude vis-à-vis de la connaissance » (Dufour, 2002, p. 129) qui retient certains critères de scientificités pour les sciences sociales, sans toutefois les défendre – ou même les concevoir – explicitement et rigoureusement. Cette attitude

¹Précisons que cette définition critique se fonde principalement sur la critique du positivisme élaborée par des auteurs comme Adorno, Horkheimer et Lukács.

²Le Cercle de Vienne est un mouvement philosophique des années 1920 qui réunissait épistémologues, philosophes et mathématiciens et qui visait à fonder et à unifier les sciences empiriques. Le positivisme du Cercle de Vienne (positivisme logique), bien qu'il partage le même souci de scientificité, est à distinguer de la doctrine de Auguste Comte, qui date de la première moitié du XIXe siècle.

présuppose des fondements ontologiques, épistémologiques et normatifs qui sont liés aux doctrines élaborées par les épistémologues, mais qui restent le plus souvent implicites – voire non assumés – chez les scientifiques. En effet, ceux-ci se caractérisent notamment par leur non réflexivisme, c'est-à-dire par leur absence de réflexion sur les fondements qui sous-tendent leurs analyses. Malgré leur parenté avec certaines doctrines philosophiques, les fondements du positivisme tel que nous le concevons s'expriment donc de façon « diluée » dans les analyses spécifiques produites par les auteurs que nous attachons à ce courant. Nous ferons par exemple référence à l'atomisme, à l'empirisme, au scientisme, etc., qui constituent au niveau philosophique de véritables doctrines mais qui, lorsqu'ils s'expriment dans les analyses spécifiques des sciences sociales, prennent plutôt la forme de « tendances » implicites et plus ou moins rigoureuses; avec l'utilisation de ces termes, c'est donc à de telles « tendances » que nous renvoyons, et non à des systèmes philosophiques particuliers.

1.1 Les fondements du positivisme : une critique réflexiviste

Rappelons que le modèle réflexiviste consiste à identifier les fondements ontologiques, épistémologiques et normatifs ainsi que les principes méthodologiques des courants d'analyse. Nous tenons à réitérer ici clairement que les distinctions que nous opérons dans les présupposés fondamentaux du positivisme entre fondements ontologiques, épistémologiques, etc., ne constituent qu'une *abstraction momentanée* visant à permettre l'exposition de notre pensée³. Fondamentalement, nous considérons que ces distinctions ne sont que divers *points de vue* sur une même réalité : le positivisme. Nous verrons d'ailleurs que même au niveau l'exposition que nous en faisons, ces fondements s'interpénètrent inextricablement.

1.1.1 Les fondements ontologiques du positivisme

Au niveau ontologique, c'est-à-dire au niveau de sa conception de la nature même de la réalité, le positivisme se caractérise d'abord par sa conception *atomiste* de la réalité sociale et par son refus de la considérer comme une *totalité*. Dans l'ontologie positiviste, la réalité sociale est fondamentalement un agrégat d'éléments *distincts les uns des autres* et dotés de *caractéristiques stables*. Ces éléments (les acteurs sociaux, les marchandises, le pouvoir, les institutions, etc., et ultimement : les individus) peuvent entrer en relation pour former un tout (la société), mais ce tout n'est que la somme de ses parties, qui existent indépendamment du tout. Si la notion de totalité peut apparaître, elle est considérée

³Nous reviendrons sur cette notion d'abstraction comme *moment*, centrale dans la méthode dialectique du marxisme.

comme une *abstraction* résultant d'une « action de l'esprit » (Nadeau, 1999, p. 1) : elle est conçue comme une généralisation opérée par la pensée à partir d'éléments singuliers, qui eux constituent la réalité *concrète*. Par opposition, concevoir la réalité sociale comme une totalité suppose une conception *holiste* de celle-ci dans laquelle le « tout » (la société historique) est « davantage (ou autre chose) que la somme de [ses] parties » (Nadeau, 1999, p. 293)⁴. Dans la conception holiste (et matérialiste), la totalité (la totalité sociale) est conçue comme une *unité* fondamentalement *insécable* et *dynamique* (historique), et c'est elle qui constitue la réalité concrète. Conséquemment, toute partie considérée isolément devient une abstraction, au sens où elle est, par la pensée, abstraite de la totalité sociale et historique concrète.

Parce qu'il conçoit la réalité sociale comme étant constituée d'éléments définis de manière statique (un élément est doté de caractéristiques stables), le positivisme considère qu'il existe des *régularités* dans les relations qui s'établissent entre ces éléments. Et puisque ceux-ci sont conçus comme étant définis en eux-mêmes, le positivisme conçoit les relations entre ces éléments comme des *relations externes*. Une relation externe est une relation qui s'établit entre deux éléments préexistants et distincts l'un de l'autre et, même si elle peut être régulière, leur relation est une *propriété accidentelle* de ces éléments. Précisons que « par opposition à l'essence d'une chose, un accident est une propriété qu'on peut enlever ou ajouter à cette chose sans que celle-ci cesse d'être la même chose ou la même substance » (Nadeau, 1999, p. 220) : bref, ce n'est pas la (les) relation(s) qu'il entretient qui définit un élément. Au contraire, la conception holiste de la réalité sociale suppose également une conception *relationnelle* de celle-ci, dans laquelle chaque « partie » est inextricablement liée à chacune des autres parties ainsi qu'au tout par des *relations internes*; c'est d'ailleurs en ce sens que la réalité est ici conçue comme une unité concrète fondamentalement insécable (la totalité). Une relation interne implique que les termes de la relation sont *constitutifs* l'un de l'autre, qu'ils *sont contenus* l'un dans l'autre, et que leur relation est une *propriété essentielle* de chacun d'entre eux : c'est elle qui les définit. Cette définition n'est cependant pas statique puisque la totalité est également conçue comme fondamentalement dynamique, ce qui implique le mouvement (et donc la transformation) constant(e) des relations qui la constituent. Chaque « partie » abstraite de la totalité est donc elle-même conçue

⁴L'ontologie marxiste se caractérise notamment par une telle conception holiste de la réalité sociale, qui constitue un aspect important de sa dimension dialectique. Précisons que cette conception n'implique pas nécessairement que le tout soit *surdéterminant* par rapport aux parties. Si pour Lukács, la totalité se définit comme « la domination, déterminante et dans tous les domaines, du tout sur les parties » (Lukács, [1923], p. 47), Bertell Ollman rejette pour sa part cette conception « formaliste » de la totalité; il la conçoit plutôt comme « the structured interdependence of its parts – the interacting events, processes, and conditions of the real world – as observed from any major part. » (Ollman, 2003, p. 140) Précisons également que, l'ontologie marxiste étant également *matérialiste*, le concept de « totalité » correspond à la totalité *sociale, concrète et historique*, en l'occurrence au système capitaliste – par opposition à la totalité *idéelle* telle que conçu par la dialectique *idéaliste* de Hegel, la totalité s'identifiant ici à l'Esprit ou à la Raison. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette importante distinction lors de notre critique du courant d'analyse post-moderniste (chapitre III).

comme une relation et comme un processus, puisqu'elle se définit par toutes les relations changeantes qu'elle contient.⁵

1.1.2 Les fondements épistémologiques du positivisme

L'épistémologie positiviste, c'est-à-dire son attitude concernant la nature et l'acquisition de la connaissance⁶, est étroitement liée à ses fondements ontologiques. Si, au niveau ontologique, le positivisme conçoit la réalité sociale comme étant fondamentalement constituées d'éléments concrets distincts les uns des autres et dotés de caractéristiques stables, au niveau épistémologique, ces éléments sont conçus comme des *faits*, un fait étant un « ensemble de *données extra-logiques* en vertu desquelles un énoncé empirique peut être tenu pour vrai ou faux selon qu'il y correspond ou non. » (Nadeau, 1999, p. 260)⁷ Pour le positivisme, c'est seulement à la lumière de ces faits que peut être évaluée toute connaissance qui prétend à la scientificité ou à la vérité : une connaissance vraie (scientifique) est une connaissance qui correspond aux faits, aux données. À l'ontologie atomiste du positivisme correspond donc une épistémologie *empiriste*, qui conçoit « l'acquisition du savoir comme un lent processus autocorrecteur et *limité par les possibilités d'observation et d'expérimentation* » (Nadeau, 1999, p. 183)⁸. En d'autres termes, le processus d'acquisition des connaissances est une entreprise modeste : la connaissance scientifique se limite à celle que l'on peut vérifier (ou falsifier) par le biais d'une confrontation avec les données observées, c'est-à-dire par le biais d'une référence aux faits. Pour le positivisme, tout énoncé, théorie ou hypothèse qui ne peut être soumis à ces

⁵Nous reviendrons sur les concepts de relations externes et internes. Précisons ici que la conception relationnelle et dynamique de la réalité sociale – qui caractérise également l'ontologie dialectique du marxisme – n'implique pas une conception chaotique et absolument contingente de celle-ci; nous verrons, notamment par contraste avec le post-modernisme, qu'elle conçoit l'existence de « régularités historiques ».

⁶Au niveau de son attitude concernant la *nature* de la connaissance, le positivisme se préoccupe surtout d'établir une distinction entre science et non-science (ou entre science et métaphysique); il vise également à définir ce qu'est une connaissance vraie. Au niveau de son attitude concernant l'*acquisition* de la connaissance, il tente de déterminer les conditions permettant d'atteindre une connaissance scientifique, une connaissance vraie (critères de scientificité).

⁷Souligné par nous.

⁸Souligné par nous. Si, à l'origine, l'empirisme est une « Doctrine (que l'on oppose habituellement au rationalisme et à l'apriorisme) selon laquelle toute connaissance factuelle est fondée sur (est issue de, dérive de, prend sa source dans) l'expérience sensible, » (Nadeau, 1999, p. 182) nous faisons plutôt référence à une version diluée de l'empirisme, dans laquelle l'expérience sensible est conçue dans son sens large : en sciences sociales, elle peut inclure l'observation de données colligées par le biais des méthodes statistiques et quantitatives. Cet « empirisme mou » ne rejette pas non plus nécessairement la possibilité d'une connaissance *a priori* : il admet par exemple que les théories et hypothèses que nous formulons ne découlent pas directement de l'expérience sensible. Pour être considérées scientifiques, celles-ci doivent cependant pouvoir se soumettre à l'épreuve des faits.

conditions – à ce critère de scientificité – relève de la métaphysique⁹ et doit être rejeté comme non scientifique¹⁰.

Par ailleurs, nous avons vu qu'au niveau ontologique, les éléments de la réalité sociale telle que la conçoit le positivisme établissent des relations externes; nous avons vu également que pour le positivisme, il existe certaines régularités dans ces relations. Au niveau épistémologique, les relations externes sont conçues par le positivisme comme des relations de cause à effet, et l'existence de régularités dans ces relations permet d'élaborer des principes généraux, des « lois ». Pour le positivisme, la connaissance scientifique correspond à l'explication des phénomènes sociaux, c'est-à-dire à la découverte de lois générales concernant leurs causes (lois causales¹¹); elle implique ainsi la possibilité de formuler des prédictions. Aux fondements ontologiques du positivisme correspond donc – en plus de son épistémologie empiriste – une épistémologie *explicative*, dans laquelle la démarche scientifique est centrée sur la recherche d'explications causales ou statistiques (Nadeau, 1999, p. 238)¹². La valeur des théories et hypothèses se mesure ici par leurs capacités à produire des lois générales, dont la validité dépend de la justesse des prédictions qu'elles permettent. Les limites imposées par l'empirisme sont ainsi compensées par la possibilité éventuelle de parvenir à un savoir général et prédictif.

⁹La métaphysique est une branche de la philosophie qui inclut notamment l'ontologie : « La métaphysique, ou philosophie spéculative, entend étudier les causes premières ainsi que les principes fondamentaux gouvernant toutes choses. Elle s'est intéressée, entre autres, à l'existence et à la nature de Dieu, au rôle de l'homme dans l'univers, aux genres de choses existant dans le monde (v. ontologie), [etc.]. » (Nadeau, 1999, p. 404) Souligné par l'auteur. Si les positivistes logiques sont allés très loin dans leur critique de la métaphysique, considérant toute doctrine métaphysique comme « un système d'énoncés dénués de signification » (Nadeau, 1999, p. 404), nous dirons du positivisme en sciences sociales qu'il considère la métaphysique comme non scientifique : si ses énoncés ne sont pas « dénués de signification », ils ne peuvent cependant prétendre à la scientificité.

¹⁰Notons que ce critère de scientificité justifie le rejet explicite par le positivisme de la notion de totalité concrète insécable, qu'il considère comme relevant de la métaphysique. La totalité ne peut être incluse dans le champ scientifique puisque les affirmations qui la concernent ne peuvent être vérifiées (ou falsifiées) à travers la confrontation aux faits. Concernant cet argument, voir notamment Karl Popper (Adorno, Popper *et al.*, 1979).

¹¹Une loi causale est un « Énoncé d'une régularité empirique (censément invariable ou uniforme) qui permet, à partir d'informations concernant une certaine région de l'espace-temps, d'inférer d'autres informations au sujet d'une autre région de l'espace-temps. » (Nadeau, 1999, p. 376) Bref, une loi causale stipule que les mêmes causes vont produire les mêmes effets.

¹²L'explication causale doit être ici comprise comme « un modèle de raisonnement déductif [...] dont les prémisses décrivent des conditions particulières (v. conditions initiales) et formulent des principes généraux (v. loi causale), et dont la conclusion décrit le ou les événements à expliquer. » (Nadeau, 1999, p. 50) Nadeau précise par ailleurs que « l'explication causale est formellement et structurellement identique à la prédiction » (Nadeau, 1999, p. 247). L'explication statistique remplace les lois causales par des lois statistiques, « qui soutiennent que sur une longue durée, parmi tous les cas satisfaisant à une série de conditions, il y a un pourcentage explicitement défini de cas accompagnés par un événement d'un genre bien déterminé » (Nadeau, 1999, p. 250). Dans ce cas, il est admis que la liaison entre les prémisses et la conclusion est moins « certaine » (de même que les prédictions qu'elle permet), mais on considère tout de même qu'une telle démarche permet de se rapprocher d'une explication (Nadeau, 1999, p. 251).

1.1.3 Les fondements normatifs du positivisme

Les fondements normatifs du positivisme, c'est-à-dire les normes et jugements de valeurs qui le sous-tendent, ne peuvent être présentés sans se placer d'emblée d'un point de vue critique parce que le positivisme n'assume pas lui-même ces fondements. Sans entrer tout de suite dans cette critique, et donc sans présenter pour l'instant ses fondements normatifs, nous souhaitons ici exposer brièvement la position du positivisme concernant la place des normes et des jugements de valeurs dans la démarche scientifique; c'est notamment la critique ultérieure de cette position qui nous permettra de dégager les fondements normatifs du positivisme. Cette position est d'abord liée à ses fondements ontologiques : elle repose sur une distinction opérée par le positivisme entre faits et valeurs, distinction permise par sa conception atomiste de la réalité sociale. Pour lui, les faits et les valeurs ne sont pas de même « nature ». Alors que les premiers constituent des « données extra-logiques », les secondes relèvent de la subjectivité humaine. Cette distinction permet au positivisme d'imposer à la démarche scientifique une exigence de *neutralité axiologique*, c'est-à-dire que les normes et les jugements de valeurs doivent en être exclues pour atteindre l'objectivité scientifique (Nadeau, 1999, p. 451-452). Cette exigence s'inscrit par ailleurs tout à fait dans l'épistémologie empiriste du positivisme : pour être vraie, la connaissance scientifique doit correspondre aux faits et ce, indépendamment de toutes considérations normatives. En effet, seuls les énoncés factuels, qui découlent de jugements fondés sur l'expérience, peuvent être vérifiés (ou falsifiés), alors que les jugements de valeurs sont fondés sur des normes impossibles à déduire de l'expérience factuelle. On considère de plus que celles-ci, en faisant intervenir les préférences du chercheur, ne peuvent que nuire à l'atteinte d'un savoir reflétant fidèlement les faits. Du point de vue positiviste, toute connaissance teintée par des jugements de valeurs ou des normes est biaisée et ne peut donc être considérée comme valide (ou scientifique)¹³.

1.1.4 Les principes méthodologiques du positivisme

Les principes méthodologiques du positivisme, c'est-à-dire son approche générale concernant la recherche, correspondent à ses fondements ontologiques et épistémologiques. Sa conception atomiste de la réalité sociale d'une part, et son épistémologie empiriste et explicative d'autre part, amènent le positivisme, au niveau de la recherche, à *compartimenter* la réalité sociale qu'il souhaite étudier et à en *catégoriser* les « éléments ». La réalité sociale étant ontologiquement conçue comme constituée

¹³Ici aussi, l'exigence de neutralité axiologique prend en sciences sociales un sens moins impératif. Il est communément admis qu'une véritable neutralité est impossible à atteindre dans ce domaine; les chercheurs s'imposent plutôt de *tendre le plus possible* vers la neutralité.

d'éléments distincts les uns des autres, il est possible pour le positivisme de la « découper » et de l'étudier « morceau par morceau ». De plus, dans cette compartimentation de la réalité sociale, chaque élément est catégorisé : étant conçus comme dotés de caractéristiques stables, les éléments de même « nature » (dotés de caractéristiques semblables) sont considérés comme appartenant de manière stable au même « compartiment ». Cette compartimentation et cette catégorisation méthodologiques de la réalité sociale sont liées à l'autonomisation des disciplines scientifiques : chaque « sphère » partielle de la réalité sociale (politique, économique, sociale, culturelle, etc.) est conçue comme distincte des autres, comme dotée de ses propres éléments, de ses propres caractéristiques et de ses propres lois; bref, chaque dimension de la réalité sociale est conçue comme une sphère autonome. Il devient donc possible de l'étudier isolément. Et puisqu'au niveau ontologique, les relations qui existent entre les divers éléments sont pour le positivisme des relations externes, et donc accidentelles, elles peuvent être dissoutes dans la compartimentation méthodologique sans remettre en question la nature des éléments ainsi séparés les uns des autres.

La compartimentation de la réalité sociale et la catégorisation de ses éléments opérées par le positivisme au niveau méthodologique sont également liées à son épistémologie empiriste et explicative. Puisqu'au niveau épistémologique le positivisme considère que la connaissance doit se limiter à celle que l'on peut vérifier (ou falsifier) par l'observation factuelle, l'appréhension méthodologique de la réalité sociale ne peut se faire qu'à une échelle modeste. Par opposition à une approche qui privilégierait un point de vue global – il s'agirait pour le positivisme d'un point de vue abstrait –, la compartimentation de la réalité sociale permet une plus grande proximité avec les faits – et donc, pour le positivisme, avec un point de vue plus concret; ce faisant, elle facilite le nécessaire processus d'expérimentation. De même, la catégorisation méthodologique des éléments de la réalité sociale au sein de divers compartiments contribue à décrire les faits, dont il s'agit de rendre compte le plus fidèlement possible : pour le positivisme, leur classification dans l'une ou l'autre des sphères de la réalité sociale permet de clarifier leur nature. Et de la même manière qu'au niveau épistémologique l'acquisition de la connaissance est conçue comme « un lent processus autocorrecteur », il s'agit au niveau méthodologique d'accumuler progressivement une connaissance toujours plus étendue en collectionnant le savoir acquis sur les divers « morceaux » de la réalité sociale compartimentée; conformément à l'épistémologie explicative, ces savoirs concrets peuvent éventuellement être reliés les uns aux autres pour former une totalité abstraite gouvernée par des lois générales abstraites.

Au niveau méthodologique, les fondements ontologiques et épistémologiques du positivisme se traduisent d'autre part par un certain *scientisme*. Au sens strict, le scientisme est cette « Doctrine selon laquelle la méthode des sciences physico-chimiques est la seule méthode scientifique valable et qu'elle

doit s'appliquer partout en science, y compris dans le domaine des sciences humaines et sociales. » (Nadeau, 1999, p. 639)¹⁴ Comme dans les sciences naturelles, les sciences sociales doivent pour le positivisme développer une méthodologie qui prend pour modèle la méthode scientifique¹⁵. Pour être conforme à son épistémologie empiriste, la méthodologie positiviste doit passer par l'observation des faits et l'expérimentation (la confrontation aux faits), et donc par une méthode de test¹⁶. En sciences sociales, le positivisme privilégie donc les méthodes quantitatives qui permettent la vérification (ou la falsification) statistique d'hypothèses ou de théories à partir de l'accumulation de données, de faits. Une telle méthodologie exige que ces hypothèses soient formulées de façon à pouvoir être vérifiée (ou falsifiée) : il s'agit du processus d'*opérationnalisation des variables*. Celui-ci implique notamment la *définition quantitative* des variables d'une hypothèse ou d'une théorie : il s'agit de les définir de telle manière qu'elles soient associées à des données concrètes (du point de vue positiviste) et mesurables.

Ce processus méthodologique d'opérationnalisation des variables est également lié à l'épistémologie explicative du positivisme. En effet, les variables des hypothèses et théories constituent les termes d'une relation de cause à effet que l'on tente de vérifier et de généraliser. Leur opérationnalisation implique donc non seulement leur définition quantitative, mais également leur *distinction* en variables indépendantes (les causes) et variables dépendantes (les effets); il devient ainsi possible de mesurer (et donc de vérifier (ou de falsifier) et de généraliser) le lien qui unit les termes de cette relation¹⁷. Ces principes méthodologiques permettent également, du point de vue positiviste, d'assurer la neutralité axiologique de la démarche scientifique : à travers le processus d'opérationnalisation des variables ne sont retenus que les énoncés factuels vérifiables (ou falsifiables). Tout biais normatif qui aurait pu nuire à l'objectivité scientifique est ainsi éliminé par la possibilité pour la communauté des chercheurs de soumettre toutes hypothèses ou théories scientifiques à la

¹⁴Encore une fois, nous n'utilisons pas le terme « scientisme » en référence à une véritable doctrine : chez les scientifiques des sciences sociales, il s'exprime plutôt comme une attitude générale qui consiste à voir les méthodes des sciences naturelles comme une référence pour la méthodologie en sciences sociales. Il ne s'agit donc pas d'un véritable monisme méthodologique, qui affirmerait « qu'il n'existe qu'une seule méthode valable pour l'ensemble des sciences empiriques et que cette méthode doit s'appliquer exactement de la même façon dans le cas des sciences humaines et sociales que dans celui des sciences de la nature. » (Nadeau, 1999, p. 428)

¹⁵« Ensemble des canons devant guider, ou guidant de fait, la recherche scientifique, et menant à l'élaboration, à la mise à l'épreuve, ainsi qu'à la justification, d'hypothèses, de lois ou de théories scientifiques. » (Nadeau, 1999, p. 412)

¹⁶« Méthode servant à mettre à l'épreuve les diverses hypothèses et théories scientifiques en confrontant leurs conséquences observables aux faits. Entendue au sens large, une méthode de test peut comprendre de simples procédures d'observation en milieu ouvert, où des événements semblent se reproduire selon une certaine régularité. » (Nadeau, 1999, p. 408)

¹⁷Notons que même si les méthodes quantitatives ne permettent que de mesurer l'importance statistique d'une *corrélation* entre ces variables, c'est-à-dire la fréquence de leur occurrence simultanée, les variables indépendantes sont comprises – ou du moins interprétées – comme les variables *déterminantes*, comme les causes des variables dépendantes, des variables *déterminées*, conçues comme les effets des premières.

critique, c'est-à-dire à une méthode de test¹⁸. Soulignons enfin que le scientisme du positivisme correspond tout à fait à son ontologie : les éléments définis en eux-mêmes selon des caractéristiques stables qui composent la réalité sociale et les relations externes qui les unissent sont transposés au niveau méthodologique en variables mesurables dont on peut distinguer celles qui sont indépendantes et celles qui sont dépendantes.

1.2 La vision sociale du monde et le champ visuel du positivisme : une critique marxiste

Rappelons que la critique marxiste consiste à montrer comment les présupposés fondamentaux d'un courant d'analyse s'inscrivent dans la réalité sociale concrète, et plus précisément dans une vision sociale du monde (une conscience de classe, un horizon idéologique) qui délimite, au niveau de l'analyse spécifique, un champ visuel plus ou moins large, plus ou moins étendu.

1.2.1 L'horizon idéologique du positivisme : un biais conservateur

La critique des présupposés fondamentaux du positivisme – présupposés exposés par la critique réflexiviste – effectuée par le marxisme repose évidemment sur ses propres présupposés. Et puisque ces présupposés constituent de part et d'autre des postulats fondamentaux – et donc impossible à fonder absolument –, la critique marxiste, si elle se situait à un niveau purement « rationnel » ou encore « factuel », serait nécessairement circulaire. C'est pourquoi celle-ci se situe d'abord sur le plan normatif. C'est à partir de ses propres fondements normatifs – le marxisme assume pleinement son engagement idéologique révolutionnaire (anti-capitaliste) en faveur du socialisme – que le marxisme révèle ceux du positivisme, et c'est sur cette base qu'il critique ses fondements ontologiques et épistémologiques ainsi que ses prétentions à la neutralité axiologique. À partir de ce point de vue, la critique marxiste voit dans les fondements du positivisme un *biais conservateur*, c'est-à-dire un biais en faveur de la préservation et de la reproduction de la réalité sociale existante, à savoir, dans sa forme actuelle, le système capitaliste¹⁹. Nous présentons ici les fondements normatifs – non assumés – du positivisme.

¹⁸Il s'agit ici de la position de Karl Popper, qui insiste sur la dimension intersubjective de l'objectivité scientifique; celle-ci ne peut selon lui relever de la bonne volonté des chercheurs mais doit plutôt passer par des règles méthodologiques strictes qui imposent notamment la falsifiabilité de toute hypothèse ou théorie. Cf. Adorno, Popper *et al.* (1979, p. 82-84).

¹⁹Précisons d'emblée que ce biais conservateur n'exclut pas certaines tendances critiques, et notamment le *réformisme* (nous y reviendrons au chapitre II). Ce qui reste exclu des possibilités de l'action politique cependant, c'est la remise en question *radicale* du capitalisme lui-même, et donc de ses caractéristiques les plus fondamentales.

Ce biais conservateur se traduit d'abord dans l'ontologie positiviste. Pour le marxisme, celle-ci constitue une *réification* de la réalité sociale. Au sens strict, la réification « consiste à donner de manière abusive un caractère de chose » (Nadeau, 1999, p. 609), une chose étant « une réalité envisagée à l'état statique, et comme *séparée ou séparable*, constituée par un système supposé fixe de propriétés » (Nadeau, 1999, p. 60)²⁰. Or, nous avons vu qu'au niveau ontologique, le positivisme conçoit le monde social comme étant constitué d'éléments statiques définis en eux-mêmes et distincts les uns des autres. Pour la dialectique marxiste, le positivisme perçoit ainsi comme des choses ce qui est en réalité des *relations sociales dynamiques*. Même si, pour le positivisme, ces éléments peuvent évidemment entrer en relation entre eux, nous avons vu qu'ils ne sont pas *eux-mêmes* conçus comme des relations, « which contains as part of what it is its ties with other relations » (Ollman, 2003, p. 13)²¹. Et si, pour le positivisme, les relations externes qu'entretiennent les éléments peuvent provoquer un processus de transformation, ces éléments ne sont pas *eux-mêmes* conçus comme des processus, « which contains its history and possible futures » (Ollman, 2003, p. 13)²². Les transformations ne sont donc pas *internes* aux éléments; en effet, nous avons vu que ceux-ci sont dotés de caractéristiques stables ou, en d'autres mots, qu'ils sont constitués « par un système supposé fixe de propriétés ». Bref, ils sont conçus comme des *choses* « that has a history and has external connections with other things » (Ollman, 2003, p. 13)²³.

La critique marxiste souligne comment la réification de la réalité sociale traduit un biais conservateur du positivisme en ce qu'elle s'accompagne d'un *fatalisme* politique. En concevant la réalité sociale comme constituée de « choses » « envisagées à l'état statique » et « constituées par un système supposé fixe de propriétés », celles-ci apparaissent comme naturelles, éternelles, figées, comme impossible à transformer. C'est ainsi qu'elles présentent une « objectivité illusoire » (Lukàcs, [1923], p. 110), c'est-à-dire qu'elles apparaissent comme indépendantes de l'action ou de la volonté humaine²⁴, bref, comme « le seul monde possible » (Lukàcs, [1923], p. 140). Si des changements peuvent se produire dans un monde constitué de choses, il s'agit de changements *mécaniques*, de l'action « externe » d'une chose sur une autre; ces transformations n'apparaissent pas comme le résultat de l'action ou de la volonté humaine. Plus encore, dans le positivisme, les divers acteurs sociaux sont eux-mêmes conçus comme des choses, comme des éléments distincts les uns des autres et

²⁰Souligné par nous.

²¹Souligné par nous. Nous revenons ici aux concepts de relations internes et externes.

²²Souligné par nous.

²³Souligné par nous.

dotés de caractéristiques stables. Si au contraire on conçoit la réalité sociale comme une totalité historique constituée de relations sociales dynamiques, cette réalité apparaît clairement comme transitoire et comme le résultat de l'action humaine. Et les transformations de cette réalité sociale ou des relations sociales qui la constituent ne sont pas des transformations mécaniques mais plutôt dialectiques : puisque ces relations sociales sont conçues comme des relations internes et des processus, le mouvement de la réalité sociale provient des contradictions inhérentes à ces relations²⁵.

Le biais conservateur du positivisme se traduit également dans ses fondements épistémologiques. Nous avons vu que les éléments « concrets » (réifiés) qui constituent pour le positivisme la réalité sociale deviennent au niveau épistémologique des faits (tout aussi réifiés)²⁶. De la même manière que les éléments réifiés de la réalité sociale apparaissent comme « le seul monde possible », les faits apparaissent comme « immuablement donnés » par l'expérience et comme extérieurs à la pensée (ce sont des « ensemble de *données extra-logiques* »), bref, comme dotés d'une « objectivité illusoire »²⁷. Ils ne peuvent être remis en cause : on ne peut en questionner l'existence, « la naissance ou la disparition » (Lukàcs, [1923], p. 141). La critique marxiste souligne ainsi comment l'empirisme du positivisme constitue une *soumission aux faits*, et donc à la réalité sociale réifiée. En effet, en instituant les faits réifiés comme le fondement de la connaissance scientifique, comme le critère de vérité, le positivisme se donne comme seul objectif de *reproduire exactement*, dans la pensée, la réalité sociale réifiée. Son biais conservateur s'exprime ici pleinement. Plus encore, en cherchant à établir des lois générales à partir des régularités observées dans les relations externes de cause à effet, le positivisme présente comme universelles et éternelles (et donc inévitables) ces régularités; on tombe donc encore une fois dans le fatalisme politique. Par opposition, en concevant les faits comme des abstractions méthodologiques (dialectiques) temporaires opérées par la pensée, le marxisme garde une maîtrise sur ceux-ci; plutôt que de s'y soumettre comme s'ils étaient donnés, comme à un critère de vérité, il les utilise pour parvenir à une connaissance pratique de la totalité, qui constitue pour elle la réalité sociale

²⁴Le concept d'objectivité peut être compris comme suit : « Qualité de ce qui est indépendant de la volonté. » (Nadeau, 1999, p. 451)

²⁵Soulignons que les contradictions internes occupent une place centrale dans l'ontologie dialectique du marxisme; précisons également que, dans la forme historique du capitalisme, ce sont les contradictions de *classes* qui sont comprises comme les contradictions fondamentales.

²⁶Même si nous situons la tendance à la réification du positivisme au niveau ontologique – et parce que ces fondements ontologiques sont inextricablement liés aux fondements épistémologiques et normatifs ainsi qu'aux principes méthodologiques du positivisme –, cette tendance s'exprime dans tous les aspects de ses présupposés fondamentaux.

²⁷Le concept d'objectivité peut également se définir ainsi : « Qualité de ce qui existe indépendamment de toute connaissance ou idée. » (Nadeau, 1999, p. 451)

concrète²⁸. De même, les régularités érigées en lois générales par le positivisme sont pour le marxisme des régularités partielles et historiques qui s'inscrivent dans un contexte global et en constante transformation; elles n'apparaissent donc plus comme universelles et éternelles²⁹.

Enfin, la critique marxiste montre que l'exigence de neutralité axiologique du positivisme traduit lui aussi – paradoxalement – le biais conservateur de ce courant. Nous l'avons vu, cette exigence s'inscrit dans l'épistémologie empiriste du positivisme et, en cela, elle constitue également une soumission aux faits : elle doit permettre à la connaissance scientifique de refléter fidèlement les faits réifiés, la réalité sociale réifiée, sans qu'un biais normatif ne viennent troubler cet objectif fondamental. En cela, la neutralité axiologique de la démarche scientifique est donc impossible à atteindre. En effet, nous avons vu que l'exigence de neutralité qui caractérise le positivisme repose sur une distinction de nature qu'il opère entre les faits et les valeurs : si les premiers se fondent sur l'expérience empirique, les secondes relèvent de normes ou de conventions sociales, et donc de la subjectivité humaine. Or, dans la dialectique marxiste, il n'existe pas de telle distinction entre faits et valeurs : les faits, en tant que moments d'un processus d'abstraction, relèvent eux aussi de la subjectivité humaine. De ce point de vue, les énoncés factuels ne peuvent pas être neutres : les abstractions que l'ont effectuée pour appréhender la réalité sociale se font toujours à partir d'une vision du monde particulière. Plus encore, pour le marxisme, la réalité sociale elle-même n'est pas neutre : puisque qu'elle est constituée de relations sociales dynamiques plutôt que de « choses objectives », elle relève tout autant, sinon de conventions sociales, du moins de l'action d'êtres humains dotés d'une subjectivité, et donc de valeurs et de normes.

En d'autres termes, la dialectique marxiste ne voit pas de distinction fondamentale entre le *sujet* de la connaissance (le chercheur, le scientifique ou, plus généralement, les être humains qui appréhendent la réalité sociale) et l'*objet* de la connaissance (la réalité sociale, constituée d'êtres humains relationnels)³⁰. Pour lui, le courant positiviste – comme tout courant d'analyse – s'inscrit donc

²⁸Nous parlons de connaissance « pratique » de la réalité sociale parce que, pour reprendre le mot de Marx, il ne s'agit pas simplement pour le marxisme de comprendre la réalité sociale, de la reproduire dans la pensée telle qu'elle est, mais il s'agit avant tout de la transformer (Marx, [1845]).

²⁹En cela, le marxisme est caractérisé par une épistémologie *historiciste*.

³⁰Bien que nous n'entrions pas dans les débats sur le statut des sciences naturelles concernant cette question, nous souhaitons ici en préciser les termes tel qu'il se présente chez les marxistes. Pour certains d'entre eux, comme Löwy (1985), cette non-distinction entre l'objet et le sujet de la connaissance est particulière aux sciences sociales. Elle découle de ce que son objet d'étude sont les êtres humains dotés d'une subjectivité. Selon eux, elle ne s'appliquerait pas aux sciences naturelles, qui s'intéressent à des objets naturels inanimés. Pour d'autres, comme Ollman (2001), le sujet de la connaissance est tout autant partie de la réalité naturelle que de la réalité sociale. Plus encore, la réalité naturelle est pour eux elle aussi une réalité dialectique. C'est donc non seulement la distinction entre l'objet et le sujet de la connaissance en sciences naturelles, mais aussi la distinction entre réalité sociale et réalité naturelle qui est ici remise en cause. On entrevoit ici comment le marxisme parvient à surmonter l'antinomie sujet/objet et à concevoir leur unité dialectique.

pleinement dans la réalité sociale concrète qu'il étudie, et donc dans une « vision sociale du monde » particulière³¹. Or, cette réalité sociale concrète est caractérisée – dans sa forme historique actuelle – par une division en classes sociales fondamentalement antagoniques. Cet antagonisme fondamental se trouve notamment dans le rapport d'exploitation et de domination qui définit en partie les classes bourgeoise et ouvrière. Ce rapport définit également l'intérêt fondamental de ces deux classes dans la préservation et la reproduction, d'une part, ou le renversement et le dépassement, d'autre part, du système capitaliste. Pour le marxisme, c'est dans cet enjeu fondamental que se situe toute tentative de comprendre la réalité sociale. Le positivisme étant pénétré d'un biais idéologique conservateur, il s'inscrit ainsi dans la « vision sociale du monde » de la classe dominante (c'est-à-dire de la bourgeoisie) ou, dans les termes de Lukàcs, dans sa « conscience de classe ».

1.2.2 Le champ visuel du positivisme : des analyses partielles et antinomiques

La vision sociale du monde de la classe dominante à laquelle est attachée le positivisme définit un « champ visuel » particulier : celui-ci est *limité* par l'intérêt fondamental de la classe dominante dans la préservation et la reproduction du système capitaliste ou, en d'autres termes, par le biais conservateur du positivisme, que l'on retrouve notamment dans ses postulats fondamentaux. Au niveau de l'analyse spécifique, cet horizon idéologique impose au positivisme de circonscrire son appréhension de la réalité sociale à *l'intérieur* du cadre du système capitaliste, c'est-à-dire que celui-ci *ne peut être inclus* dans l'analyse : on ne peut en questionner les origines (le capitalisme est le produit historique de relations sociales dynamiques) et la nature (le capitalisme est un système de relations sociales antagoniques), ni remettre en cause son existence future (le capitalisme est un système de relations sociales transitoire). En d'autres termes – et parce que le système capitaliste correspond pour la dialectique marxiste à la forme actuelle de la totalité – *le positivisme est idéologiquement incapable d'inscrire les phénomènes sociaux qu'il étudie dans la totalité concrète, sociale et historique*. C'est en ce sens que Lukàcs affirme que les sciences sociales « bourgeoises » sont incapables de concevoir leur « *propre substrat concret de réalité*, [qui] passe méthodologiquement et fondamentalement pour *insaisissable* » (Lukàcs, [1923], p. 134), ce « substrat concret de réalité » étant le capitalisme en tant que système historique de relations sociales antagoniques ou, en d'autres mots, la totalité concrète.

³¹ Précisons ici que malgré cette position qui s'apparente à celle du post-modernisme, le marxisme ne tombe pas pour sa part dans un relativisme épistémologique : pour lui, toutes les visions sociales du monde ne sont pas équivalentes ou impossibles à comparer. Au contraire, les visions sociales du monde permettent un « champ visuel » plus ou moins « large » sur la réalité sociale. Cependant, cette position repose évidemment elle aussi sur les postulats fondamentaux du marxisme concernant la nature de cette réalité sociale (son ontologie) et ce qui constitue pour elle une connaissance « valable » de cette réalité (son épistémologie); en dernière analyse, ce sont donc des considérations normatives (politiques et idéologiques) qui permettent

Nous avons vu que ce substrat est « fondamentalement » insaisissable pour le positivisme : ses fondements ontologiques atomistes sont antinomiques avec une conception holiste de la réalité sociale alors qu'au niveau épistémologique, ses postulats empiristes le contraignent à exclure la notion de totalité concrète – qui relève de la métaphysique – du champ scientifique³². De la même manière, nous verrons maintenant en quoi il passe « méthodologiquement » pour insaisissable et, surtout, quelles limites et problèmes cela implique au niveau des analyses spécifiques produites par le positivisme. En effet, le biais idéologique conservateur du positivisme a des conséquences sur la valeur des analyses qu'il produit : plus exactement, il condamne le positivisme à produire des analyses *partielles* des phénomènes sociaux, c'est-à-dire qu'elles insistent sur un type de facteurs³³ au détriment des autres. Et parce que le positivisme refuse de considérer la totalité *comme* facteur, toute tentative de tenir compte de la totalité *des* facteurs tombe dans l'éclectisme et dans les dilemmes de la pensée antinomique.

Ces conséquences s'expriment le plus clairement au niveau des principes méthodologiques du positivisme. Le rejet de la totalité et le caractère partiel des analyses positivistes s'observe ainsi dans la compartimentation méthodologique de la réalité sociale opérée par ce courant. D'un point de vue dialectique, celle-ci consiste à abstraire une dimension particulière de la totalité insécable que constitue la réalité sociale et à l'étudier isolément, conformément à la division du travail scientifique. Avec la spécialisation grandissante des diverses disciplines des sciences sociales, on attribue à chacune de ces dimensions une autonomie telle qu'elle semble dotée de manière stable d'une nature distincte et de ses lois propres. C'est donc à partir de facteurs unidimensionnels que sont analysés les phénomènes sociaux, c'est-à-dire à partir de facteurs catégorisés comme appartenant à l'une ou l'autre des dimensions de la réalité sociale. Les facteurs « d'une autre nature » sont le plus souvent exclus d'emblée de l'analyse. Et s'ils doivent intervenir, ils apparaissent comme externes aux phénomènes étudiés et en cela, ils se présentent soit comme un déterminisme mécanique, soit comme un

d'évaluer les divers courants d'analyse des sciences sociales, et c'est pourquoi la critique marxiste, qui est résolument et ouvertement engagée, repose avant tout sur ses fondements normatifs.

³²Notons que ces mêmes postulats l'empêchent également d'assumer sa propre ontologie – de même que ses fondements normatifs –, ontologie qui relève bien entendu elle aussi de la métaphysique : le positivisme prétend ne produire aucune affirmation sur la nature de l'être, ne défendre aucune conception de la nature de la réalité sociale puisque les faits sur lesquels il fonde toute connaissance scientifique sont considérés comme « donnés » par l'expérience et extérieurs à la pensée. C'est également en ce sens que son substrat concret de réalité passe fondamentalement pour insaisissable.

³³Nous n'utilisons pas ici la notion de « facteur » comme un synonyme de « cause ». Alors que cette dernière notion renvoie, conformément à l'épistémologie explicative, à une détermination mécanique relevant d'une relation externe, nous définirons la notion de facteur dans un sens plus large qui permet d'y inclure la notion de relations internes propre à la conception du monde dialectique du marxisme; précisons également qu'une telle conception s'accompagne plutôt d'une épistémologie *compréhensive*, qui privilégie une appréhension systémique (globale) des phénomènes sociaux. Nous y reviendrons (cf. chapitre III et conclusion).

volontarisme utopique³⁴. En ce sens, ils restent extérieurs à l'analyse, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas eux-mêmes *questionnés*.

Or, pour la dialectique marxiste, tous les phénomènes sociaux sont des phénomènes multidimensionnels reliés de manière essentielle à la totalité insécable³⁵. Pour cette raison, les tentatives du positivisme pour surmonter le caractère partiel des analyses lié à la compartimentation méthodologique – tentatives qui se traduisent notamment dans la montée des approches multidisciplinaires ou multifactorielles – sont vouées à tomber dans l'éclectisme. Contrairement à la position positiviste sur cette question, le marxisme soutient qu'on ne peut parvenir à un savoir général simplement en collectionnant les savoirs compartimentés. Parce que le positivisme refuse de concevoir ces savoirs comme essentiellement reliés les uns aux autres ainsi qu'à la totalité, il ne peut parvenir qu'à un savoir général désarticulé dans lequel les facteurs s'additionnent les uns *à côté* des autres. Bref, avec la compartimentation de la réalité sociale, les phénomènes sociaux sont analysés dans le cadre d'un « compartiment » étanche sans être jamais réinscrit dans leur contexte global. Ils ne peuvent de cette manière être reliés à la totalité sociale et historique qu'est le système capitaliste, et celui-ci se retrouve ainsi exclu de l'analyse.

L'incapacité du positivisme à concevoir la totalité *comme* facteur – et donc le caractère partiel de ses analyses du monde social – est également liée à son scientisme méthodologique, qui lui impose la méthode scientifique comme modèle. Nous avons vu que celle-ci passe par une méthode de test qui implique en sciences sociales un processus d'opérationnalisation des variables (des facteurs) que l'on souhaite faire intervenir dans l'analyse. Or, le concept de totalité insécable (le système capitaliste), qui constitue pour la dialectique marxiste la réalité concrète, ne peut – par définition – être traduit quantitativement et associé à des « données concrètes » (abstraites du point de vue dialectique). Le processus d'opérationnalisation des variables impose donc d'abstraire de la totalité concrète des facteurs considérés par le positivisme comme explicatifs (il s'agit donc de causes) et ce, *à l'exclusion des autres facteurs*. Encore une fois, le positivisme se retrouve contraint de produire des analyses qui ne tiennent compte que de certains facteurs au détriment des autres et, surtout, au détriment d'une analyse systémique et historique.

³⁴On voit ici comment le positivisme tombe dans les antinomies déterminisme/volontarisme et fatalisme/utopisme. En effet, le volontarisme utopique – caractéristique des tendances réformistes qui peuvent traverser le positivisme – constitue en quelque sorte « l'autre face » du fatalisme politique qui accompagne la réification de la réalité sociale et le déterminisme mécanique qui y correspond. Ce volontarisme n'est pas non plus étranger à la réification : devant une réalité sociale qui semble constituée de choses « inertes », l'action politique nécessaire aux réformes ne peut être conçue que comme venant « de l'extérieur », c'est-à-dire d'une « sphère » distincte (la sphère idéelle, la sphère politique) dans laquelle la réalité sociale peut être modelée ou maîtrisée à volonté.

³⁵Nous revenons ici à la notion de relations internes.

De plus, l'opérationnalisation des variables suppose de discriminer les facteurs considérés comme déterminants (variables indépendantes) des facteurs déterminés (variables dépendantes). Du point de vue positiviste, ces facteurs (déterminants et déterminés) doivent être fondamentalement distincts pour avoir une valeur explicative, c'est-à-dire que l'« effet » ne peut être « contenu » dans la « cause », et vice-versa³⁶; sinon, l'hypothèse ou la théorie est considérée comme circulaire, comme tautologique, comme non scientifique. Le positivisme devient ainsi prisonnier d'une « pensée antinomique », caractérisée par des débats insolubles concernant la distinction entre les facteurs déterminants et les facteurs déterminés, entre les « causes » et les « effets » :

One result is the endless attempts to account for causality and the accompanying need to distinguish between cause and condition. In such studies, one side of the interaction invariably wins out over the other (comes first) leading to 'economic determinism' or 'existentialism' or other partial position. (Ollman, 2003, p. 27)³⁷

1.3 Conclusion

La critique réflexiviste et marxiste du courant d'analyse positiviste a permis, dans un premier temps, de dégager ses fondements ontologiques, épistémologiques, normatifs et méthodologiques. Elle a également montré comment ces présupposés s'inscrivent dans la vision sociale du monde de la classe dominante qui définit, au niveau de l'analyse spécifique, un champ visuel idéologiquement limité par l'intérêt fondamental de cette classe dans la préservation du système capitaliste : son biais conservateur – réalisé dans ses principes fondamentaux – empêche le positivisme d'adopter un point de vue global sur la réalité sociale et le condamne à produire des analyses partielles, éclectiques et antinomiques. Rétroactivement, celles-ci lui font perdre de vue toute image de la totalité concrète, sociale et historique c'est-à-dire, dans sa forme actuelle, du système capitaliste qu'il refuse de remettre en question. Cette démarche nous a également permis de mettre en relief certains présupposés fondamentaux du marxisme : par contraste, notre critique du positivisme a ainsi mis en évidence la normativité *révolutionnaire* et *socialiste* ainsi l'ontologie *holiste*, *matérialiste* et *relationnelle* de la dialectique marxiste; elle a également été l'occasion d'effleurer son épistémologie *compréhensive* et *historiciste*, ainsi que sa conception particulière (comme *moment dialectique*) de l'abstraction

³⁶On retrouve ici la conception des relations externes.

³⁷Souligné par nous.

méthodologique. Il s'agira maintenant de voir comment les présupposés et les limites idéologiques du positivisme se manifestent dans la littérature concernant la crise de l'État-providence.

CHAPITRE II

LE POSITIVISME DANS LA LITTÉRATURE CONCERNANT LA CRISE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

Après avoir présenté les présupposés fondamentaux et les limites idéologiques du positivisme en tant que courant d'analyse des sciences sociales, nous souhaitons maintenant montrer comment ils se manifestent au niveau des analyses spécifiques, et plus précisément dans la littérature concernant la crise de l'État-providence.

Au sein de cette littérature, nous avons retenu l'approche néo-institutionnaliste comme représentante du courant positiviste. Bien qu'il existe plusieurs branches du néo-institutionnalisme, dont certaines se rapprochent davantage du post-modernisme¹, elles partagent pour la plupart – même si elles ne s'en réclament pas – les principaux traits du positivisme identifiés, et notamment une tendance à la compartimentation de la réalité sociale : cette approche se caractérise en effet par son insistance sur l'autonomie de la sphère politico-institutionnelle, dans laquelle elle circonscrit ses analyses de l'État-providence. Parmi celles-ci, nous avons retenu un ouvrage dont nous présenterons en détails l'analyse de la crise de l'État-providence. Ce choix de nous concentrer sur un seul ouvrage se justifie par la nécessité d'en effectuer une présentation et une analyse exhaustive, essentielles pour entrevoir les présupposés implicites qui fondent la pensée de l'auteur.

Il s'agit de l'ouvrage de Gosta Esping-Andersen, *Les trois mondes de l'État-providence* (1999). Bien que l'analyse de la crise de l'État-providence ne soit pas au centre de cet ouvrage, nous l'avons retenu parce qu'il s'agit d'une des pièces maîtresses de la littérature concernant l'État-providence. Et même si l'auteur ne s'identifie pas lui-même comme néo-institutionnaliste, nous verrons que son analyse emprunte beaucoup à cette théorie. En fait, c'est justement cette légère distance avec le néo-institutionnalisme qui le rend aussi pertinent : il produit une des analyses les plus riches de la littérature

¹Sur les diverses branches du néo-institutionnalisme et les débats théoriques qui les divisent, cf. Ellen M. Immergut (1998), Peter A. Hall *et al.* (1997) et Alec Stone (1992).

néo-institutionnaliste et, puisque notre objectif est en partie de critiquer les fondements de cette théorie, nous souhaitons en choisir le représentant le plus reconnu. De plus, cette distance avec le néo-institutionnalisme est liée à une influence social-démocrate et réformiste qui nous permettra d'armorcer une critique des approches d'inspiration marxiste (non dialectique) de la crise de l'État-providence. Enfin, nous tenterons lorsque cela est possible de faire des liens avec d'autres analyses néo-institutionnalistes de la crise de l'État-providence.

2.1 L'État-providence chez Gosta Esping-Andersen

Gosta Esping-Andersen est un auteur incontournable dans la littérature concernant l'État-providence. Son ouvrage *Les trois mondes de l'État-providence*, publié pour la première fois en 1990, constitue une référence pour la plupart des travaux sur l'État-providence qui ont suivi. L'objectif central de cet ouvrage est de proposer « une reconceptualisation et une nouvelle théorisation des États-providence » (1999, p. 17). Cette nouvelle théorisation s'inscrit parfaitement au sein de la littérature néo-institutionnaliste : « Du point de vue de la science politique moderne le livre de Esping-Andersen peut aussi être lu comme une contribution théorique majeure à l'approche néo-institutionnaliste – même s'il ne s'en revendique pas explicitement. » (Merrien, dans Esping-Andersen, 1999, p. 11) Cette influence néo-institutionnaliste se combine à un héritage théorique particulier – ce que l'auteur appelle la « thèse de la mobilisation de classe », qui découle de « l'économie politique sociale-démocrate » (1999, p. 29) – pour produire une conceptualisation et une théorisation originale des États-providence². C'est donc une sorte de néo-institutionnalisme raffiné que propose Esping-Andersen.

La thèse centrale de l'ouvrage – et sa principale contribution conceptuelle et théorique – concerne l'existence de *régimes d'États-providence* :

Notre étude montre qu'il n'existe pas une forme unique d'État-providence, mais trois types ou régimes d'État-providence, doté chacun de sa propre logique d'organisation, de stratification et d'intégration sociale. Ces régimes sont issus de l'influence de forces historiques et ont suivi des

²La thèse de la mobilisation de classe ou, dans les termes de Merrien, l'approche des ressources de pouvoir de classe (1997, p. 45-55; 1999, p. 5) insiste sur le rôle des rapports de pouvoir entre classes sociales dans la constitution des États-providence. C'est ici que se situe l'originalité de Esping-Andersen par rapport au néo-institutionnalisme historique : bien que la branche du néo-institutionnalisme historique tienne compte de « la distribution inégale du pouvoir et des ressources » (Hall et Taylor, 1997, p. 470), elle n'accorde pas aux classes sociales un statut d'agent particulier : Esping-Andersen reproche à l'approche institutionnelle de ne pas faire « référence à un agent social particulier ou à une classe. » (1999, p. 28) Par ailleurs, le lien entre la thèse de la mobilisation de classe et les approches d'inspiration marxiste est ici évident. Nous verrons toutefois que Esping-Andersen réintroduit des facteurs structurels, qu'il trouve dans la sphère politique plutôt que socio-économique : ces facteurs structurels sont les structures de pouvoir (les institutions), plus particulièrement l'État-providence (on retrouve encore une fois ici l'influence néo-institutionnaliste).

trajectoires différenciées. En définitive, ce livre présente l'État-providence comme une institution essentielle dans l'édification des différents modèles du capitalisme d'après guerre. (1999, p. 17)

À l'instar des autres auteurs néo-institutionnalistes, Esping-Andersen rejette les approches traditionnelles en termes de modernisation, de logique du capitalisme ou de société industrielle qui insistent sur les traits convergents des divers États-providence. Il privilégie une approche comparative d'influence weberienne qui passe par la construction d'idéal-types. Sa démarche l'amène à distinguer trois grands modèles d'États-providence : les modèles libéral, conservateur et socialiste³, qui correspondent à autant de régimes d'États-providence. Dans son ouvrage, l'auteur s'attache à démontrer l'existence de tels régimes et à définir leur nature respective. Sa démarche consiste donc avant tout dans l'élaboration d'une typologie, qui trouve son originalité et sa pertinence dans les indicateurs (degré de démarchandisation, forme de la stratification sociale, structuration de l'emploi⁴) que l'auteur utilise pour définir et démontrer l'existence des divers régimes d'États-providence. Sa typologie dépasse ainsi la simple description et s'attarde aux facteurs déterminants des régimes d'États-providence ainsi qu'à leurs impacts sur l'organisation sociale.

2.1.1 L'émergence des régimes d'États-providence : leurs causes politico-institutionnelles

Dans le développement des divers régimes d'États-providence « trois facteurs en particulier apparaissent importants : la nature de la mobilisation de classe (surtout en ce qui concerne la classe ouvrière); les structures de coalition de la classe politique et l'héritage historique de l'institutionnalisation du régime. » (1999, p. 44) Pour Esping-Andersen, la force politique de la classe ouvrière joue un rôle considérable dans la forme que prend l'État-providence : cette classe lutte pour sa démarchandisation (nous y reviendrons), et les diverses réponses de l'État à ces pressions produiront différentes trajectoires dans la constitution des États-providence. La force politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire son « niveau de pouvoir » (1999, p. 134), dépend essentiellement de sa capacité à mobiliser des ressources de pouvoir : « Le pouvoir dépend des ressources qui découlent de l'importance électorale et de la négociation collective. La mobilisation de pouvoir, à son tour, dépend des niveaux d'organisation syndicale, du partage des votes et des sièges parlementaires et ministériels tenus par les partis de gauche ou du travail. » (1999, p. 29) On voit ici l'influence de la « thèse de la mobilisation de classe », qui a marqué les travaux précédents de l'auteur.

³Nous reviendrons sur ces trois modèles, ou régimes, d'États-providence.

⁴Nous reviendrons sur ces indicateurs.

Cependant, Esping-Andersen nuance dans *Les trois mondes* l'importance de ce facteur en introduisant des notions empruntées au néo-institutionnalisme. Il souligne qu'il est insuffisant d'étudier le développement des États-providence en fonction de la mobilisation de la classe ouvrière et de son « niveau de pouvoir »; il faut également faire intervenir dans l'analyse les variables qui structurent cette mobilisation et ce pouvoir : il faut introduire la structure du pouvoir comme « variable indépendante » (1999, p. 133). Ce concept de « structure de pouvoir » (1999, p. 133) n'est pas clairement défini par l'auteur, mais il semble faire avant tout référence aux contextes et contraintes institutionnels dans lesquels se déroulent les luttes politiques : « les différences dans la structure du pouvoir au sein duquel le mouvement ouvrier-travail [doit] lutter sont décisives [...]. [...] la capacité de la social-démocratie à utiliser des ressources de pouvoir 'similaires' [est] soumise à différentes contraintes. » (1999, p. 133)

Ces contextes institutionnels déjà existants ont été historiquement constitués sous l'influence des traditions (idéologies, théories, principes) conservatrice, libérale et socialiste : « Les héritages historiques des principes conservateurs, libéraux et socialistes dans leur construction première ont été institutionnalisés et perpétués souvent au cours d'un siècle entier. » (1999, p. 92) Ainsi, certaines nations ont eu « une histoire dominée par le libéralisme » (1999, p. 72); d'autres ont « un long héritage historique de conservatisme et/ou de réformisme catholique » (1999, p. 73); certaines, enfin, ont vu s'imposer les principes socialistes (1999, p. 73). C'est en partie de cet héritage institutionnel que dépend la forme que prend l'État-providence.

En plus du contexte institutionnel hérité du passé qui contraint et dans lequel se déroule les luttes politiques, le concept de structure de pouvoir semble faire référence aux institutions au sein desquelles s'organisent les classes sociales, qu'il s'agisse des institutions politiques (partis politiques) ou sociales (organisations syndicales), ainsi qu'à la structure de classe particulière à chaque société (importance de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la classe moyenne, etc.) :

Il est clair que les variations internationales de développement de l'État-providence ne peuvent être attribuées uniquement à différents degré de mobilisation du pouvoir, mais doivent être comprises en termes de structuration du pouvoir. Dans le contexte du parlementarisme moderne, cela inclut deux conditions en particulier : les modèles de formation des coalitions politiques et la structuration des mouvements ouvriers, plus spécialement la relation spécifique entre les syndicats et les partis. (1999, p. 137)

L'auteur insiste particulièrement sur le rôle joué par les coalitions politiques de classes – c'est-à-dire essentiellement par les alliances entre partis politiques – dans la constitution des divers régimes d'États-providence : « Historiquement, la création d'un État-providence dépend toujours d'une forme

de coalition politique. La structure de la coalition de classe est beaucoup plus décisive que ne le sont les ressources de pouvoir de toute classe singulière. » (1999, p. 45) C'est par exemple la possibilité ou la nécessité pour la classe ouvrière de s'associer politiquement (par l'intermédiaire des partis politiques) avec la classe moyenne ou la paysannerie qui détermine en partie les différentes trajectoires des États-providence (1999, p. 29). Ce sont donc les luttes politiques de classe de la classe ouvrière, inscrites dans une structure de pouvoir particulière, qui influence le développement des États-providence vers un type de régime ou un autre.

2.1.2 La nature des régimes d'États-providence : des arrangements institutionnels

La notion de régime « fait référence à l'existence d'un complexe d'interrelations légales et organisationnelles systématiques entre l'État et l'économie. » (1999, p. 16) Plus précisément, les régimes d'États-providence sont des « arrangements institutionnels relativement stables entre la sphère privée, le marché et l'État » (Merrien, dans Esping-Andersen, 1999, p. 3). Quant à la nature de ces divers régimes d'États-providence, elle est définie avant tout par le degré de démarchandisation (des travailleurs) qu'ils permettent. Le concept de démarchandisation suppose bien entendu celui de marchandisation. La marchandisation est le processus par lequel les travailleurs sont transformés en marchandises, « au sens où leur survie dépend de la vente de leur force de travail. » (Esping-Andersen, 1999, p. 35) Ce phénomène propre aux sociétés capitalistes s'accompagne de luttes politiques de la classe ouvrière en faveur de la démarchandisation : « Dans l'histoire de la politique sociale, les conflits ont tournés essentiellement autour de la question du niveau acceptable d'autonomie vis-à-vis du marché; c'est-à-dire autour de la question de la force, de l'étendue et de la qualité des droits sociaux. » (Esping-Andersen, 1999, p. 54) Or, nous avons vu que ces luttes s'inscrivent dans un contexte politique et institutionnel particulier; elles aboutissent donc à des degrés divers de démarchandisation qui définissent en partie les trois régimes conservateur, libéral et socialiste d'États-providence.

Ainsi, le régime conservateur – dont l'État-providence de l'Allemagne est un exemple typique – offre une démarchandisation de type corporatiste, c'est-à-dire fortement reliée à l'emploi, et/ou étatiste, c'est-à-dire fortement contrôlée par l'État. Il peut s'agir d'une démarchandisation élevée, mais elle s'inscrit dans une tradition paternaliste influencée par le catholicisme et l'idéologie conservatrice et s'accompagne de « mécanismes puissants de contrôle social, telle la preuve d'un attachement fort à l'emploi ou d'importantes obligations familiales. » (1999, p. 73) À noter que ce sont les régimes conservateurs qui se situent à l'avant-garde de la protection sociale : « L'établissement des droits sociaux par les conservateurs constitue l'origine historique des politiques sociales modernes. Dans

presque tous les pays, [...] la tradition conservatrice suscite les premières attaques systématiques et délibérées contre la marchandisation du travail. » (1999, p. 58) L'auteur mentionne également que derrière la mise en place d'un État-providence par les forces conservatrices, « il y a des arrières-pensées d'intégration sociale, de maintien de l'autorité, et de combat contre le socialisme. » (1999, p. 57)

Le régime libéral s'est quant à lui constitué en fonction des principes du libéralisme, qui vise à « consolider la situation de marchandisation du travail sans faire naître des effets sociaux défavorables. » (1999, p. 62) Il offre donc un degré de démarchandisation minimal, où les prestations sont conditionnelles à la démonstration de besoins « absolus » (1999, p.67); il combine généralement – comme aux États-Unis – un système d'assistance sociale imposant l'examen des ressources et un système d'assurance sociale contractuelle.

Enfin, le régime socialiste, conformément au paradigme socialiste, vise « l'émancipation de la dépendance vis-à-vis du marché. » (1999, p. 65). Il assure donc une véritable démarchandisation en offrant une couverture universelle et non conditionnelle, telle qu'elle existe par exemple en Suède. Il « prend sa source dans le principe beveridgien des droits universels du citoyen, quel que soit le niveau des besoins ou l'étendue des performances professionnelles. L'éligibilité s'appuie sur la citoyenneté ou la résidence de longue date dans le pays. » (1999, p. 67)⁵

Une fois constitués, les régimes d'États-providence deviennent une véritable « variable indépendante et causale » (1999, p. 172) qui détermine les formes de l'organisation sociale. « Les États-providence sont des institutions clés dans la structuration des classes et de l'ordre social. Les traits organisationnels de l'État-providence contribuent à déterminer l'articulation de la solidarité sociale, des divisions de classes ainsi que les différenciations de statut. » (1999, p. 75) Ainsi, les divers régimes d'États-providence produisent autant de modèle de stratification ou de solidarité sociale : le régime conservateur produit une stratification sociale organisée autour d'une hiérarchie et de statuts différenciés; le régime libéral produit une structure sociale duale (assistés contre assurés) qui stigmatise les assistés sociaux; le régime social-démocrate produit une structure sociale égalitaire fondée sur l'universalisme et la solidarité.

Mais plus important en ce qui concerne la crise de l'État-providence, les régimes d'États-providence deviennent au cours des années d'après-guerre des facteurs essentiels dans la structuration de l'emploi du capitalisme moderne et postindustriel :

Qu'elles visent l'emploi ou des objectifs économiques plus généraux, les responsabilités traditionnelles de l'État-providence ont été élargies et transformées. En conséquence, protection sociale et marché du travail sont devenus des institutions étroitement imbriquées et naturellement interdépendantes. D'une certaine manière, l'État-providence est devenu un agent majeur de redressement du marché du travail. (1999, p.181)

Ici aussi, les divers régimes d'États-providence produisent des trajectoires différenciées. Celles-ci s'articulent cependant autour de l'objectif commun de plein-emploi que partagent « toutes les démocraties capitalistes industrielles avancées » (1999, p. 198) à partir des années d'après-guerre.

2.1.3 Les crises de l'État-providence : crise endogène; crise exogène

Bien que la crise de l'État-providence ne soit pas le propos central de l'ouvrage, l'auteur est amené à s'y attarder, notamment à travers son analyse des effets structurants des régimes d'États-providence. En effet, c'est justement cet objectif de plein-emploi qui se retrouve au coeur de la crise de l'État-providence des années 1970-1980, crise qui frappe tous les régimes d'États-providence : « Malgré des différences fondamentales dans les compromis institutionnels et les choix politiques (particulièrement après les années 1970), les démocraties capitalistes avancées semblent converger sur un point : leur incapacité à assurer à la fois plein-emploi et croissance économique équilibrée. » (1999, p. 199)

Plus précisément, c'est l'incompatibilité fondamentale entre les deux fonctions de l'État-providence – le plein-emploi et la distribution équilibrée des revenus – qui est à la racine de cette crise. En effet, les politiques de plein-emploi provoquent partout des problèmes de pression sur les salaires qui, en devenant trop élevés, nuisent à la rentabilité du capital et stimulent l'inflation. La trop grande puissance organisationnelle des syndicats empêche la réduction du coût de la main-d'oeuvre, forçant l'État-providence à devenir « la pierre angulaire de la restriction salariale » (1999, p. 211). C'est l'État-providence qui doit encaisser les coûts de cette restriction par le biais d'un mécanisme de « 'salaires différés' incorporés dans l'amélioration des avantages sociaux et des nouveaux programmes sociaux. » (1999, p. 211) C'est ici que l'exigence de plein-emploi entre en contradiction avec l'exigence de distribution des revenus : ce mécanisme de « salaires différés » alourdit rapidement le coût de l'État-providence et le fardeau fiscal des travailleurs, qui « finissent par payer une part considérable du prix de la redistribution sociale ajournée. » (1999, p. 215)

⁵Pour une présentation plus détaillée des divers régimes d'États-providence, voir Esping-Andersen, 1999, p. 41-43.

Cette situation déjà problématique se combine à la crise économique des années 1970, provoquée notamment par le choc pétrolier de 1973⁶, pour engendrer une *crise fiscale* généralisée à tous les régimes d'États-providence : « Le dénominateur commun [des pays avancés typiques de l'OCDE] est une crise fiscale imminente à laquelle il n'est pas possible, durant la décennie suivante, de trouver une solution que ce soit dans le dividende traditionnel de la croissance économique, ou dans les réductions de dépenses. » (p.218)

Cette crise fiscale se double par ailleurs d'une *crise de légitimité* de l'État-providence. D'une part, les syndicats remettent en cause le poids grandissant des charges sociales imposées aux travailleurs et réclament une réduction de leur fardeau fiscal. D'autre part, dans le contexte de la crise économique des années 1970, l'État-providence ne peut plus respecter ses engagements concernant le maintien du plein-emploi ni mettre en place les conditions d'une relance économique équilibrée : « Seule alternative évidente, la promotion de l'emploi en échange d'une restriction efficace et substantielle des salaires a été jusqu'à présent bloquée institutionnellement. » (1999, p. 218) Cette restriction des salaires est d'autant plus nécessaire que la relance économique ne peut que passer par la restauration de la compétitivité internationale, qui « requiert soit des coûts du travail bas, soit des réductions d'effectifs par la rationalisation. » (1999, p. 219) Mais, nous l'avons vu, les organisations syndicales constituent un « blocage institutionnel » majeur à la restriction salariale, et constituent en cela le principal obstacle à l'atteinte du double objectif de plein-emploi et de croissance équilibrée⁷ : « L'organisation syndicale constitue un obstacle principal au maintien du plein-emploi durant une stagnation économique prolongée. » (1999, p. 218) Et, prisonnier d'une crise fiscale qui s'approfondit, l'État-providence rencontre des difficultés grandissantes à assurer le fonctionnement des mécanismes de « salaires différés » sans sombrer dans un déficit croissant. Incapable d'assumer ses nouvelles responsabilités, « l'État-providence émerge comme objet principal de conflit. » (1999, p. 219)

Si tous les régimes d'États-providence sont frappés indistinctement par cette crise, ils retrouvent leurs particularités au niveau des politiques qu'ils mettent en place pour répondre à la crise :

Dans le cas des États-Unis [typiques du régime libéral], la caractéristique dominante est la combinaison de politiques conjoncturelles et de régulation par le marché; dans le second cas

⁶Il n'est pas très clair si la politique de plein-emploi des États-providence joue pour l'auteur un rôle dans le déclenchement de la crise économique, notamment en nuisant à la rentabilité du capital et en stimulant l'inflation. Certains passages laissent supposer que Esping-Andersen considère bel et bien l'État-providence comme responsable (au moins en partie) de cette crise économique : « Le concept de redistribution différé [...] nous fournit un outil analytique par lequel l'État-providence est réintroduit en tant que variable endogène dans l'étude de l'économie politique de l'après-guerre. » (1999, p. 227)

⁷Esping-Andersen précise que par « croissance équilibrée », il entend « la croissance économique sur le moyen terme qui n'est pas acquise au prix d'une accumulation d'un déficit de la balance des paiements ou des déficits du secteur public, des désinvestissements ou de l'inflation. » (1999, p. 218)

exemplaire, celui des pays scandinaves [typiques du régime socialiste], l'État-providence devient la force motrice pour le maintien du plein-emploi, en partie comme employeur direct, en partie par des subsides. Dans le troisième cas exemplaire, celui de l'Allemagne [typique du régime conservateur], nous trouvons une combinaison de politiques d'austérité conservatrices et de promotion par l'État-providence de retraite anticipée des travailleurs plus âgés. (1999, p. 219-220)

Malgré ces réponses diverses, aucun régime ne parviendra à mettre en place les conditions d'une relance économique équilibrée tout en assurant le plein-emploi; de même, les coûts de l'État-providence iront partout croissants.

À cette crise de l'État-providence des années 1970-1980 succède dans les années 1990 une autre crise de l'État-providence, distincte de la précédente, mais surtout « plus sérieuse. » (1999, p. 280). Pour Esping-Andersen, la crise des années 1970-1980 s'inscrit dans une série de crises « partisans et idéologiques » (1999, p. 279) de l'État-providence, alors que la crise actuelle – ne relevant pas de remises en cause provenant de la Gauche ou de la Droite – « est moins partisane » (1999, p. 279). De plus, contrairement à la crise des années 1970-1980, causée par des problèmes « endogènes aux États-providence – ils faisaient les choses incorrectement [...], les problèmes des années 1990 proviennent tous de l'extérieur : ils sont pour ainsi dire les résultats de chocs exogènes. » (1999, p. 280)

Ces chocs exogènes – qui touchent tous les régimes d'États-providence – sont de trois ordres. Il s'agit d'abord de la globalisation, mais plus encore des changements technologiques, qui provoquent une désindustrialisation, et donc une déqualification de la plupart des travailleurs, de tous les pays capitalistes avancés. Dans ce contexte, nous l'avons vu, plein-emploi et salaires élevés deviennent incompatibles; en fonction des politiques choisies par les divers États-providence, on assiste soit à « une croissance dramatique des taux de pauvreté et d'inégalité » (1999, p. 280), comme aux États-Unis, soit au chômage de masse et à l'exclusion sociale, comme dans la plupart des pays d'Europe. Le second choc à l'origine de la crise de l'État-providence des années 1990 provient de l'instabilité grandissante de la famille, qui se combine aux impacts de la crise économique persistante pour fragiliser davantage la situation des personnes les plus à risque : « Les nouveaux risques du marché du travail vont facilement se traduire par une plus grande dépendance vis-à-vis de l'aide de la famille. Pourtant, en même temps, les familles deviennent de plus en plus instables et de ce fait également une cause de nouveaux risques. » (1999, p.281) Enfin, le vieillissement de la population – auquel, encore une fois, le soutien de la famille ne peut pallier – s'ajoute à ces facteurs et « menace la capacité de prise en charge financière des sociétés occidentales. » (1999, p. 281)

C'est donc cette fois à une *crise structurelle* que sont confrontés les États-providence : tous ces chocs exogènes provoquent l'émergence d'une nouvelle structure de risque à laquelle l'État-providence n'est plus adapté :

Les États-providence contemporains sont, en d'autres termes, freinés par un éventail de nouveaux risques et d'incompatibilités difficiles à gérer. Pourquoi? Parce que nos régimes sociaux furent construits à une époque différente, conçus afin de pourvoir à une structure de risques complètement différentes [...]. (1999, p.282)

Alors que les groupes les plus à risque étaient les personnes âgées et les familles nombreuses lors de la constitution des États-providence, c'est sur les jeunes adultes que pèse désormais la structure de risque émergente.

En dehors des réformes néolibérales radicales, qui se sont limitées à quelques États-providence libéraux, une solution globale semble impossible à mettre en place et ce, pour deux raisons. La première raison, politique, se trouve dans le soutien trop grand à l'État-providence, qu'il est de ce fait difficile de réformer. L'auteur précise que cette popularité de l'État-providence cache en fait un conflit d'ordre générationnel : « il y a une asymétrie générationnelle gênante dans le soutien à l'État-providence. Elle est ennuyeuse parce que les risques et les besoins sont de plus en plus concentrés sur les jeunes. Et elle est gênante parce que l'électeur médian devient de plus en plus vieux. » (1999, p.285) La seconde raison est davantage structurelle; elle « réside dans les incompatibilités entre trois impératifs : la restauration du plein-emploi, l'assurance de l'égalité et de la sécurité sociale, et une plus grande natalité. » (1999, p.284) Néanmoins, quelques tentatives de réformes et d'ajustements ont été faites, mais ils restent ponctuels et peu systématiques. L'auteur identifie deux grands types de stratégie : « Le premier que nous appellerons la stratégie de marché de remarchandisation du travail, de la consommation des prestations sociales sur le marché et de la privatisation. La seconde que nous pouvons appeler stratégie de familialisation⁸ de décentrement des responsabilités sociales. » (1999, p. 286)

Esping-Andersen conclut son analyse de la crise de l'État-providence des années 1990 par une critique de ces deux stratégies, auxquelles il oppose une stratégie de réforme de l'État-providence fondée sur l'éducation et la formation. L'auteur, qui souhaite évaluer les stratégies de réformes « [e]n demeurant neutre sur le plan idéologique » (1999, p. 286), retient le principe parétien de justice comme

⁸La stratégie de familialisation des responsabilités sociales s'oppose à la politique de défamilialisation qui a marqué la plupart des États-providence. « 'Défamilialiser' la politique signifie un engagement à collectiviser le poids et les responsabilités de la charge familiale, ce qui est manifestement une condition préalable pour les femmes qui cherchent à harmoniser travail et maternité. » (1999, p. 278)

principe de base. Celui-ci stipule que « n'importe quel échange est optimisé lorsqu'il n'existe de gain social pour quelqu'un, que pour autant qu'il n'y ait pas de perdant. » (1999, p.286) Or, les deux stratégies de remarchandisation et de familialisation ne correspondent pas à ce principe; il faut plutôt leur opposer une stratégie qui consiste à favoriser le développement des familles à deux revenus et ce, sans nuire à la natalité. Une telle stratégie passe par un changement de priorité pour l'État-providence : celui-ci doit investir davantage dans le soutien aux jeunes familles (subventions directes, création ou renforcement d'un système de garderie publique, etc.) et diminuer les dépenses en faveur des personnes âgées qui, dans certains pays, « perçoivent trop de pensions » (1999, p. 293). Cette stratégie doit de plus s'accompagner d'une amélioration du niveau d'éducation pour faciliter la mobilité sociale.

Ainsi, [...] un État-providence vraiment 'parétien' pour le XXI^e siècle est celui qui redéfinit les droits sociaux dans le sens d'un ensemble de garanties, ou de droits, dans le sens de meilleures opportunités et d'une plus grande mobilité. Et il faut clairement insister sur l'éducation et la formation, plus que sur le maintien des salaires et sur les allocations. (1999, p. 294)

L'auteur termine en soulignant que l'atteinte de cet objectif reste cependant bloqué par l'obstacle politique générationnel : « toute réforme 'parétienne' majeure de l'État-providence, risque probablement d'échouer sur le pouvoir de l'électeur moyen vieillissant capable d'utiliser son droit de veto pour faire échouer toute réforme importante. » (1999, p. 294)

2.2 Les fondements du positivisme chez Esping-Andersen : une critique réflexiviste

Les présupposés fondamentaux du positivisme que nous avons identifiés dans la critique réflexiviste de ce courant se retrouvent dans l'analyse des États-providence produite par Gosta Esping-Andersen. Ces présupposés typiques du positivisme, on peut les voir le plus clairement à l'oeuvre dans la partie de l'analyse de Esping-Andersen qui concerne les *facteurs d'émergence* des divers régimes d'États-providence. Rappelons toutefois qu'à ce niveau (celui de l'analyse spécifique), le positivisme ne s'exprime pas avec toute la cohérence et la rigueur d'une véritable doctrine épistémologique, mais plutôt sous la forme de « tendances », qui témoignent néanmoins de l'influence marquée de ce courant sur l'auteur et qui justifient de l'y inscrire – même s'il ne s'y identifie pas lui-même. À ce niveau également, ce sont les principes méthodologiques qui sont les plus évidents; la critique réflexiviste d'une analyse spécifique comme celle de Esping-Andersen doit donc prendre le chemin inverse de la critique réflexiviste du courant d'analyse. Ce n'est qu'après avoir dégagé les principes méthodologiques qui sous-tendent l'analyse de Esping-Andersen que nous pourrions entrevoir ses fondements.

2.2.1 Les principes méthodologiques de l'analyse de Esping-Andersen

Dans l'analyse de l'émergence des régimes d'États-providence produite par Esping-Andersen se profilent clairement des principes méthodologiques de compartimentation et de catégorisation de la réalité sociale ainsi qu'un certain scientisme. D'emblée, l'auteur refuse d'analyser la constitution des régimes d'États-providence à partir du point de vue de la totalité sociale et historique (le système capitaliste). Il rejette explicitement les analyses qui « cherche[nt] à saisir la logique de développement [des États-providence] de façon holistique » (1999, p. 25). De telles analyses sont considérées par l'auteur comme trop macroscopiques (trop globales, pourrait-on dire) pour permettre d'appréhender autre chose que les grossières tendances convergentes des États-providence, et elles tombent finalement dans un déterminisme économiste et/ou fonctionnaliste : « Parce que son attention se concentre sur les lois du mouvement des systèmes, cette approche [systémique] tend à insister plutôt sur les similarités transnationales que sur les différences. Le fait d'être industrialisé ou capitaliste surdétermine les variations culturelles ou les différences dans les rapports de force. » (1999, p. 25)

Précisons cependant que Esping-Andersen ne fait pas référence ici à une conception *dialectique* du système capitaliste, dans laquelle celui-ci serait compris comme une totalité concrète sociale et historique, comme un système historique de relations sociales dynamiques et antagoniques. Il identifie plutôt l'approche holiste aux analyses fonctionnalistes et marxistes structuralistes qui ont dominé la littérature concernant l'État-providence durant la période d'après-guerre et ce, jusque dans les années 1980. Or, ces analyses s'inscrivent elles-mêmes tout à fait dans le courant positiviste, notamment en ce qu'elles identifient la société industrielle ou le système capitaliste, à partir duquel elles analysent les États-providence, à une « sphère économique » considérée distincte des autres sphères (politique, idéologique, culturelle, etc.) de la réalité sociale, qu'elles déterminent « de l'extérieur ». En cela, ces analyses tombent effectivement dans un déterminisme économiste mécanique.

Or, dans sa critique de ces approches, Esping-Andersen ne remet pas en question la compartimentation de la réalité sociale qu'elles opèrent en distinguant les sphères économiques, politiques et culturelles. Il comprend lui aussi le système capitaliste comme appartenant essentiellement à la « sphère économique », et non comme un système de relations sociales multidimensionnelles. Son rejet des analyses en termes de modernisation, de logique du capitalisme ou de société industrielle passe d'ailleurs par une démonstration de la non pertinence des facteurs économiques, et plus précisément du développement économique, pour expliquer les trajectoires différenciées des États-providence. Il en vient ainsi à abstraire lui-même une sphère considérée

explicitement comme autonome (la sphère politico-institutionnelle) dans le cadre de laquelle il inscrit son analyse de l'émergence des divers régimes d'États-providence⁹.

Ces trajectoires différenciées sont selon lui le fruit d'un développement propre à la sphère politico-institutionnelle : elles s'expliquent par deux grands facteurs que l'auteur catégorise comme appartenant à cette sphère, à savoir la mobilisation de la classe ouvrière, dont les luttes politiques sont contraintes par la structure de pouvoir. Le premier facteur mentionné, celui de la mobilisation de la classe ouvrière, pourrait pourtant constituer une porte d'entrée vers une analyse à plusieurs dimensions¹⁰, puisque le concept de classe sociale chevauche, même dans la littérature la plus positiviste, les deux sphères économique et politique. Mais l'analyse de Esping-Andersen tend plutôt à catégoriser le facteur de la mobilisation de classe dans la sphère politique.

Ainsi, c'est le « niveau de pouvoir » de la classe ouvrière qui détermine en partie la trajectoire empruntée par les États-providence, et ce « niveau de pouvoir » est défini en termes purement politiques et institutionnels (importance électorale, partage des votes et des sièges parlementaires et ministériels). Les facteurs économiques pouvant avoir une influence sur le « niveau de pouvoir » de la classe ouvrière (taux de chômage, niveau des salaires, inflation, etc.) ne sont pas intégrés dans l'analyse. L'auteur mentionne néanmoins quelques facteurs qui ne sont pas purement politiques et qui influencent selon lui le « niveau de pouvoir » de la classe ouvrière : négociation collective, niveau d'organisation syndical, unité du mouvement syndical, lien entre les syndicats et les partis politiques. Fait intéressant, il souligne également le rôle du développement de l'État-providence dans l'accroissement du niveau de pouvoir de la classe ouvrière :

La question de savoir pourquoi l'État-providence lui-même est une ressource de pouvoir importe pour la validité de la théorie. La réponse est que les salariés dans le marché sont par définition atomisés et situés dans un système de statut : contraints à la concurrence, précarisés et dépendants de décisions et de forces dont le contrôle leur échappe. Ceci limite leur capacité à la solidarité collective et à la mobilisation. Les droits sociaux, la sécurité du revenu, l'égalisation et l'éradication de la pauvreté, buts poursuivis par un État-providence universaliste, sont des préconditions nécessaires à la force et à l'unité de la mobilisation de pouvoir. (1999, p. 29)

⁹Nous verrons que l'auteur va plus loin et que cette compartimentation de la réalité sociale l'amène à inverser le déterminisme économiste mécanique qu'il dénonce en un volontarisme politique utopiste : une fois constitués, les régimes d'État-providence et la sphère politico-institutionnelle à laquelle ils appartiennent deviennent eux-mêmes une « variable indépendante et causale » qui structure « de l'extérieur » – et pratiquement à volonté – la sphère socio-économique. Nous verrons également que ultimement (et paradoxalement), l'auteur ne parvient pas non plus à dépasser le déterminisme économiste mécanique.

¹⁰Rappelons que le terme « dimension » fait référence à un *point de vue* sur une réalité sociale considérée comme insécable. Il est donc à distinguer de la notion de « sphère », qui fait plutôt référence à une « partie », un compartiment de la réalité sociale considéré comme distinct des autres compartiments, des autres sphères. Ainsi, les dimensions « politique », « économique », etc., ne sont que divers points de vue sur une même réalité.

La tendance au scientisme méthodologique de Esping-Andersen empêche cependant que la richesse potentielle de cette analyse – où l'on voit l'ébauche d'une intégration dynamique des dimensions politiques et économiques du pouvoir de la classe ouvrière – soit réalisée. L'auteur, qui se plie ainsi aux exigences de la méthode scientifique, fait subir à ses thèses – à savoir le rejet des facteurs économiques et la défense des facteurs politico-institutionnels pour expliquer l'émergence des divers régimes d'États-providence – une méthode de test qui, en sciences sociales, passe par les méthodes statistiques et quantitatives. Or, les nécessités de la démonstration scientifique forcent une simplification de ces facteurs, et les éléments les plus complexes de l'analyse se retrouvent éliminés au cours du processus de l'opérationnalisation des variables, essentiel pour en mesurer les impacts. C'est ainsi que le facteur « mobilisation de la classe ouvrière » perd définitivement toute dimension socio-économique pour être réduit à une variable mesurable définie strictement dans les termes du parlementarisme :

Tout d'abord, notre variable de mobilisation de la classe ouvrière consiste en une moyenne pondérée de la répartition des sièges législatifs et des ministres pour les partis de gauche, pour les périodes 1918-1933, 1918-1949 ou 1949-1980. Cette variable a pour nom « Répartition pondérée des ministères » (RMP). Comme beaucoup d'études l'affirment, les syndicats peuvent également influencer la politique, mais, ici, ils sont largement omis. D'abord, car il est empiriquement valable de substituer la force d'un parti à la force du syndicat (la corrélation est de 0,816); ensuite, parce que notre intérêt réel porte sur le parlementarisme. (1999, p. 138-139)

Le scientisme méthodologique de l'auteur tend donc à accentuer encore davantage la catégorisation des éléments de l'analyse. Les autres facteurs, qu'il s'agisse de les rejeter ou d'en démontrer la pertinence, subissent le même traitement. Ainsi, le facteur « développement économique », dont l'auteur veut démontrer le peu d'impact sur les trajectoires différenciées des États-providence, est mesuré d'une part par « la moyenne annuelle du taux de croissance réelle du PNB, durant la période 1960-1980 (période durant laquelle les États-providence se sont agrandis et développés) » (1999, p. 140), d'autre part par « le PNB *per capita*. » (1999, p. 140) Soulignons ici le contraste, ou plutôt la distance, entre ces variables et les explications en termes de modernisation, de logique du capitalisme et de société industrielle qu'elles représentent.

Quant au facteur « structure de pouvoir », qui réfère notamment aux configurations institutionnelles héritées du passé, il est lui aussi opérationnalisé dans des termes purement politico-institutionnels. Comme le montre le cas du conservatisme, il perd ainsi sa dimension idéale introduite par l'influence historique des principes libéraux, conservateurs et socialistes :

Il est clair que nous devons identifier l'impact historique du néo-absolutisme et de l'étatisme autoritaire. Pour condenser la complexité de telles expériences historiques en un raisonnement

mesurable, nous avons identifié deux caractéristiques de base : 1 / la force et la résistance de l'absolutisme; 2 / les retards dans l'acceptation de la démocratie politique. La mesure de notre première caractéristique [...] aboutit à trois groupes : a) absolutisme fort et durable; b) faible absolutisme; et c) pas d'absolutisme. Les scores obtenus par cette classification ont, à tour de rôle, été mesurés pour l'année où le suffrage universel complet (masculin et féminin) a été institué. (1999, p. 139-140)

Les principes méthodologiques typiques du positivisme sont donc bel et bien observables dans l'analyse de la constitution des divers régimes d'États-providence de Esping-Andersen. À travers ceux-ci, on peut également discerner les fondements épistémologiques, ontologiques et normatifs auxquels, nous l'avons vu, ils sont étroitement liés.

2.2.2 Les fondements épistémologiques de l'analyse de Esping-Andersen

Les principes méthodologiques positivistes présents dans l'analyse de Esping-Andersen témoignent d'une certaine influence de l'épistémologie empiriste et explicative qui caractérise le positivisme. Ainsi, l'empirisme de l'auteur se manifeste dans le souci d'appuyer ses thèses concernant les facteurs à l'origine des trajectoires particulières des régimes d'États-providence sur une démonstration quantitative. Selon l'auteur, la démarche scientifique doit donc s'appuyer sur l'observation des données considérées comme concrètes (le PNB, le nombre de siège parlementaire obtenu, etc.). Plus encore, pour être valable, toutes théories et hypothèses scientifiques doivent pouvoir être vérifiées (ou falsifiées) par le biais d'une confrontation aux faits.

C'est d'ailleurs notamment sur cette base que l'auteur rejette les études qui insistent sur la dimension historique et dynamique des États-providence : « La plupart des théories de l'État-providence proposent des arguments dynamiques, historiques, cependant presque toujours testés avec des données purement transversales (*cross-sectoral*). C'est là un obstacle majeur à la corroboration empirique adéquate. » (1999, p. 142) En effet, selon Esping-Andersen, c'est plutôt des « études de séries temporelles » qu'il faudrait utiliser, mais une telle méthode souffre chroniquement d'un manque de données. Puisqu'il est lui-même condamné à utiliser des analyses transversales, « les conclusions de nature dynamique doivent être considérablement pesées. » (1999, p. 143) On reconnaît ici l'attitude empiriste qui consiste à se résigner au caractère modeste du processus d'acquisition des connaissances, la connaissance scientifique étant limitée à celle que l'on peut confronter aux faits par le biais de l'observation des données concrètes : « La rareté des données et les contraintes méthodologiques ont limité notre capacité à articuler les analyses avec les différents éléments de la théorie. » (1999, p. 168-169)

De même, l'analyse de la constitution des régimes d'États-providence s'inscrit tout à fait dans une épistémologie explicative. En effet, c'est bel et bien à la recherche des « causes des régimes de l'État-providence »¹¹ (1999, p. 44) qu'est vouée cette analyse. Il s'agit pour l'auteur d'« Expliquer les régimes d'États-providence »¹² (1999, p. 163) en identifiant les facteurs qui ont causé leur développement, à savoir les facteurs politico-institutionnels mentionnés plus haut. Mais plus encore, l'auteur tente de découvrir et de démontrer l'existence de régularités, et éventuellement de lois générales, dans ces relations de causes à effets; pour lui, les mêmes causes produiront les mêmes effets. Cette tendance à la recherche de lois générales – ainsi que le souci de prédictibilité qui l'accompagne – devient tout à fait évidente dans les conclusions de l'auteur concernant son analyse des causes des régimes d'États-providence. Chaque régime d'États-providence s'explique par des causes constantes – par des variables indépendantes – dont l'identification pourrait, suppose-t-on, permettre de prédire les possibilités futures d'émergence d'un type de régime.

Dans le cas du régime conservateur : « En définitive, la meilleure prévision du régime d'État-providence conservateur repose sur l'influence combinée du catholicisme et de l'absolutisme. » (1999, p. 165) Concernant le régime d'État-providence libéral, l'auteur propose deux conclusions : « la plus forte explication du régime libéral est l'impact négatif du WCS ainsi qu'une combinaison du WCS¹³ et du PNB par tête. Cette corrélation est néanmoins difficile à interpréter à la lumière de l'ambiguïté théorique du PIB par tête. » (1999, p. 167) Enfin, c'est le pouvoir de la classe ouvrière qui constitue la cause principale du régime d'État-providence socialiste :

Elle [cette variable] explique plus de 45% de la variance. L'absolutisme et le pouvoir du parti catholique sont insignifiants, mais montrent les effets négatifs que l'on pouvait attendre. La conclusion est donc que le pouvoir du parti de gauche est une précondition du développement du régime socialiste. (1999, p. 167)

2.2.3 Les fondements ontologiques de l'analyse de Esping-Andersen

Les principes méthodologiques positivistes que l'on retrouve dans l'analyse de Esping-Andersen témoignent également d'une conception plutôt atomiste de la réalité sociale. La possibilité méthodologique de la compartimenter, de la catégoriser et de l'opérationnaliser suppose que les éléments de l'analyse ne sont pas définis, conçus de manière holiste et relationnelle. Une analyse plus

¹¹ Il s'agit là du titre d'une section de l'introduction. Cet aspect de la démarche est donc fondamental pour l'auteur.

¹² Encore une fois, il s'agit là du titre de la section qui clos le chapitre concernant les causes des régimes d'États-providence.

¹³ L'acronyme « WCS » fait référence au pouvoir de la classe ouvrière.

détaillée de ces éléments tels que conçus par l'auteur nous permet de le confirmer. Nous retiendrons ici deux éléments centraux de l'analyse, à savoir les acteurs politiques et le pouvoir.

Les acteurs que fait intervenir l'auteur dans son analyse – c'est-à-dire les classes sociales mais aussi quelques groupes sociaux, comme les catholiques – ne sont pas conçus comme étant inextricablement liés à la totalité sociale et historique ainsi qu'aux autres acteurs et éléments d'analyse. Ils sont définis en eux-mêmes, à partir de caractéristiques stables. Par exemple : la classe ouvrière fait un travail manuel dans des usines de production, et elle est relativement sous-payée (l'auteur parle de « la classe ouvrière traditionnelle » (1999, p. 31)); la classe moyenne est composée de « travailleurs à cols blancs » (1999, p. 31) qui font un travail de bureau, et elle est mieux payée, etc. Les acteurs sont donc conçus comme fondamentalement distincts les uns des autres, même s'ils peuvent entrer en relation d'extériorité. En effet, l'auteur insiste notamment sur le rôle des coalitions de classe¹⁴, qui constituent de très bons exemples de relations externes : les coalitions ne sont pas des relations essentielles pour les groupes ou classes sociales qui les constituent; elles ne définissent pas les termes de la relation; au contraire, les acteurs qui forment des coalitions arrivent préexistants et déjà définis dans la relation, qui est donc accidentelle; et plus encore, l'auteur insiste sur la dimension statique de ces relations de classes, en assimilant les coalitions de classe à la structure de pouvoir¹⁵.

Notons que dans une telle conception des classes sociales, celles-ci peuvent se multiplier en fonction des caractéristiques qu'on leur attribue (classe ouvrière traditionnelle, classe moyenne, paysannerie, Église, etc.). Inversement, c'est une telle conception des acteurs politiques qui permet à l'auteur de considérer la classe ouvrière comme minoritaire et en déclin (1999, p. 30-31), puisque seule une minorité des travailleurs correspond aux caractéristiques attribuées à la classe ouvrière traditionnelle; de plus, ces caractéristiques étant étroitement associées au secteur industriel, on conclut que la désindustrialisation des sociétés occidentales ne peut que signifier la déperdition progressive de la classe ouvrière¹⁶.

L'auteur n'a pas davantage une conception holiste du pouvoir. Comme le montre son traitement méthodologique du facteur de la mobilisation de la classe ouvrière, Esping-Andersen considère qu'on peut concevoir le pouvoir dans des termes purement politico-institutionnels, qu'on peut le catégoriser dans une sphère abstraite de la totalité insécable concrète; plus encore, pour les exigences de la

¹⁴Nous verrons qu'il prétend sur cette base à une conception relationnelle du pouvoir.

¹⁵Nous reviendrons sur ce point.

¹⁶Pour des auteurs partageant cette thèse, voir notamment Alain Touraine et Pierre Rosanvallon.

démonstration quantitative, il est réduit à travers son opérationnalisation à sa dimension strictement parlementaire. Et malgré les intentions de l'auteur¹⁷, le pouvoir n'est pas conçu de façon relationnelle (comme une relation). Sur la base de son utilisation de la thèse des coalitions de classe, Esping-Andersen prétend pourtant défendre une telle conception du pouvoir; nous avons vu cependant que celles-ci constituent plutôt des relations externes entre des termes fondamentalement distincts et définis indépendamment de la relation. De plus, à travers son opérationnalisation, le pouvoir apparaît lui aussi comme défini en lui-même et doté de caractéristiques stables. Ainsi, le « niveau de pouvoir » de la classe ouvrière peut se mesurer par le recours à des indicateurs institutionnels et donc statiques : le nombre de sièges parlementaires et ministériels détenus. Il constitue ainsi un élément quantitativement défini, aux contours délimités, et que l'on peut s'approprier – l'auteur parle de « ressources de pouvoir ».

Le caractère atomiste de la conception du pouvoir de Esping-Andersen est encore plus évident lorsqu'on la compare à la notion de *rapport de force* privilégiée par l'analyse marxiste. Celle-ci – par ailleurs totalement absente de l'analyse de Esping-Andersen – *contient les dimensions systémique et historique du pouvoir* : la force politique d'un acteur est indissociable d'une part de la totalité insécable et concrète – et donc des relations changeantes entre toutes les dimensions (politique, économique, idéologique...) du pouvoir –, et d'autre part de la force politique variable des autres acteurs politiques. La notion de rapport de force suppose donc une conception relationnelle et dynamique du pouvoir qui ne permet pas d'évaluer la force politique (le « niveau de pouvoir », dans les termes de Esping-Andersen) d'un acteur considéré isolément ni de la mesurer de façon quantitative et statique.

2.3 Les limites idéologiques du positivisme chez Esping-Andersen : une critique marxiste

Après avoir montré comment les présupposés fondamentaux du positivisme sont à l'oeuvre dans l'analyse de l'État-providence produite par Esping-Andersen, il s'agit maintenant de voir comment la vision sociale du monde dans laquelle ils s'inscrivent s'exprime plus spécifiquement dans cette même analyse; notre critique montrera également comment les limites du champ visuel que cet horizon idéologique définit s'y manifestent. Si les fondements du positivisme étaient le plus clairement observables dans les facteurs d'émergence des régimes d'États-providence, ses limites idéologiques se manifestent dans l'ensemble de l'analyse. Nous verrons toutefois que son engagement idéologique – non assumé – est le plus criant dans l'analyse que propose l'auteur des crises de l'État-providence; en

¹⁷« Soucieux de bonne sociologie, nous devons examiner le pouvoir comme une relation et non comme un objet. » (1999, p. 134)

effet, cette partie est particulièrement révélatrice des fondements normatifs de l'auteur puisqu'il y propose des solutions qui traduisent des limites implicites aux possibilités de l'action politique. Au niveau de la valeur de son analyse, c'est la comparaison entre ses diverses « parties » qui nous permet d'en constater les écueils.

2.3.1 L'horizon idéologique de l'analyse de Esping-Andersen : un biais conservateur

L'engagement idéologique – les fondements normatifs – typique du positivisme est pleinement observable dans l'analyse de l'État-providence produite par Esping-Andersen. Nous verrons en effet qu'elle est traversée par un biais conservateur d'autant plus étonnant qu'on le retrouve chez un auteur qui se réclame pourtant de la social-démocratie, et pas seulement au niveau théorique : en effet, Esping-Andersen semble assumer une prise de position idéologique en faveur de la classe ouvrière et de ses intérêts pour la démarchandisation¹⁸. Nous verrons que cette orientation réformiste s'accompagne néanmoins – et cela de façon tout à fait typique de la sociale-démocratie – d'une analyse marquée par les fondements réifiés du positivisme, à travers lesquels se manifeste un fatalisme qui limite radicalement les possibilités de l'action politique. Son analyse des crises de l'État-providence est ici particulièrement intéressante en ce qu'elle permet – par les solutions proposées par l'auteur – de voir clairement comment les possibilités de l'action politique sont restreintes dans son analyse, et de constater un revirement idéologique spectaculaire : ce que Esping-Andersen propose finalement, c'est une analyse typiquement libérale des crises de l'État-providence¹⁹.

Déjà dans l'analyse de l'émergence des régimes d'États-providence, on constate que sa conception atomiste de la réalité sociale s'accompagne d'une certaine réification des éléments de l'analyse. En les concevant comme définis en eux-mêmes et dotés de caractéristiques stables, ceux-ci apparaissent comme des choses et disparaissent éventuellement dans des structures figées dont on ne voit plus les relations sociales qui les constituent. Au contraire, ces structures apparaissent comme des contraintes extérieures et données, objectives, indépendantes de la volonté et de l'action humaine. Et si elles

¹⁸Nous devons admettre ici que sur cet aspect, l'auteur s'éloigne des traits typiques du positivisme, et plus particulièrement de sa prétention à la neutralité axiologique. Néanmoins, nous verrons que sa prise de position idéologique n'empêche pas chez l'auteur une « soumission aux faits » typique du souci positiviste de neutralité ; plus encore, et de façon presque absurde, c'est lorsqu'il s'agit de proposer des solutions à la crise actuelle de l'État-providence – acte éminemment politique s'il en est un – que Esping-Andersen prétend à la neutralité axiologique : nous avons vu en effet qu'il souhaite à cet égard demeurer « neutre sur le plan idéologique » (1999, p. 286). Cependant, le courant néo-institutionnaliste n'est pas exempt d'auteurs qui prétendent à la neutralité axiologique. Ainsi, Nicole Bernier affirme : « notre préoccupation ici n'est pas d'ordre normatif, c'est-à-dire de savoir si le ciblage ou non de l'assistance est désirable dans un contexte budgétaire austère. » (2003, p. 189-190)

¹⁹Précisons qu'il ne s'agit pas ici de remettre en question les convictions politiques de l'auteur ; nous souhaitons plutôt illustrer l'engagement idéologique implicite des fondements de son analyse, qui peut s'y exprimer indépendamment de ses positions personnelles.

peuvent être transformées, ce changement est le fruit d'une cause externe, mécanique, de l'action d'une chose sur une autre.

Ainsi, sa conception réifiée des classes et des groupes sociaux – qui sont dotés de caractéristiques stables et qui entrent dans des relations externes rapidement figées dans la structure de pouvoir – amène l'auteur à présenter leur configuration dans chaque société particulière comme *donnée*, comme une « structure des classes » (1999, p. 40) dont la constitution n'est pas analysée, malgré une référence rapide aux « phases de l'industrialisation » (1999, p. 45)²⁰; en effet, cette structure des classes est extérieure à la sphère politico-institutionnelle que l'auteur abstrait de la totalité et dans laquelle il inscrit son analyse²¹. La structure des classes propre à chaque société apparaît donc plutôt comme les *conditions initiales* dans lesquelles se négocient les coalitions de classe :

L'émergence de coalitions de classe alternative est en partie déterminée par la formation de classe. Dans les premières phases de l'industrialisation, les classes paysannes constituent généralement le plus grand groupe de l'électorat. Lorsque les sociaux-démocrates veulent la majorité politique, c'est là qu'ils doivent rechercher des alliés. [...] Là où l'économie paysanne est dominée par des petites familles paysannes propriétaires d'un capital, le potentiel pour une alliance est plus grand que lorsqu'il repose sur des consortiums du travail à bon marché. (1999, p. 45)

Au cours du XXe siècle, c'est la place grandissante des classes moyennes qui devient déterminante, mais plus ou moins rapidement selon les pays :

les classes montantes des 'cols blancs' constituent la clé de voûte des majorités politiques. La consolidation des États-providence après la seconde guerre mondiale se met à dépendre fondamentalement des alliances politiques des nouvelles classes moyennes. Pour la social-démocratie, le défi est d'être capable de synthétiser les demandes de la classe ouvrière et de celle des 'cols blancs' sans pour autant sacrifier l'engagement de solidarité. (1999, p. 46)²²

De même, le pouvoir comme ressource tel que le conçoit Esping-Andersen se confond finalement avec la structure de pouvoir. En effet, alors que le premier est mesuré en termes institutionnels, la seconde correspond à la forme et à la configuration particulières des institutions politiques (contexte parlementaire, institutions plus ou moins marquées par l'autoritarisme ou le catholicisme, configuration des coalitions entre partis politiques, liens entre partis politiques et organisations

²⁰Ce facteur des « phases de l'industrialisation » reste lui-même extérieur à l'analyse, et il constitue en cela une cause mécanique. Plus encore, il fait référence à un développement qui semble presque naturel, ou en tout cas inévitable.

²¹On voit ici clairement le lien entre les principes méthodologiques positivistes et la réification.

²²Soulignons que la distinction opérée par l'auteur entre les classes moyennes et la classe ouvrière est ici évidente; on entrevoit déjà comment cette distinction analytique s'accompagne de divisions politiques.

syndicales²³, etc.); en d'autres termes, en insistant sur la dimension statique du pouvoir, celui-ci apparaît davantage comme une structure contraignante qui limite les possibilités des acteurs que comme une ressource qu'ils peuvent utiliser. Plus encore, on voit ici comment les acteurs eux-mêmes sont finalement assimilés à (et disparaissent dans) la structure de pouvoir, qui inclut les partis politiques et leurs coalitions (les coalitions de classes) ainsi que leurs liens avec les organisations syndicales²⁴.

Notons cependant que contrairement à la structure des classes, la structure de pouvoir n'est pas donnée : nous avons vu qu'elle est historiquement constituée sous l'influence des traditions conservatrices, libérales et socialistes. Toutefois, en tant que facteurs idéels – l'auteur parle également de « principes », d'« idéologies », de « paradigmes », de « théories », etc. (1999, p. 54-65) –, celles-ci sont, tout comme la structure des classes, extérieures à la sphère d'analyse politico-institutionnelle à laquelle l'auteur se limite; elles se présentent donc comme des déterminants mécaniques – et donnés, puisqu'ils ne sont pas eux-mêmes analysés – de la structure de pouvoir et des régimes d'États-providence²⁵. En d'autres termes, on ne voit pas bien comment ces traditions sont parvenues à s'institutionnaliser, à s'ériger en structures contraignantes : sauf dans le cas des principes socialistes, il n'est pas évident que ces principes ont été portés et imposés par des acteurs précis²⁶. Bref, on ne voit pas les relations sociales dynamiques qui les constituent.

Cette incapacité de l'auteur à concevoir ces facteurs comme des relations sociales dynamiques est étroitement liée au fait que, chez Esping-Andersen, la classe capitaliste est entièrement exclue de l'analyse. La bourgeoisie comme acteur politique est ainsi tout à fait absente tant de la « structure des classes » que de la « structure de pouvoir », et notamment du facteur « coalitions de classes ». Nous avons vu que celui-ci permet à l'auteur d'introduire d'autres classes sociales – il insiste sur le rôle déterminant de la paysannerie et des classes moyennes dans la structure des classes – et d'éviter certains écueils rencontrés par une analyse uniquement en termes de mobilisation de la classe ouvrière. Avec ce facteur, on aurait donc pu s'attendre à ce que la bourgeoisie soit incluse dans l'analyse : après

²³Nous avons vu cependant que le lien avec la dimension socio-économique est éliminé lors du processus d'opérationnalisation des variables.

²⁴Nous verrons que l'auteur aboutit dans certains cas à une dissolution complète de l'agence dans la structure.

²⁵Nous reviendrons sur cette question. Encore une fois, on voit comment les principes méthodologiques du positivisme sont liés à la réification.

²⁶S'il est clair dans le cas des principes socialistes qu'ils ont été portés par le « mouvement ouvrier » (1999, p. 63) et ses partis politiques, on ne retrouve aucune classe sociale derrière les principes conservateurs et libéraux. Et si on peut au moins identifier un acteur précis dans le cas des principes conservateurs – les partis politiques confessionnels (1999, p. 139) – il n'est question dans le cas des principes libéraux que des « libéraux » (1999, p. 84-85) et du « 'mouvement réformateur' libéral » (1999, p. 84), qui est un mouvement de pensée auquel sont associées quelques figures emblématiques et écoles scientifiques.

tout, elle s'organise dans des institutions politiques et sociales pour défendre des intérêts spécifiques concernant l'État-providence, et elle joue certainement le jeu des coalitions de classes.

La bourgeoisie est également absente des principes à l'origine de la constitution des diverses configurations institutionnelles. L'absence d'acteurs derrière les principes libéraux est d'ailleurs symptomatique de cette lacune. Bien sûr, on peut deviner la bourgeoisie à certains moments : on l'entrevoit par exemple derrière l'institutionnalisation des principes conservateurs : « Les caractéristiques du régime conservateur que nous examinons ayant été largement institutionnalisées dans le passé (*avec la volonté d'affaiblir le mouvement ouvrier*), elles sont devenues des éléments structurels de la société, et *des intérêts puissants veillent à leur préservation*. » (1999, p. 164)²⁷ Bien qu'on puisse supposer que l'auteur fasse ici référence à une certaine frange de la classe capitaliste, on se demande pourquoi elle n'est pas explicitement mentionnée, et pourquoi aucun lien n'est fait entre elle et les partis politiques « conservateurs » (il n'est question que de partis confessionnels, derrière lesquels seule l'Église semble se profiler). Il est d'ailleurs étrange que, alors que les principes socialistes et conservateurs sont explicitement portés par des partis politiques complètement intégrés dans l'analyse (ils sont considérés comme des variables indépendantes dont on peut mesurer l'impact sur les trajectoires diverses des États-providence), il ne soit fait nulle part référence à des partis politiques défendant les intérêts du capital et tentant d'imposer les principes libéraux.

On se retrouve ainsi devant un paysage analytique où une panoplie de groupes et classes sociales sont représentées (classe ouvrière, paysannerie, classes moyennes, catholiques, etc.), à l'exception de la bourgeoisie. Si l'auteur mentionne une fois les « intérêts [...] du capital » (1999, p. 29), il les identifie explicitement à un « pouvoir structurel ou hégémonique » (1999, p. 29). En d'autres termes, *la bourgeoisie est tout simplement confondue avec les « structures »*, avec les contraintes réifiées qui pèsent sur l'action des autres classes sociales. La disparition des acteurs dans les structures mentionnée plus haut concerne donc avant tout la classe capitaliste – même si tous les acteurs politiques se retrouvent à un moment ou un autre confondus avec les structures.

Bien sûr, il ne s'agit pas de nier l'existence de contraintes sur l'action politique des acteurs, et plus particulièrement de la classe ouvrière. Ce que la critique dialectique souligne, c'est le *fatalisme* qui accompagne la conception *réifiée* de ces contraintes, qu'on ne présente pas comme fondamentalement constituées de relations sociales dynamiques, mais comme des choses figées et objectives sur lesquelles il est impossible d'agir. Ces contraintes apparaissent d'autant plus inévitables que, une fois

²⁷Souligné par nous.

empiriquement démontré, l'effet contraignant de ces choses, de ces structures devient pour l'auteur un fait « immuablement donné » institué en loi générale et auquel on ne peut que se soumettre. On entrevoit ici le biais idéologique conservateur typique du positivisme.

Ainsi, la classe ouvrière telle que conçue par l'auteur apparaît comme structurellement (nécessairement) minoritaire et en déclin. Ses possibilités de luttes en faveur de la démarchandisation apparaissent donc comme conditionnées par sa capacité à former des coalitions avec des classes sociales conçues comme distinctes de la classe ouvrière, et donc qui ne partagent pas forcément ses intérêts fondamentaux. Cette capacité à former des coalitions politiques dépend elle-même d'une structure de classe donnée. Et parce que son pouvoir est conçu comme ne pouvant se réaliser que dans l'arène parlementaire, les possibilités de luttes de la classe ouvrière en faveur de la démarchandisation sont également structurellement limitées par la configuration institutionnelle existante.

Si on entrevoit déjà ici les restrictions pour l'action politique implicites dans une analyse comme celle de Esping-Andersen, celles-ci deviennent tout à fait évidentes dans son analyse des crises de l'État-providence. Étrangement, celles-ci sont presque entièrement expliquées à partir de facteurs externes à la sphère politico-institutionnelle dans laquelle l'auteur inscrit son analyse des trajectoires différenciées des États-providence : ces facteurs, qui ne sont pas eux-mêmes analysés, apparaissent ainsi tout à fait comme des déterminants mécaniques, comme des contraintes structurelles inévitables.

Si la crise des années 1970-1980 est pour l'auteur causée par une incompatibilité dans les fonctions de l'État-providence, cette incompatibilité s'explique quant à elle par les limites imposées par les « lois du marché ». Ainsi, c'est parce que l'objectif de plein-emploi, en induisant une pression à la hausse sur les salaires, nuit à la rentabilité du capital et stimule l'inflation qu'il est incompatible avec la distribution des revenus : les trop puissantes organisations syndicales empêchant une réduction des salaires, les coûts doivent être assumés par l'État-providence et finalement répercutés à travers les charges fiscales sur les travailleurs. Et cette situation est encore aggravée par le choc pétrolier et la crise économique qui en découle, ainsi que par les exigences de compétitivité internationales auxquelles doivent se plier les États-providence. Le recours à des facteurs externes à l'analyse est encore plus évident dans le cas de l'explication de la crise des années 1990²⁸ : selon Esping-Andersen, « les problèmes des années 1990 proviennent tous de l'extérieur : ils sont pour ainsi dire le résultat de

²⁸On ne comprend pas bien pourquoi l'auteur analyse la crise des années 1990 comme une crise distincte plutôt que comme la continuité de la crise des années 1970-1980 qui, admet-il, ne sera jamais résolue.

chocs exogènes » tels que la globalisation et les changements technologiques, l'instabilité croissante de la famille et le vieillissement de la population²⁹.

Ici aussi l'absence de la classe bourgeoise – qui est cette fois dissoute dans les mécanismes de l'économie – est notable. On ne voit nulle part qu'elle constitue un acteur à part entière des crises de l'État-providence. Après tout, on pourrait présenter la diminution de la rentabilité du capital à laquelle l'auteur fait pudiquement référence – et la crise économique en général – comme une baisse du taux de profit de la bourgeoisie liée à une redistribution des revenus en faveur des travailleurs³⁰. Et la hausse de l'inflation qu'il présente comme une conséquence mécanique de la hausse des salaires peut être analysée comme une stratégie de la classe capitaliste pour tenter de récupérer, toujours au détriment des travailleurs, une partie de son profit³¹. Quant aux nécessités de la compétitivité internationale induites par la globalisation, elle peut être comprise comme le fruit d'une volonté politique étroitement liée aux intérêts de la classe des affaires³². De même, la désindustrialisation des sociétés occidentales et la montée du chômage qui l'accompagne, si elle est liée aux changements technologiques, passe également par des stratégies délibérées de la classe bourgeoise (telles que l'internationalisation et la délocalisation des entreprises) visant notamment à contourner les « contraintes » syndicales³³. Enfin, ces « chocs externes » que sont l'instabilité de la famille et le vieillissement de la population ne deviennent un problème pour l'État-providence que dans un contexte où la redistribution des revenus en faveur de la classe capitaliste réduit la portion de la richesse collective disponible pour le reste de la société³⁴.

Or, dans l'analyse de Esping-Andersen, ces relations sociales qui constituent les « lois du marché » ou les « chocs externes » n'apparaissent pas. Au contraire, les intérêts de la classe capitaliste disparaissent dans ces lois réifiées, présentées comme des contraintes structurelles données. C'est donc *à l'intérieur de ces paramètres* que sont définis les critères d'une sortie de crise : celle-ci doit

²⁹Nous tenons à souligner la parenté frappante entre l'analyse des crises de l'État-providence produite par Esping Andersen et les analyses les plus libérales de cette crise. Il suffit pour s'en convaincre d'aller lire les études produites par les grandes institutions économiques internationales comme le FMI, l'OCDE ou la Banque mondiale. Voir par exemples Vito Tanzi (2000) et OCDE (1997). Esping-Andersen a d'ailleurs participé à ce dernier document.

³⁰Boltanski et Chiapello (1999) soulignent cette dimension de la crise des années 1970.

³¹Pour un exemple d'une telle analyse, cf. Piven et Cloward (1982)

³²C'est notamment l'analyse de Castells (2001), qui produit pourtant une analyse plutôt libérale de la crise de l'État-providence.

³³Sur les stratégies de « déplacement » des entrepreneurs, cf. Boltanski et Chiapello (1999).

³⁴Certains analysent la crise de l'État-providence comme une offensive de la bourgeoisie visant à récupérer la part de la croissance économique perdue progressivement avec le développement de l'État-providence (cf. Cloward et Piven, 1982).

nécessairement passer par un retour à la « croissance économique équilibrée » et la restauration de la compétitivité internationale, et donc par la rentabilité du capital³⁵.

Ainsi, non seulement les intérêts de la bourgeoisie se confondent-ils avec les causes mécaniques et inévitables des crises de l'État-providence, mais plus encore *ils deviennent les limites structurelles qui définissent les possibilités de l'action politique* et, plus précisément dans ce cas-ci, de toute solution aux crises de l'État-providence. En d'autres termes, la remise en cause radicale du système capitaliste (et donc de ses nécessités fondamentales telle que l'accumulation du capital) ne faisant pas pour l'auteur partie des possibilités de l'action politique, celles-ci doivent se confiner dans le cadre des exigences du capitalisme ou, plus clairement, des capitalistes³⁶. À l'intérieur de ces limites, la seule solution « évidente » à la crise économique et à la crise de l'État-providence des années 1970-1980 se trouve dans le maintien de l'emploi en échange d'une baisse substantielle des salaires. En ce qui concerne la crise des années 1990, la seule stratégie de réforme vraiment parétienne (l'auteur exclu les solutions les plus néolibérales comme la remarchandisation ou la familialisation) consiste à diminuer les dépenses de l'État-providence à l'égard des personnes âgées pour les redistribuer vers les jeunes familles³⁷.

Le principal obstacle à la résolution des crises se trouve donc soit parmi les classes moyennes (ces salariés trop bien payés), qui la bloque institutionnellement à travers leurs organisations syndicales trop puissantes, soit chez les personnes âgées, qui la bloque politiquement par leur poids électoral grandissant. Ce qui est notable ici, c'est qu'à aucun moment la classe capitaliste n'est incluse dans ces équations redistributives, celle-ci étant plutôt confondue avec les limites structurelles des possibilités de l'action politique; le poids des sacrifices « essentiels » à la résolution des crises doit donc nécessairement peser sur le reste de la société. La principale implication politique d'une telle analyse est de déplacer la « ligne de front » des luttes en faveur de la démarchandisation et de l'État-

³⁵De manière tout à fait typique de la social-démocratie réformiste, les intérêts de la bourgeoisie apparaissent ainsi comme les intérêts de tous : il n'y a pas ici de relation antagonique entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, et leurs intérêts n'apparaissent pas comme fondamentalement irréconciliables.

³⁶Soulignons que l'on retrouve ici la position réformiste de la social-démocratie et les conséquences typiques qu'elle implique pour l'action politique. Si ce courant politique défend sincèrement les intérêts des travailleurs, son refus de remettre en cause le système capitaliste – et donc le pouvoir économique de la bourgeoisie – limite ses moyens d'action à ce que la classe capitaliste considère « acceptable ». En situation de rapport de force particulièrement favorable à cette dernière, ou lorsque la bourgeoisie manifeste son mécontentement (le plus souvent à travers l'utilisation de son pouvoir économique : grève des investissements, fuite du capital, délocalisations, etc.), la social-démocratie est contrainte au replis et, éventuellement, à agir contre les intérêts des travailleurs. Pour une analyse très fine de la situation et du rôle de la social-démocratie anglaise dans le virage à droite des années 1970-80, cf. Stuart Hall (1999, particulièrement le chapitre 1).

³⁷On ne voit pas bien en quoi cette solution est vraiment parétienne, puisqu'elle implique une diminution de revenus pour les personnes âgées.

providence et de créer des divisions au sein même des travailleurs³⁸. Parce que la classe capitaliste ne fait pas partie du paysage politique, on doit trouver les « ennemis » de la démarchandisation et de l'État-providence ailleurs³⁹.

Ainsi, la crise de l'État-providence des années 1970-1980 est en partie due à une mauvaise distribution des revenus qui transitent, à travers des charges fiscales trop élevée de la classe ouvrière, vers les classes moyennes profitant déjà de salaires trop élevés⁴⁰. Quant à la crise des années 1990, il s'agit essentiellement d'un conflit intergénérationnel dans lequel les personnes âgées profitent de leur droit de vote – l'auteur parle de « l'alliance électorale dominante » (1999, p. 285) – pour détourner les ressources de l'État-providence à leur profit et empêcher toute réforme.

L'horizon idéologique conservateur de l'analyse de Esping-Andersen est donc tout à fait évident dans son analyse de la crise de l'État-providence. Son refus de remettre en cause la totalité sociale et historique concrète s'accompagne d'un fatalisme devant ce qui est conçu – de façon réifiée – comme des contraintes structurelles inévitables. Son biais conservateur limite les possibilités de l'action politique, et les solutions qu'il entrevoit à la crise favorisent « structurellement » la classe capitaliste au détriment des travailleurs atomisés. On voit donc très bien ici comment son analyse de la crise de l'État-providence, mais aussi sa conception réifiée des acteurs et du pouvoir, s'inscrivent parfaitement dans la vision sociale du monde de la classe dominante.

2.3.2 Le champ visuel de l'analyse de Esping-Andersen : une analyse partielle et antinomique

Après avoir montré comment l'analyse de l'État-providence de Esping-Andersen s'inscrit dans la vision sociale du monde de la classe dominante, il s'agit maintenant de voir comment son horizon idéologique conservateur limite son champ visuel. La comparaison entre les diverses parties de

³⁸Soulignons que cette tendance est directement liée à la conception atomiste des classes sociales, qui voit les classes ouvrière et moyennes comme fondamentalement distinctes.

³⁹On voit ici le lien avec la compartimentation et la catégorisation méthodologique qui marque l'analyse de l'auteur, et plus précisément avec sa conception parlementariste du pouvoir typique de la social-démocratie : la classe capitaliste étant assimilée à la sphère économique, le pouvoir – strictement politico-institutionnel – se retrouve impuissant devant elle.

⁴⁰Précisons que les classes moyennes se profilent tout au long de l'ouvrage comme un ennemi de la classe ouvrière. Ainsi, elle apparaît dès les premières pages comme un obstacle à une véritable démarchandisation et à l'universalisme : « il semble que la montée des nouvelles classes moyennes fasse échouer le projet social-démocrate et renforce une forme d'État-providence libéral. » (1999, p. 46) Ainsi, s'il y a une force politique derrière le régime d'État-providence le moins démarchandisant, ce sont les classes moyennes ! De même, la stratification dualiste typique de ce régime d'État-providence n'est pas un dualisme entre capitalistes et travailleurs ; il s'agit d'un « dualisme entre les pauvres, dépendant de l'État social, et les classes moyennes qui s'assurent surtout une place sur le marché. » (1999, p. 79)

l'analyse nous permet de constater qu'elle tombe dans les écueils typiques du positivisme et de son biais conservateur.

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, cette vision sociale du monde – qui est celle de la classe dominante – impose à l'auteur d'inscrire son analyse de l'État-providence à l'intérieur du cadre des exigences du capitalisme. Ce sont ainsi ses origines, sa nature et son existence future qui ne peuvent être questionnés. En d'autres termes, Esping-Andersen est idéologiquement incapable d'appréhender l'État-providence à partir du point de vue de la totalité concrète, sociale et historique. Or, de telles limites le condamnent à produire une analyse partielle et antinomique de l'État-providence : en refusant de concevoir la totalité comme facteur, il se contraint – notamment à travers les principes méthodologiques positivistes qui traversent son analyse – à insister sur un type de facteurs au détriment des autres et tombe finalement dans les dilemmes insolubles de la pensée antinomique.

Avant d'aller plus loin dans les limites de l'analyse de Esping-Andersen, précisons que son influence social-démocrate l'amène à décroquer la sphère politico-institutionnelle et à faire quelques incursions du côté d'une analyse multidimensionnelle : sa définition institutionnelle des régimes d'État-providence chevauche les « sphères » économiques et politique, et leur caractérisation passe par des indicateurs (démarchandisation, stratification structure de l'emploi) qui amènent l'auteur à produire une ébauche d'analyse du capitalisme⁴¹. C'est d'ailleurs à ce niveau que Esping-Andersen produit l'une des analyses les plus riches et les plus complexes de la littérature positiviste concernant l'État-providence.

Nous ne nous attarderons ici qu'à la notion de démarchandisation, qui est à cet égard particulièrement révélatrice : elle permet d'illustrer *a contrario* les limites de son analyse strictement politico-institutionnelle des causes des régimes d'État-providence; mais plus encore, elle permet de montrer que malgré son potentiel critique, la notion de démarchandisation ne permet pas de questionner les fondements du système capitaliste. Ce concept de démarchandisation ne se confine pas à une sphère politique et institutionnelle mais inscrit le rôle de l'État en matière de politique sociale dans le système capitaliste : « La politique sociale moderne rend principalement compte du fait que les besoins humains aussi bien que la force de travail sont devenus des marchandises et, de là, que notre

⁴¹Il se distingue en cela des analyses les plus purement néo-institutionnalistes qui restent totalement confinées dans une sphère politico-institutionnelle complètement abstraite du système capitaliste. Voir notamment Bernier (2001) et Pierson (1996). Avec cette étanchéité presque absolue de la sphère politico-institutionnelle, les limites de leur analyse apparaissent rapidement. Ainsi, on ne comprend pas pourquoi les décideurs politiques souhaitent réformer l'État-providence alors qu'une telle position va

bien-être en est arrivé à dépendre de notre relation au marché. » (1999, p. 51) Or, la marchandisation de la force de travail et des travailleurs découle du processus d'accumulation du capital, qui implique « la transformation de producteurs indépendants en salariés ne disposant plus d'aucune propriété. » (1999, p. 51)⁴²

Cependant, si la marchandisation est essentielle au développement du système capitaliste, elle met également sa survie en question : « Alors que le système ne peut se développer qu'en marchandisant le travail, il sème par là même les germes de sa propre autodestruction. Si la force de travail n'est rien de plus qu'une marchandise, le système est probablement conduit à sa propre destruction. » (1999, p. 52)⁴³ C'est la question de la reproduction de la force de travail qui est ici posée : « Quant la force de travail devient aussi une marchandise, la possibilité pour les individus à survivre hors du marché est mise en jeu. Ceci constitue le problème essentiel et conflictuel de la politique sociale. » (1999, p. 51)

C'est ainsi que la démarchandisation devient « nécessaire pour la survie du système » (1999, p. 53)⁴⁴. C'est à ce niveau que l'État-providence intervient : par le biais de la politique sociale, il permet une certaine démarchandisation des travailleurs – plus ou moins large selon les régimes d'États-providence. Fait intéressant, l'auteur mentionne que l'État-providence a également pu jouer un rôle dans la marchandisation des travailleurs : « Il se peut qu'elles ne soient pas apparues comme telles, mais les nouvelles Lois des Pauvres [en Grande-Bretagne] constituent une politique sociale active désignée pour faire du salaire, contrepartie d'un travail, et du marché, le pivot de l'existence de la personne. » (1999, p. 52)⁴⁵ On assiste donc ici à une ébauche d'analyse du capitalisme ainsi que du *rôle de l'État-providence dans la reproduction de ce dernier*.

Plus encore, la question de la démarchandisation est l'occasion pour l'auteur de mentionner le rapport de force qui oppose la bourgeoisie à la classe ouvrière : « La démarchandisation renforce le travailleur et affaiblit l'autorité absolue de l'employeur. C'est précisément pour cette raison que les employeurs ont toujours été *[sic]* opposés à la démarchandisation. » (1999, p. 36) On voit en même temps apparaître la dimension socio-économique du pouvoir de la classe ouvrière, qui dépasse ainsi largement sa seule dimension parlementaire :

à l'encontre de ce qui est conçu comme leur intérêt fondamental, à savoir leur future réélection. De telles analyses se limitent à décrire le processus du désengagement, sans même tenter de comprendre les facteurs de la crise de l'État-providence.

⁴²L'auteur fait ici référence à Marx.

⁴³L'auteur fait ici référence à Karl Polanyi.

⁴⁴*Idem*

⁴⁵*Idem*

Si les travailleurs se comportent réellement comme des marchandises, ils entrent par définition dans une compétition d'autant plus acharnée que le prix est bas. En tant que marchandises, les travailleurs sont remplaçables, aisément licenciés, et atomisés. [...] sans la démarchandisation, les travailleurs sont incapables d'entreprendre des actions collectives; c'est, par conséquent, l'alpha et l'oméga de l'unité et de la sécurité, requis pour le développement de mouvements ouvriers. (1999, p. 53).

Ainsi, la situation des travailleurs dans le marché et leur dépendance à l'égard de ce dernier influence leur capacité de mobilisation politique, ce qui pose la démarchandisation au coeur des luttes politiques concernant la politique sociale (1999, p. 62-65).

Cependant, parce que son analyse s'inscrit dans un horizon idéologique conservateur qui limite son champ visuel, Esping-Andersen est ici incapable de tirer toutes les conséquences de son ébauche d'analyse du rôle de l'État dans la société capitaliste. On touche ici à la conception de l'État sous-jacente à l'analyse. Parce que l'auteur refuse de remettre en cause le système capitaliste lui-même, la fonction de reproduction de l'État, qui est ici explicitement soulignée, *n'est pas problématisée* : elle est donnée. On ne voit pas comment elle s'est historiquement constituée, et la relation entre l'État libéral (dont l'État-providence n'est qu'une forme historique particulière) et les intérêts de la classe capitaliste n'est pas questionnée : l'État peut ainsi apparaître implicitement comme un *arbitre neutre* des intérêts divergents – quoique non pas irréconciliables – des multiples groupes sociaux. En effet, si l'auteur amorce ici une analyse des contradictions inhérentes au capitalisme, la notion de démarchandisation fait l'impasse sur la nature profonde de ce système historique de relations sociales *antagoniques* : si cette notion souligne la dépendance de la classe ouvrière au *marché du travail* – qu'il est possible de restreindre à travers le développement de politiques sociales –, elle omet complètement *sa dépendance au pouvoir économique (et donc politique et idéologique) de la bourgeoisie*. Elle écarte donc tout à fait du champ visuel de l'auteur la relation structurelle d'*exploitation* et de *domination* qui définit les classes ouvrière et capitaliste et qui fonde le système capitaliste.

De plus, devant cette conceptualisation à plusieurs dimensions de la notion de démarchandisation, c'est une certaine inconséquence qu'on reproche à Esping-Andersen. Celle-ci devient évidente lorsqu'on compare sa caractérisation des régimes d'États-providence à l'analyse de leur émergence : on ne comprend pas pourquoi, alors que le concept de démarchandisation est si étroitement lié à la dimension socio-économique de la réalité, seuls des facteurs politiques et institutionnels sont retenus pour expliquer les divers degrés de démarchandisation observés dans les trois régimes d'États-providence.

Ainsi, alors que la démarchandisation des travailleurs est conçue comme l'un des principaux fondements du développement d'un mouvement ouvrier fort, le pouvoir de la classe ouvrière est soudainement réduit à sa dimension parlementaire lorsqu'il s'agit de le comprendre comme cause des régimes d'États-providence. De même, alors que l'auteur réfère aux exigences et contraintes du capitalisme pour comprendre la centralité de la démarchandisation dans la politique sociale, ces facteurs sont complètement éjectés de l'analyse de l'émergence des régimes d'États-providence, et on ne tient plus compte que des limites institutionnelles (les principes institutionnalisés) à la démarchandisation. Enfin, alors que l'auteur mentionne la position de la bourgeoisie concernant la démarchandisation et l'importance de celle-ci dans le rapport de force qui oppose les classes capitaliste et ouvrière⁴⁶, la bourgeoisie se retrouve complètement exclue de l'explication des régimes d'États-providence, qui insiste plutôt sur le rôle de la paysannerie et des classes moyennes.

Le caractère partiel de son analyse s'observe cependant le plus clairement lorsqu'on compare son analyse de l'émergence des divers régimes d'États-providence à son analyse des crises qui affectent les États-providence depuis les années 1970. Nous avons vu que Esping-Andersen refuse d'emblée d'analyser les causes des trajectoires différenciées des États-providence à partir du point de vue de la totalité concrète, sociale et historique (le système capitaliste) : parce qu'elles ne peuvent selon lui expliquer les divergences entre les États-providence, et parce qu'elles tombent finalement dans un fonctionnalisme ou un déterminisme économiste, il rejette ce qu'il appelle « l'approche structuraliste/systémique » (1999, p. 25). Il privilégie plutôt une approche d'influence néo-institutionnaliste qui insiste sur des facteurs catégorisés comme appartenant à la sphère politico-institutionnelle, considérée comme autonome de la sphère économique. La critique marxiste souligne ici que, en inscrivant son analyse dans une sphère considérée comme distincte des autres – conformément aux principes méthodologiques typiques du positivisme –, l'auteur limite son champ visuel en se confinant à l'intérieur d'un « compartiment » abstrait de la totalité insécable.

Le caractère partiel de son analyse apparaît tout à fait dans son incapacité à utiliser son cadre d'analyse pour expliquer les crises de l'État-providence. En effet, si la sphère politico-institutionnelle à laquelle il se confine lui permet d'expliquer les divergences de trajectoires des États-providence, elle est impuissante à expliquer les phénomènes convergents, tels que les crises qui frappent

⁴⁶Cependant, il est symptomatique du biais conservateur qui traverse l'analyse qu'il ne soit fait nulle part mention du rapport d'exploitation – fondamental d'un point de vue dialectique – qui définit les classes bourgeoise et ouvrière comme classes antagoniques. Il semble que ce concept soit remplacé par les notions de marchandisation et de stratification – dans lesquels c'est l'État-providence davantage que la classe capitaliste qui joue un rôle.

indistinctement tous les États-providence à partir des années 1970⁴⁷. L'auteur se retrouve donc contraint d'abandonner complètement son cadre d'analyse néo-institutionnaliste au profit d'une approche libérale qui fait intervenir – de façon parfaitement éclectique – des facteurs « externes » à la sphère politico-institutionnelle et communs à toutes les sociétés occidentales pour expliquer ces crises : ce sont des facteurs économiques (crise économique, choc pétrolier, globalisation, lois du marché), sociologiques (instabilité de la famille) ou démographiques (vieillesse de la population) qui interviennent dans la sphère politico-institutionnelle et qui provoquent une crise de l'État-providence⁴⁸. Mais puisque ces facteurs sont extérieurs à la sphère dans laquelle l'auteur inscrit son analyse, ils ne sont pas eux-mêmes analysés : on n'en questionne pas la nature ou l'origine; ils sont donnés et, en cela, ils apparaissent comme des déterminants mécaniques. Paradoxalement, la sphère politico-institutionnelle perd ici toute son autonomie⁴⁹, et l'auteur tombe lui-même dans un déterminisme économiste mécanique.

On voit déjà ici comment l'auteur devient prisonnier d'une pensée antinomique caractéristique du positivisme. Nous avons vu comment celle-ci est liée à l'impératif méthodologique scientifique d'abstraire de la totalité les facteurs considérés comme explicatifs – les causes – à l'exclusion des autres facteurs. On tombe ainsi rapidement dans la recherche des « causes premières », qui se traduit notamment dans la nécessité de discriminer les facteurs considérés comme déterminants (les variables indépendantes) des facteurs déterminés (les variables dépendantes). Esping-Andersen s'inscrit tout à fait dans cette tendance.

Ainsi, dans son opérationnalisation de la variable indépendante « principes libéraux » ou « laissez-faire libéral », il affirme explicitement que celle-ci doit être distincte de la variable dépendante « régime d'État-providence libéral » ou « libéralisme ». Cette exigence l'empêche d'ailleurs d'opérationnaliser sa variable indépendante : « Il n'est pas possible d'effectuer une mesure directe du laissez-faire libéral. Et l'utilisation comme dans nos analyses précédentes d'une variable d'assistance au pauvre est évidemment impossible puisqu'elle est partie de la définition de la variable dépendante. » (1999, p. 165-166) En d'autres termes, pour qu'il y ait explication, la cause et l'effet ne

⁴⁷Cette critique s'inspire plus particulièrement d'un article de Ian Gough (1978) concernant les limites des diverses analyses de l'État-providence, qui semblent incapables d'expliquer à la fois les tendances convergentes et divergentes des États-providence. La solution se trouve selon lui dans une analyse dialectique de ces phénomènes.

⁴⁸Chez d'autres auteurs néo-institutionnalistes, qui souhaitent surmonter les limites qui accompagnent le cadre restreint (compartimenté) de cette approche, ces tendances éclectiques sont érigées en méthode. C'est le cas de Boismenu et Noël (1995) et de Béland (2002), qui intègrent des facteurs socio-économiques et idéologiques dans leur analyse de la crise de l'État-providence, sans toutefois tenter de comprendre leurs interrelations historiques et systémiques.

⁴⁹On voit bien d'ailleurs comment, dans l'analyse de Esping-Andersen, l'État-providence se retrouve complètement impuissant face à ces crises.

peuvent être contenus l'un dans l'autre. Bref, « one side of the interaction invariably wins over the other (comes first) leading to 'economic determinism' or 'existentialism' or other partial position. » (Ollman, 2003, p. 27)

Cette pensée antinomique est tout à fait présente chez Esping-Andersen et le conduit à intégrer dans sa propre analyse – et ce de manière tout à fait typique de l'éclectisme – les dilemmes entre facteur matériels et idéels, entre déterminisme économiste et volontarisme politique, entre fatalisme et utopisme, dont il ne parvient pas à concevoir l'unité dialectique. Ainsi, on a vu que dans son explication des régimes d'États-providence, il identifie d'une part des facteurs idéels, et d'autre part des facteurs matériels, comme « causes premières » ou, en d'autres termes, comme facteurs donnés, non analysés : ce sont la structure des classes propre à chaque société ainsi que les principes ou les traditions conservatrice, libérale et socialiste qui constituent en dernière analyse les déterminants des diverses structures de pouvoir à l'origine des trajectoires différenciées des États-providence. De même, alors que la sphère politico-institutionnelle apparaît à certains moments comme autonome et même déterminante de la sphère économique, celle-ci revient à d'autres moments comme déterminant mécanique d'une sphère politico-institutionnelle impuissante.

Ainsi, une fois constitués, les régimes d'États-providence deviennent pour l'auteur des variables indépendantes et causales (les causes premières) qui structurent – à volonté semble-t-il – la sphère socio-économique. Ils déterminent en dernière analyse le degré de démarchandisation, la forme de la stratification sociale ainsi que la structure de l'emploi. La volonté politique des États-providence semble puissante au point où elles peuvent, en instaurant un très haut degré de démarchandisation et en favorisant la solidarité plutôt que la stratification sociale, faire disparaître le statut de classe pour le remplacer par un statut de citoyen⁵⁰. Ils sont également en mesure de structurer la sphère socio-économique pour produire des situations de plein-emploi : « Le tableau révèle que les taux de croissance économique n'ont aucune influence sur la performance du plein-emploi, confortant en cela notre hypothèse selon laquelle la performance du plein-emploi est surtout une question de volonté politique. » (1999, p. 161) Or, ces variables économiques qui sont ici dépendantes deviennent

⁵⁰Un tel volontarisme politique utopiste n'est rendu possible que par la conception atomiste des classes sociales et par l'absence de la classe capitaliste – ainsi que de la notion d'exploitation – qui caractérisent l'analyse de Esping-Andersen. On ne peut penser la disparition des classes sociales dans le cadre du capitalisme que si on conçoit ces classes en termes d'inégalité tout en excluant la bourgeoisie du paysage analytique. Mais malgré l'action redistributrice de l'État-providence et la réduction des inégalités qui en découle, le rapport d'exploitation, qui définit les classes ouvrière et bourgeoise, persiste – ce que la social-démocratie réformiste est incapable de concevoir.

soudainement, dans l'analyse des crises de l'État-providence, des causes déterminantes de cette crise, des variables indépendantes face auxquelles l'État-providence se retrouve tout à coup impuissant⁵¹.

2.4 Conclusion

La critique réflexiviste et marxiste de l'analyse de Gosta Esping-Andersen nous a d'abord permis de montrer comment les présupposés fondamentaux du positivisme s'y manifestent et ce, bien que l'auteur ne se réclame pas de ce courant d'analyse. Et de la même manière que les fondements du positivisme s'inscrivent dans la vision sociale du monde de la classe dominante, nous avons pu voir comment cet horizon idéologique conservateur s'incarne dans l'analyse spécifique et limite son champ visuel. Le caractère particulier de l'analyse de Esping-Andersen, qui combine l'approche néo-institutionnaliste au réformisme de la social-démocratie, nous a également permis de montrer que cette vision sociale du monde n'exclut pas certaines tendances critiques; de même, nous avons constaté que les approches d'inspiration marxiste qui refusent la remise en cause radicale du capitalisme tombent dans les pièges typiques du positivisme et de son biais conservateur.

Notre démarche a également permis de mettre en relief la conception relationnelle (systémique et historique) des acteurs et du pouvoir privilégiée par l'analyse marxiste, de même que la nécessité – dans l'optique d'une analyse marxiste de l'État-providence – de problématiser le rôle de l'État libéral (l'État-providence) dans le système capitaliste. Nous entamons maintenant la deuxième partie de notre critique, qui s'intéressera cette fois au courant d'analyse post-moderniste et à l'analyse discursiviste de la crise de l'État-providence.

⁵¹On touche ici, à travers l'antinomie déterminisme économiste/volontarisme politique, à l'antinomie fatalisme/utopisme typique de la social-démocratie réformiste. On voit bien comment fatalisme et utopisme constituent les deux faces d'un même phénomène de réification.

DEUXIÈME PARTIE

LE POST-MODERNISME DANS UNE PERSPECTIVE RÉFLEXIVISTE ET MARXISTE : LES LIMITES
IDÉOLOGIQUES DE L'ANALYSE DISCURSIVISTE DE LA CRISE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

CHAPITRE III

UNE DÉFINITION CRITIQUE DU POST-MODERNISME

L'objectif central de ce chapitre est de dégager les principaux traits du post-modernisme : dans un premier temps, nous souhaitons identifier – à travers une démarche réflexiviste – ses présupposés fondamentaux; dans un second temps, il s'agira de montrer – en les soumettant à une critique marxiste – comment ces présupposés sont liés, au niveau de l'analyse spécifique, à un champ visuel particulier, limité par la vision sociale du monde dans laquelle ils s'inscrivent. Cette définition critique du post-modernisme en tant que courant d'analyse des sciences sociales sera suivie, au prochain chapitre, par une application de notre critique à une analyse post-moderniste de la crise de l'État-providence. Notre démarche devrait nous permettre de souligner – par contraste – certaines dimensions fondamentales de la dialectique marxiste. Elle devrait également nous permettre d'entrevoir que, malgré ses prétentions à renverser les fondements de la modernité (et donc du positivisme), le post-modernisme ne dépasse pas l'horizon idéologique conservateur typique de ce courant et qu'il tombe ainsi, au niveau de l'analyse spécifique, dans les mêmes écueils.

Avant de présenter la définition réflexiviste et marxiste du post-modernisme, rappelons que, de manière générale, le post-modernisme se définit lui-même comme un courant qui réunit des approches diverses mais dont le point commun est d'effectuer une critique radicale de la modernité, sans toutefois la rejeter complètement : « post-modernism is not a rejection of modernity, but a scaling down of its overreaching ambitions » (Howarth, 1995, p. 117). La modernité étant ici conçue comme ce courant qui « [has] aimed to ground our knowledge, ethical beliefs and judgements on some objective and essential foundation » (Howarth, 1995, p. 117), la critique post-moderniste s'est surtout caractérisée par la remise en question de ces fondements : « The label 'post-modernism' includes a wide variety of theorists who have questioned the foundational and essentialist assumptions of their respective traditions and discipline. » (Howarth, 1995, p. 116) En cela, le post-modernisme s'inscrit tout à fait dans une démarche réflexiviste : contrairement au positivisme, qui produit surtout des analyses spécifiques et réfléchit peu sur ses fondements, le post-modernisme assume et expose explicitement la

plupart de ses présupposés fondamentaux (au risque d'ailleurs de négliger les analyses plus spécifiques).

La présentation réflexiviste de ce courant peut donc se faire à partir de la littérature post-moderniste elle-même. Pour ce faire, nous avons choisi de nous fonder sur deux textes concernant plus particulièrement la théorie du discours (Torfing, 1999 et Howarth, 1995) : celle-ci constitue la forme principale qu'a pris le post-modernisme en science politique. Ces auteurs défendent, à la suite de Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe, une des versions les plus radicales et les plus abouties de la théorie du discours, qui constitue un défi particulièrement intéressant pour la critique dialectique du marxisme. Contrairement au néo-institutionnalisme, qui ne reconnaît pas ses fondements positivistes, la théorie du discours revendique clairement ses racines post-modernistes; malgré les spécificités de cette théorie, nous considérons que ses fondements les plus généraux correspondent à ceux du courant post-moderniste dans son ensemble. À cette présentation « interne » des présupposés fondamentaux du post-modernisme s'ajoutera une critique « externe » – marxiste – du courant.

3.1 Les fondements du post-modernisme : une critique réflexiviste

Rappelons ici que la critique réflexiviste consiste à dégager les principaux fondements – ontologiques, épistémologiques, normatifs et méthodologiques – d'un courant d'analyse, d'une théorie ou d'une analyse. Rappelons également que si, pour les fins de l'exposition, nous distinguons entre ces divers types de fondements, nous verrons qu'il sont profondément et inextricablement reliés.

3.1.1 Les fondements ontologiques du post-modernisme

Au niveau ontologique, le post-modernisme se caractérise par sa conception *dualiste*¹, *anti-essentialiste*² (ou *constructiviste*) et *fragmentée* de la réalité sociale et par sa conception *symbolique* de la totalité, c'est-à-dire qu'elle se situe au niveau du sens et de l'identité. Pour le post-modernisme, la

¹Nous faisons référence ici au dualisme tel que défini par Nadeau : « Toute doctrine qui admet *deux principes constitutifs essentiellement irréductibles*, ou encore deux types fondamentalement distincts d'entité, là où d'autres doctrines en admettent un seul (monisme) ou plusieurs (pluralisme). Ainsi, différentes thèses dualistes ont émergé de la discussion du problème de la relation corps-esprit; elles s'opposent, d'une part, aux thèses monistes idéalistes, qui n'admettent que l'existence de l'esprit, et, d'autre part, aux nombreuses thèses monistes behavioristes (physicalistes, matérialistes), qui n'admettent que l'existence du corps ou de la matière. » (Nadeau, 1999, p. 177)

²Précisons que l'essentialisme est cette « Doctrine qui établit une discrimination entre les propriétés nécessaires (essentiels) et les propriétés contingentes (accidentelles) des objets, indépendamment des diverses manières de spécifier ceux-ci. » (Nadeau, 1999, p. 221) Pour le post-modernisme, l'essentialisme consiste plutôt à considérer que les objets sont en eux-mêmes dotés d'un sens qui définit leur identité, celle-ci étant considérée essentielle à l'objet.

réalité sociale est constituée de deux principes fondamentalement *distincts* et *indéfinis*. Ces deux principes – à savoir le sujet et l'objet ou, en d'autres termes, la pensée et la réalité – sont fondamentalement distincts en ce qu'ils préexistent l'un à l'autre et qu'il existe entre eux une distance irréductible³. Ainsi, le post-modernisme conçoit un sujet avant sa subjectivation, un sujet préexistant à l'objet⁴. De même, il existe pour le post-modernisme une réalité sociale objective totalement indépendante du sujet, de la pensée, au point de lui être fondamentalement inaccessible⁵. Le sujet et l'objet sont également fondamentalement indéfinis parce qu'ils sont en eux-mêmes dépourvus de forme : il n'existe aucune identité ni aucun sens a priori qui seraient constitutifs de l'un ou de l'autre. En d'autres termes, ils n'ont en eux-mêmes aucune forme, aucune identité ni aucun sens *essentiels*⁶. C'est pourquoi la réalité sociale – subjective et objective – est pour le post-modernisme

³Torfin defend « the affirmation of an irreducible distance between thought and reality. » (1999, p. 45) Néanmoins, s'il assume pleinement son anti-essentialisme (Howarth considère qu'un des thèmes importants du post-modernisme « is its anti-essentialism » (1995, p. 117)), le post-modernisme prétend dépasser le dualisme typique de la modernité (et du positivisme, pourrait-on ajouter); celle-ci « assumes two separate realms – reality and thought – where efforts are directed at ensuring that our thoughts correspond to the real world » (Howarth, 1995, p. 117), alors que le post-modernisme « dissolve the distinction between a realm of ideas and a world of real objects » (Howarth, 1995, p. 119). Toutefois, cette dissolution ne se produit qu'*au niveau du sens et de l'identité*, qui médient la relation entre le sujet et l'objet (nous y reviendrons). En présupposant plus profondément l'existence d'une distance irréductible entre le sujet et l'objet comme le fait Torfin à la suite de Laclau et Mouffe, le post-modernisme ne remet pas en question ce dualisme; au contraire, il le reproduit sous une forme radicale. Cette position fondamentale devient tout à fait évidente chez Torfin lorsqu'il expose sa conception anti-essentialiste du sujet et de l'objet (nous y arrivons à l'instant).

⁴Pour concevoir un « *subject before its subjectivation* » (Torfin, 1999, p. 56), c'est-à-dire un sujet *autonome* qui n'est pas « an effect of a fundamentally non-subjective process [et qui n'est pas] traversed by the pre-subjective process » (Zizek, 1989, p. 74, cité par Torfin, 1999, p. 56), le post-modernisme doit abstraire le sujet de toutes ces subjectivations : « if we make an abstraction, if we subtract all the richness of the different modes of subjectivation, all the fullness of experience present in the way the individuals are 'living' the subject-positions, what remains is an empty place which was filled out with this richness; this original void, this lack of the symbolic structure, is the subject, the subject of the signifier » (Zizek, 1989, p. 175, cité par Torfin, p. 57). Le sujet est donc conçu par le post-modernisme comme étant fondamentalement un « vide », un « néant » qui cherche à se « remplir », c'est-à-dire à s'*identifier* : « The subject is therefore penetrated by a constitutive lack. The subject is this lack, and the subjectivation of the subject through the identification with different subject positions is merely an attempt to fill it. » (Torfin, 1999, p. 57)

⁵En cela, l'ontologie post-moderniste s'inscrit dans le courant *réaliste*, le réalisme étant « the assertion of the existence of a world external to thought » (Torfin, 1999, p. 45) ou, dans les termes de Nadeau : « doctrine selon laquelle les objets physiques existent indépendamment de la perception. » (1999, p. 588) Cependant, ce réalisme est dans le post-modernisme couplé à son dualisme qui affirme l'existence d'une distance irréductible entre le sujet et l'objet; la réalité objective est donc pour lui totalement inaccessible au sujet. C'est ainsi que le post-modernisme établit une distinction entre cette réalité objective – totalement indéterminée – et la réalité pensée et expérimentée par le sujet, entre « 'the being (*esse*) of an object, which is historical and changing, and the entity (*ens*) of that object which is not' » (Laclau et Mouffe, 1987, p. 84-85, cité par Torfin, 1999, p. 45) Il est intéressant de souligner ici comment son dualisme semble empêcher le post-modernisme d'atteindre un anti-essentialisme complet; dans cette distinction entre l'entité et l'être, on peut en effet voir une parenté avec la distinction essence/accident telle que définie par Nadeau : « L'essence d'une chose correspond à sa nature véritable, à ce qu'est cette chose une fois dépouillée de toutes ses propriétés accidentelles »; « par opposition à l'essence d'une chose, un accident est une propriété qu'on peut enlever ou ajouter à cette chose sans que celle-ci cesse d'être la même chose ou la même substance. » (1999, p. 220) L'anti-essentialisme du post-modernisme suppose donc que l'essence de l'être est *inaccessible* – au même titre que la chose-en-soi de Kant – et non pas qu'elle est *inexistante*.

⁶Nous avons vu que le sujet n'est en lui-même qu'un « original void », qu'un « constitutive lack » sans identité. De même, l'objet est fondamentalement indéfini : « 'Matter without form is the principle of indefiniteness' » (Staten, 1984, p. 6, cité par Torfin, 1999, p. 45). Bref, le post-modernisme « presupposes the original incompleteness of both the given world and the subject that undertakes the construction of the 'object'. » (Torfin, 1999, p. 48) Soulignons ici que l'anti-essentialisme du post-modernisme se situe à un niveau purement symbolique : c'est parce que les éléments de la réalité sociale n'ont aucun *sens* ni aucune *identité* essentielles que le post-modernisme prétend à une conception anti-essentialiste de celle-ci.

fondamentalement *fragmentée*, c'est-à-dire qu'elle est divisée, déstabilisée et désorganisée⁷. Ce n'est que dans l'interaction complexe et dynamique entre ces deux principes incomplets (le sujet et l'objet) que l'identité et le sens émergent, qu'ils sont *construits*⁸. C'est à ce niveau – au niveau de l'identité et du sens – que se situe la conception post-moderniste de la totalité : l'identité et le sens qui émergent de l'interaction entre le sujet et l'objet sont articulés, à travers les relations sociales, en une *totalité symbolique* qui fournit un cadre, une structure cohérente pour la pensée et l'action⁹. Pour le post-modernisme, ce n'est donc pas la réalité sociale en elle-même qui constitue la totalité, même si réalité sociale et totalité symbolique sont coextensives¹⁰.

Parce que la réalité sociale est constituée de deux principes distincts et indéfinis (le sujet et l'objet), les relations sociales sont fondamentalement *médiatisées* par le troisième terme qui émerge de ces mêmes relations : la totalité symbolique (le discours)¹¹. Si on peut parler, au niveau symbolique, d'une totalité *relationnelle* dans laquelle les éléments (les identités) sont constitutifs les uns des autres (relations internes)¹², cette totalité est elle-même fondée sur la relation externe entre deux principes ontologiquement distincts dont elle n'est pas elle-même constitutive. C'est la totalité symbolique (le

⁷« As stated, postmodernity questions the very possibility of a fundamental ontology that provides an ultimate ground for social life. This does not mean that social meaning and action have no ground, but rather that the ground is destabilized, divided and disorganized to such an extent that it ultimately takes the form of an abyss of infinite play » (Torfing, 1999, p. 62). On voit bien que malgré ses prétentions réflexivistes, le post-modernisme hésite à assumer pleinement ses fondements ontologiques; au contraire, il semble ici vouloir nier tous présupposés d'ordre ontologique. À cet égard, la parenté avec le positivisme est frappante.

⁸Pour Torfing, « constructivism presupposes exactly the opposite of what is traditionally attributed to it : not the production of the objet by an omnipotent subject, but the complex interaction between an incomplete subject and an incomplete object. » (1999, p. 48) Le sens et l'identité ne sont donc pas donnés a priori, ils sont *construits* : « meaning is seen to be fabricated rather than found. » (1999, p. 46)

⁹Dans la théorie du discours, c'est cette totalité symbolique qui constitue le *discours* : « Discourse is a relational totality of signifying sequences that together constitute a more or less coherent framework for what can be said and done. The notion of discourse cuts across the distinction between thought and reality, and includes both semantic and pragmatic aspects. » (Torfing, 1999, p. 300) Howarth souligne le caractère structurant des discours : pour lui, les « systems of meaning or 'discourses' shape the way people understand their rôle in society and influence their political activities » (1995, p. 115); en d'autres termes, « discourses [...] structure the activities of social agents » (1995, p. 115). Ce concept n'est toutefois pas exclusif à la théorie du discours, même si d'autres approches post-modernistes insistent plutôt sur les notions d'identité ou de sens, voire de *texte*, comme chez Derrida (Torfing, 1999, p. 65). Pour la suite, nous utiliserons néanmoins les concepts de discours et de totalité symbolique de manière interchangeable.

¹⁰« [The notion of discourse] does not merely designate a linguistic region within the social, but is rather co-extensive with the social. » (Torfing, 1999, p. 300) Cela signifie que, toute relation sociale étant médiatisée par la totalité symbolique et celle-ci étant construite à travers ces mêmes relations sociales, le social et le discours sont inextricablement enchevêtrés : « All actions have meaning, and to produce and disseminate meaning is to act. » (1999, p. 94)

¹¹Précisons toutefois que le rapport entre la totalité et les relations sociales n'est pas circulaire, puisque Torfing insiste sur « the primacy of politics » (1999, p. 69).

¹²Selon Torfing, la théorie du discours « can be summarily characterized as a constructivist and relationalist perspective on social identity [...]. Discourse theory abandons the notion of a true or perfect definition together with a conception of social identities as rooted in pregiven essences. Alternatively, discourse theory investigates the ways in which social identities have been constructed historically. [...] Social identities are constructed as differences within a system of purely negative relations. » (1999, p. 3)

discours) qui, en médiatisant les relations sociales, structure la réalité sociale fondamentalement déstabilisées, divisées et désorganisées; c'est elle qui permet aux relations sociales de se « sédimenter » et d'acquiescer une certaine régularité¹³. Toutefois, puisqu'elle émerge d'une situation d'incomplétude radicale (du sujet et de l'objet) et d'une réalité sociale fragmentée, la totalité – ou le discours – est fondamentalement *contingente* et donc *instable*¹⁴. Elle est contingente parce qu'elle n'est pas le résultat direct d'une nécessité essentielle¹⁵. Cela ne signifie pas que la totalité peut prendre n'importe quelle forme, mais plutôt qu'elle n'épuise jamais ses possibilités d'existence, ses formes possibles¹⁶. En cela, elle est pour le post-modernisme pénétrée par cette incomplétude originelle du sujet et de l'objet dont elle émerge. En d'autres termes, la totalité symbolique ne constitue jamais une identité ou un sens complets et définitifs, ce qui la rend fondamentalement instable puisqu'elle est en conflit perpétuel avec les identités et les sens « résiduels »¹⁷. Il existe donc pour le post-modernisme des discours concurrents qui luttent pour s'imposer comme totalité, sans toutefois jamais y parvenir complètement¹⁸.

¹³C'est ainsi que Torfing définit le social comme « The ensemble of sedimented social relations that establishes a horizon for meaning and action, which is recursively validated by the social agents and thus possesses a relatively enduring character. » (1999, p. 305)

¹⁴Torfing insiste sur le « contingent character of discursive formations » (1999, p. 48) et sur l'instabilité qui en découle : « Discourse is the articulated meaning-formation resulting from a construction that starts from a situation of radical incompleteness. A theory of discourse presupposes the experience of a radical incompleteness, i.e. of that which escapes the possibility of symbolization [...]. Yet it also requires that this incompleteness is somehow transmitted to those discourses that try to master the ultimate lack of meaning. This involves showing their unstable and merely inscribed character, and opening the way to a plurality of conflicting discourses. » (1999, p. 48)

¹⁵Pour Torfing, « contingent is that being whose essence does not involve its existence, who is not *causa sui*. » (1999, p. 51)

¹⁶Un être est contingent « so far as it has, within itself, the traces of its own finitude, of its not having achieved the fullness of its own being (which would only be achieved if its existence was necessary). » (Torfing, 1999, p. 51)

¹⁷Ces résidus de sens impossible à maîtriser constituent dans la théorie du discours le *champ du discursif* : « The partial fixation of meaning within discourse produces an irreducible surplus of meaning. The field of irreducible surplus is termed the discursive (or the field of discursivity). » (Torfing, 1999, p. 300) Si le discours correspond à la fixation (partielle) du sens, le discursif réfère à ce qui reste impossible à fixer : « the distinction between discourse and the discursive should be made in terms of differing degrees of fixity/unfixity. That is, while the unfixed elements of a disintegrated discourse clearly belong to the field of discursivity, the partially fixed moments within a concrete discourse do not. » (1999, p. 93) Dans la théorie du discours, c'est cette incapacité du discours à maîtriser tous les « résidus de sens » qui est à l'origine du phénomène de *dislocation*, de déstabilisation et éventuellement de transformation du discours. La dislocation est définie par Torfing comme « A destabilization of a discourse that results from the emergence of events which cannot be domesticated, symbolized or integrated within the discourse in question. » (1999, p. 301) Toutefois, c'est également ce champ du discursif qui rend possible l'émergence des discours : « the field of discursivity is precisely what makes possible the articulation of a multiplicity of competing discourses. » (Torfing, 1999, p. 92) En cela, le champ discursif constitue à la fois les conditions de possibilité et d'impossibilité du discours : « The discursive provides, at once, the condition of possibility and impossibility of a partial fixation of meaning. » (Torfing, 1999, p. 92) Nous reviendrons sur ces notions.

¹⁸Dans la théorie du discours, « there is no general and homogeneous discourse, but rather a plethora of different discourses which together constitute a discursive formation » (Torfing, 1999, p. 3).

3.1.2 Les fondements épistémologiques du post-modernisme

Aux fondements ontologiques du post-modernisme correspond une épistémologie particulière¹⁹. S'il existe, au niveau ontologique, une totalité symbolique qui émerge d'une distance irréductible entre le sujet et l'objet conçus comme étant fondamentalement distincts l'un de l'autre, cette totalité (ce discours) devient au niveau épistémologique une forme de connaissance. À ce niveau, la distance entre le sujet et l'objet se traduit par l'impossibilité pour le sujet d'acquérir avec certitude une connaissance vraie de la réalité sociale. Puisque l'identité et le sens ne sont pas donnés a priori et qu'ils ne sont constitutifs ni du sujet, ni de l'objet, il n'existe aucun fondement – rationaliste ou empiriste – pour la connaissance. La connaissance n'est pas le produit d'un sujet doté d'une raison lui permettant d'appréhender l'objet (rationalisme) et elle n'est pas non plus donnée immédiatement par l'observation de l'objet (empirisme)²⁰ : elle est construite dans l'interaction entre un sujet et un objet dépourvus d'identité ou de sens essentiels. L'ontologie dualiste et anti-essentialiste du post-modernisme est donc liée à une épistémologie *anti-fondationaliste* et *constitutive*, selon laquelle « there are no objective standpoints which guarantee truth or knowledge about the world » (Howarth, 1995, p. 117). Au contraire, toute théorie ou hypothèse (toute « connaissance ») constitue en elle-même un discours et est elle-même constitutive d'un discours. La connaissance est donc limitée par celui-ci : pour le post-modernisme, toute tentative de parvenir à une connaissance certaine de la réalité sociale en elle-même tombe dans la métaphysique et doit être rejetée comme de l'essentialisme²¹.

D'autre part, puisqu'au niveau ontologique, les relations sociales sont médiatisées par le discours, ces relations ne peuvent au niveau épistémologique être appréhendées en elles-mêmes; elles ne peuvent l'être qu'à travers cette totalité relationnelle symbolique que constitue le discours. Pour le post-modernisme, il s'agit donc de *comprendre* les phénomènes sociaux plutôt que de les expliquer,

¹⁹Au niveau épistémologique, nous verrons que le post-modernisme questionne la possibilité même d'une connaissance vraie, ce qui l'amène à remettre en cause la distinction fondamentale entre science et non-science. Celles-ci sont conçues comme autant de discours concurrents dont on peut analyser les conditions de possibilité (comment ils émergent, comment ils parviennent à s'imposer).

²⁰Torfinn critique ces deux positions épistémologiques comme étant deux formes d'essentialisation. Le rationalisme correspond pour lui à l'idéalisme transcendantal qui essentialise le sujet puisque le sens en est constitutif, lui appartient d'emblée. L'objet est ici réduit à un « object of thought » (Torfinn, 1999, p. 47) et le sujet devient le créateur souverain du sens, de la connaissance. L'empirisme correspond au réalisme transcendantal qui essentialise l'objet dans lequel le sens est donné immédiatement. Le sujet devient ici un réceptif passif du sens; il ne fait que recevoir le sens donné immédiatement par l'objet. (Torfinn, 1999, p. 46-47)

²¹À la suite de Derrida, Howarth et Torfinn soulignent tous deux comment l'anti-essentialisme du post-modernisme est étroitement lié à sa critique de la métaphysique occidentale (Howarth, 1995, p. 118 et Torfinn, 1999, p. 65). Notons d'ailleurs que la notion de totalité concrète, fondamentale dans la dialectique marxiste, tombe ici sous « the spell of the metaphysics of presence – constitutive for the entire field of the social sciences in the modern age » (1999, p. 231) qu'il s'agit pour le post-modernisme d'éviter. C'est ainsi que, comme dans le positivisme, le rejet post-moderniste de la totalité concrète est liée à son rejet épistémologique de la métaphysique.

c'est-à-dire de dégager – *de l'intérieur* plutôt qu'à partir de facteurs externes – leur sens ou leur signification à travers une approche globale qui inclut toutes les dimensions du discours (de la totalité symbolique) : à son ontologie correspond donc également une épistémologie *compréhensive*²². À celle-ci s'ajoute une épistémologie *historiciste*, selon laquelle « on doit évaluer tous les systèmes de pensée ou de savoir [en d'autres termes, les discours] dans une perspective de changement [...] historique. » (Nadeau, 1999, p. 293)²³ Cet historicisme est étroitement lié au caractère fondamentalement contingent et instable de la totalité (du discours), qui doit de ce fait être étudié dans son historicité, c'est-à-dire dans sa dimension dynamique et changeante²⁴. Il s'agit donc pour le post-modernisme de comprendre non pas les causes, mais les conditions de possibilité ainsi que les conditions d'impossibilité qui sont constitutives du discours²⁵. Et compte tenu de la nature fondamentalement fragmentée – divisé, désorganisé, déstabilisé – de la réalité sociale, ces conditions ne dépendent d'aucune loi générale; elles sont toujours particulières, spécifiques²⁶. Notons enfin que cette historicité radicale du discours est également celle de la connaissance, puisque celle-ci est elle-même constitutive du discours : Howarth souligne « the historicity – or changing character – of our knowledge and beliefs », ce qui implique

²²Nadeau définit la compréhension ainsi : « Sens ou signification conceptuelle d'un terme ou d'une expression » (1999, p. 67) Nous utilisons également ce terme – ainsi que la notion d'épistémologie compréhensive – comme une mauvaise traduction du terme anglophone *comprehensive* et qui signifie « complet », « total ». La tradition de l'épistémologie compréhensive remonte à Wilhem Dilthey et par la suite à Max Weber. Dilthey considère que la compréhension est davantage adaptée aux sciences sociales que l'explication, qui appartient selon lui aux sciences naturelles. Il souligne « la nécessité de comprendre [...] la signification vécue des faits sociaux – tandis que la science naturelle peut se limiter à une *explication* extérieure des phénomènes. » (Löwy, 1985, p. 73) Si nous qualifions l'épistémologie marxiste de compréhensive, elle ne peut cependant être dissociée de son ontologie matérialiste : pour le marxisme, comprendre les phénomènes sociaux « de l'intérieur », sans faire appel à des « causes extérieures », cela signifie de les inscrire dans la totalité relationnelle et historique *concrète*, c'est-à-dire *matérielle*.

²³Nadeau précise également : « Généralement, ces doctrines [historicistes] sont associées à une forme ou l'autre de relativisme. » Nous reviendrons sur cette question. Selon lui, ces doctrines mettent de plus « habituellement l'accent sur la compréhension, ainsi que sur le caractère unique des événements passés. » (1999, p. 293)

²⁴Le marxisme insiste lui aussi sur la nécessité d'étudier les phénomènes sociaux et la totalité concrète dans leur dimension dynamique et changeante. En cela, son épistémologie peut également être qualifiée d'historiciste. Toutefois, il n'y a pas ici de contingence et d'instabilité fondamentale de la totalité, reposant sur l'incomplétude ontologique et la distance irréductible entre l'objet et le sujet. Dans l'ontologie matérialiste et holiste du marxisme, il y a une totalité concrète en mouvement, structurée et transformée historiquement et matériellement par les relations sociales antagoniques et dynamiques qui la constituent.

²⁵Nous avons vu que les conditions d'impossibilité – ou conditions de « finitude » – d'un discours se trouve dans le champ du discursif, c'est-à-dire dans les résidus de sens et d'identité que le discours, de par sa nature contingente, est incapable de maîtriser et qui provoqueront éventuellement sa dislocation. Les conditions d'impossibilité d'un discours constituent en même temps ses conditions de possibilité, en ce qu'elles lui permettent de se constituer en une identité définie. Le champ du discursif correspond donc à ce que Torfing appelle le « constitutive outside » d'un discours : « The constitutive outside is a discursive exteriority that cannot be related to the moments within the discourse in question through relations of simple difference, as it has the form of a radical alterity, which threatens and disrupts the discursive system of differences. The constitutive outside is an outside which blocks the identity of the inside, but it is nonetheless a prerequisite for the construction of the identity of the inside. The constitutive limits of a discourse are constructed in relation to the threatening outside. » (1999, p. 299)

²⁶Rappelons que dans le marxisme, la réalité sociale est historiquement structurée et constitue elle-même une totalité relationnelle. S'il n'y a pas de place dans son historicisme pour des lois générales universelles, il existe néanmoins des « régularités historiques » qu'il convient de dégager.

que « one can [not] 'step outside' the traditions and practices of which we are a part and achieve a completely detached view of social processes. » (1995, p. 117)

3.1.3 Les fondements normatifs du post-modernisme

Conformément à sa démarche réflexiviste, le post-modernisme assume et expose ses fondements normatifs, lesquels sont liés à ses fondements ontologiques et épistémologiques. À l'ontologie post-moderniste correspond sa conviction dans l'*impossibilité de l'émancipation du sujet* : Torfing parle de l'« ideological illusion that guides the political struggles for emancipation » (1999, p. 52). Précisons d'abord que, compte tenu de la distance irréductible entre le sujet et l'objet et de l'impossibilité pour le premier d'avoir accès au second, l'émancipation n'est pas conçue dans sa dimension « objective » (concrète); elle ne concerne pas la remise en cause de la réalité sociale objective. La relation sujet/objet étant médiatisée par le discours, le post-modernisme conçoit d'emblée l'émancipation dans sa dimension strictement identitaire : pour le post-modernisme, le sujet cherche fondamentalement à atteindre une identité complète, totale; en d'autres termes, il cherche à s'émanciper de sa propre incomplétude. Or, puisqu'il est ontologiquement pénétré d'un vide originel, une telle quête est nécessairement vouée à l'échec²⁷. De plus, la réalité sociale étant fondamentalement fragmentée et le discours contingent et instable, le sujet lutte dans un « terrain discursif structurellement indécidable »²⁸. Cela signifie que bien que toute décision politique concernant la lutte émancipatrice se prenne dans un contexte discursif déterminant (structurel), celui-ci constitue une détermination « ouverte » qui n'offre aucune certitude quant à la décision à prendre²⁹ : aucune décision politique ne découle nécessairement ou logiquement du contexte discursif dans lequel elle s'inscrit. Au contraire, parce que la réalité sociale et le discours sont fondamentalement ambigus et « ouverts » (incomplets,

²⁷ « The illusion of emancipatory struggles is that after the eventual annihilation of the enemy, whom we hold responsible for the blockage of our full identity, we will finally achieve a full identity. What makes this an illusion is, of course, that the annihilation of our enemy merely confronts us with our own self-blockage. [...] the ideological illusion is made possible by the externalization of the constitutive lack of the subject to the antagonistic force that negates us. » (Torfing, 1999, p. 53)

²⁸ Cet « undecidable discursive terrain » (Torfing, 1999, p. 8) correspond au champ du discursif : « [the discursive] is never completely absorbed by discourse and thus continues to constitute a field of undecidability which constantly overflows and subverts the attempt to fix a stable set of differential positions within a particular discourse » (1999, p. 92). Le terrain discursif structurellement indécidable est en même temps « the structural undecibility of the social » (1999, p. 62) qui fait de la réalité sociale un « abyss of infinite play » (1999, p. 62).

²⁹ « [U]ndecidability, which penetrates every concrete discourse, involves a *determinate* oscillation between pragmatically determined possibilities. Thus, far from referring to a state of indeterminacy and chaotic flux, the concept of undecibility, and thus freeplay, refers to a determinate openness. » (Torfing, 1999, p. 96)

fragmentés, contingents), toute décision est elle-même pénétrée par de l'ambiguïté et des dilemmes insolubles qui ne permettent jamais l'atteinte complète de l'objectif d'émancipation³⁰.

Cette conviction post-moderniste dans l'impossibilité fondamentale de l'émancipation du sujet s'accompagne d'une *prise de position normative contre le totalitarisme*, contre toute tentative d'éliminer la diversité des identités, tendance qui est pour le post-modernisme typique des projets émancipateurs. Cette prise de position s'exprime à travers la critique des « méta-discours » émancipateur à prétention universelle qui tendent à laminer tout discours alternatif en se présentant comme une vérité ou un savoir objectif³¹. On voit bien ici comment la normativité post-moderniste est liée à son épistémologie. Celle-ci permet au post-modernisme de critiquer ces méta-discours et en même temps de se prémunir contre la tentation totalitaire. Ainsi, à la prétention à un savoir objectif sur lequel on peut fonder un projet politique émancipateur, le post-modernisme oppose son anti-fondationalisme selon lequel il n'existe aucun fondement objectif pour la connaissance; et devant le caractère universalisant des méta-discours, il souligne l'historicité fondamentale de tout discours, de toute connaissance, et donc leur caractère spécifique et changeant. Mais plus encore, le post-modernisme insiste sur le caractère fondamentalement politique et normatif du discours et de la connaissance, et donc des méta-discours. Ainsi, ils constituent en eux-mêmes des projets politiques et normatifs, et c'est à travers des luttes politiques hégémoniques qu'ils parviennent à s'imposer comme vérité³².

3.1.4 Les principes méthodologiques du post-modernisme

Conformément à ses présupposés fondamentaux, le post-modernisme privilégie au niveau méthodologique l'*analyse du discours*. Puisqu'il existe une distance irréductible entre la pensée et la réalité et qu'il n'existe aucun fondement objectif pour la connaissance, le post-modernisme ne prétend

³⁰Pour Torfing, l'indécidabilité correspond à « the undecidable terrain of non-totalizable openness which the decidable inscription of discursive forms must presuppose. Undecidability is the name for the unresolvable dilemmas which occur under wholly determinate circumstances. But undecidability refers not only to the fundamental aporias within discourse but also to the call for a constitutive decision that articulates social meaning in one way rather than another. » (1999, p. 307)

³¹Howarth parle des « 'grand narratives [ou discours] of emancipation' in modernity » qui tentent, à travers « some underlying and 'totalising' device of legitimation, [...] to ensure the objectivity or truth of our knowledge and to justify socialist or Communist political projects. » (1995, p. 115) Selon lui : « These universal and all-embracing narratives tend to obliterate other narratives, resulting in the triumph of consensus, uniformity and scientific reason over conflict, diversity and different forms of knowledge. » (1995, p. 115)

³²Torfing définit l'hégémonie comme « The achievement of a moral, intellectual and political leadership through the expansion of a discourse that partially fixes meaning around nodal points. Hegemony involves more than a passive consensus and more than legitimate actions. It involves the expansion of a particular discourse of norms, values, views and perceptions through persuasive redescription of the world. » (1999, p. 302) Soulignons que puisque la lutte politique vise à imposer un discours, une vérité, la dimension argumentative y est fondamentale (Torfing, 1999, p. 69 et Howarth, 1995, p. 128).

pas appréhender la réalité sociale en elle-même. À travers une approche globale (compréhensive) et relationnelle, il se concentre plutôt, au niveau de la recherche, sur cette dimension de la réalité sociale qui médiatise et qui structure les relations sociales : la totalité symbolique, le discours. En d'autres termes, l'analyse du discours consiste dans « the analysis of the way in which objects and experiences acquire their meaning [and] examines the ways in which structures of meaning make possible certain forms of conduct. » (Howarth, 1995, p. 115) Toutefois, l'analyse du discours ne consiste pas seulement à dégager le caractère totalisant, relationnel et structurant du discours. Au contraire, elle tente de mettre en relief son incomplétude fondamentale et sa nature contingente en l'étudiant dans son historicité, c'est-à-dire en l'inscrivant dans l'horizon discursif fragmenté et instable qui constitue ses conditions de possibilité et d'impossibilité – à savoir le champ du discursif. Elle insiste donc sur la dimension dynamique et changeante en analysant non seulement son fonctionnement, mais également son émergence et ses transformations : « the discourse analyst [...] tries to understand how the discourses which structure the activities of social agents are *produced*, how they *function*, and how they are *changed*. » (Howarth, 1995, p. 115) Conformément à la normativité post-moderniste, l'analyse du discours vise ainsi à révéler le terrain discursif structurellement indécidable qui fonde tout discours et à restituer la multiplicité des discours réprimés et exclus.

Il existe au sein du post-modernisme diverses méthodes particulières d'analyse du discours qui se complètent et se chevauchent. La théorie du discours privilégie notamment – à la suite de Jacques Derrida – la *déconstruction*, une méthode d'analyse de texte (ou de discours)³³ qui consiste à en effectuer une double lecture : « The first reading is a faithful attempt to follow the dominant interpretation of the text, its presuppositions, its concepts and its arguments. The second reading then consists in tracing the excluded, repressed and inferior interpretation that forms an undercurrent in the text. » (Torfing, 1999, p. 65) Si la première lecture tente de dégager à travers une approche compréhensive le caractère totalisant et structurant du discours, la seconde lecture révèle son incomplétude, sa contingence et son instabilité fondamentales en montrant comment l'interprétation inférieure, exclue, non fixée, est constitutive de l'interprétation dominante, comment elle contribue à la définir : « it is shown that if the relation between A and B is more important than A itself, it is because B supplements a primordial lack in A. » (Torfing, 1999, p. 65-66) En d'autres termes, la déconstruction met en lumière le « constitutive outside » d'un texte (ou d'un discours). Ce faisant, elle permet de révéler le terrain discursif structurellement indécidable qui constitue les conditions de

³³Chez Derrida, la notion de « texte » semble être équivalente à celle de « discours » dans la théorie du discours. Toute « présence », toute « manifestation », est pour Derrida une « discursive inscription » (Torfing, 1999, p. 66) : « note that, according to Derrida [...], there is nothing outside text. » (1999, p. 65)

possibilité (d'émergence, d'articulation) et d'impossibilité (de finitude, de dislocation) d'un discours (ou d'un texte) dominant :

The emphasis on the constitutive character of what is excluded results in an overturning of the textual hierarchy. What was first considered to be secondary is suddenly revealed as primary. However, deconstruction is not content with a simple reversal of textual hierarchies, but seeks to account for the undecidable oscillation between the different textual strategies that the inscription of a metaphysical hierarchy must necessarily presuppose. (1999, p. 66)

Les méthodes de l'*archéologie* et de la *généalogie*, développées par Michel Foucault, sont également des formes d'analyse du discours. L'archéologie s'intéresse au fonctionnement des discours, et plus particulièrement aux « règles de formation » qui les gouvernent : elle tente de dégager les « rules of formation that determine the objects, concepts, operations, and options of a particular discourse [...] ». As such, archaeological analysis involves accounting for the set of rules that define the limits and forms of what can be said, talked about, remembered, re-activated and appropriated. » (Torfing, 1999, p. 90) L'archéologie trouve ces règles de formations dans l'épistémè – la vision du monde – propre à chaque période historique : « The discourses [...] are formed on the basis of a particular episteme, which provides a basic view of the world that unifies intellectual production during a given age » (Torfing, 1999, p. 90). Les règles de formation d'un discours doivent également, dans la méthode archéologique élaborée par Foucault, être comprises en lien avec leurs conditions non discursives (économiques, politiques, institutionnelles, etc.) : « According to Foucault, the rules of formation of, say, a medical discourse must be articulated with its non-discursive conditions. » (Torfing, 1999, p. 90) Malgré sa perspective historique, l'archéologie se concentre donc principalement sur la dimension structurante des discours : « Analysis of the rules of formation is an analysis of the conditions of existence for discursive events. » (1999, p. 90)

Dans sa version la plus radicale, le post-modernisme rejette cependant la distinction entre le « discursif » et le « non discursif »³⁴ et privilégie la méthode généalogique élaborée plus tardivement par Foucault. Celle-ci insiste davantage sur les pratiques discursives qui articulent et constituent le discours : « While archaeology aims to produce a disinterested and detached description of the rules governing the formation of discourse, genealogy is a method of diagnosing discursive practices from

³⁴C'est notamment le cas de Torfing et de Laclau et Mouffe : « The concept of discourse [...] cuts across the distinction between the discursive and the non-discursive. [...] the so-called *non-discursive complexes* – political intervention, technologies, productive organization, etc. – [...] are relational systems of differential identities, which are not shaped by some objective necessity (God, Nature or Reason) and which can only therefore be conceived as *discursive* articulations. » (Torfing, 1999, p. 90) Dans cette version aboutie de la théorie du discours, c'est la notion de champ du discursif qui permet de tenir compte de ces facteurs dits « non discursifs » : « The field of irreducible surplus is termed *the discursive* (or the field of discursivity) in order to indicate that what is not fixed as a differential identity within a concrete discourse is not extra- or non-discursive, but is discursively constructed within a terrain of unfixity. » (1999, p. 92) Nous reviendrons sur cette question.

within them » (Torfing, 1999, p. 91). La méthode généalogique permet donc de révéler l'incomplétude, la contingence et l'ambiguïté des structures en montrant comment elles sont elles-mêmes construites à travers des relations de pouvoir : « the shift [...] from an archaeological to a genealogical approach brings Foucault's theory of discourse close to that of Laclau and Mouffe, who also to an increasing extent emphasize the role of power in the production of unsutured discursive identities » (Torfing, 1999, p. 91). En cela, la généalogie souligne – à travers une démarche compréhensive – la nature fondamentalement politique de tout discours ainsi que son caractère dynamique et changeant : « The genealogist immerses him- or herself in the myriad of power struggles that shape historical forms of discourse » (Torfing, 1999, p. 91).

3.2 La vision sociale du monde et le champ visuel du post-modernisme : une critique marxiste

La critique marxiste du post-modernisme débutera ici avec une présentation du caractère limité de son champ visuel – que l'on retrouve dans ses fondements ontologiques, épistémologiques et méthodologiques –, ainsi que des problèmes qu'il implique au niveau de l'analyse spécifique. Nous montrerons ensuite, à travers une critique de ses fondements normatifs, que c'est l'horizon idéologique conservateur dans lequel il s'inscrit qui restreint le champ visuel du post-modernisme et le condamne à produire des analyses partielles, éclectiques et antinomiques. Néanmoins, nous tenons à souligner ici la contribution du post-modernisme, qui a développé et perfectionné des outils raffinés – que l'on pourrait qualifier de dialectiques – pour l'analyse de la dimension discursive de la réalité sociale, dimension par ailleurs négligée par les approches mécanicistes d'inspiration marxiste. De tels outils pourraient certainement être utilisés dans une analyse marxiste de la crise de l'État-providence³⁵. Toutefois, nous verrons qu'à l'instar de Hegel, la dialectique post-moderniste reste « la tête en bas³⁶ » : parce qu'il se confine dans la dimension discursive de la réalité sociale, il tombe finalement dans les problèmes typiques de l'idéalisme.

³⁵À cet égard, la contribution de Stuart Hall (1988) est à souligner.

³⁶Nous reprenons ici le mot de Marx et Engels ([1845-1846], p. 44).

3.2.1 Le champ visuel du post-modernisme : des analyses partielles et antinomiques

Malgré ses prétentions critiques, voire révolutionnaires³⁷, le post-modernisme – au même titre que le positivisme – est confiné dans un champ visuel *limité* : il refuse d'inclure la totalité concrète – dont la forme actuelle est le capitalisme – dans son analyse de la réalité sociale. Plus précisément, du point de vue de la dialectique matérialiste, le post-modernisme *abstrait la dimension discursive* de la totalité concrète – définie *matériellement* comme un système historique de relations sociales – et l'érige en une *sphère idéelle* autonome et surdéterminante dans laquelle il se confine; il exclut donc de son champ visuel les *conditions matérielles historiques et sociales*³⁸ auxquelles cette « sphère » est dialectiquement reliée³⁹. Tout comme le positivisme, il se condamne ainsi à produire des analyses *partielles, éclectiques et antinomiques* des phénomènes sociaux qu'il étudie.

Ce refus de la totalité concrète et les limites qui l'accompagnent – c'est-à-dire l'abstraction d'une sphère idéelle autonome et l'exclusion des conditions matérielles historiques et sociales auxquelles elle est liée – se manifestent d'abord dans les fondements ontologiques du post-modernisme. Ainsi, nous avons vu que pour lui, la réalité sociale ne constitue pas une totalité concrète, un système historique de

³⁷Ces prétentions critiques reposent sur l'anti-totalitarisme et l'anti-essentialisme du post-modernisme. Sur cette base, Laclau, Mouffe et Torfing proposent une « démocratie pluraliste radicale » qui inclut le projet socialiste, c'est-à-dire la démocratisation de la sphère économique à travers une abolition des relations capitalistes de production (Torfing, 1999, p. 247-261). Nous verrons plus loin que ce « projet » politique est finalement fondamentalement *non radical*.

³⁸Précisons ici que la conception matérialiste *dialectique* de ces conditions matérielles diffère de la conception déterministe du matérialisme *mécaniciste*, qui *réifie* ces conditions en les concevant comme des choses indépendantes de l'action des êtres humains et qui s'imposent à eux de l'extérieur et de manière inévitable; en cela, le matérialisme mécaniciste s'inscrit d'ailleurs tout à fait dans le courant positiviste. La définition proposée par Nadeau du matérialisme mécaniciste est à cet égard révélatrice : « Doctrine constituée d'un amalgame de positivisme comtien, de matérialisme et de mécanicisme [...]. Selon les matérialistes mécanicistes, il n'y a pas de force sans matière, et pas de matière sans force. La science permet de découvrir progressivement les lois mécaniques inhérentes aux choses elles-mêmes, c.-à-d. ces lois qui gouvernent la matière en mouvement et qui se révèlent ainsi constitutives de l'univers ainsi que de toute forme de vie. Cette appréhension se fait directement, sans qu'aucune espèce de médiation conceptuelle ne se révèle nécessaire, sans qu'aucun élément a priori n'intervienne. Pour les matérialistes mécanicistes, il existe un monde objectif, indépendant des sujets connaissant : il s'agit tout simplement de l'observer et de découvrir sa véritable nature mécaniciste, et ce en respectant la méthodologie (scientifique) ainsi que les procédures propres aux sciences de la nature. » (Nadeau, 1999, p. 394) Pour sa part, si le matérialisme dialectique convient que les êtres humains trouvent « au départ » des conditions matérielles d'existence « toutes prêtes », naturelles, qui s'imposent à lui « comme une puissance tout à fait étrangère » (Marx et Engels, [1845-1846] 2001, p. 38-39 et 53), c'est plutôt la transformation historique de ces conditions matérielles d'existence « initiales » par l'activité productrice des êtres humains, ou, en d'autres termes, la production historique de ces conditions matérielles d'existence à travers les relations sociales, qui est pour lui fondamentale dans la constitution de la totalité concrète, de la réalité sociale. Les êtres humains et la totalité concrète, la société, ne sont donc pas le produit de conditions matérielles réifiées, comme dans le matérialisme mécaniciste; au contraire, ils *constituent* ces conditions matérielles : c'est en produisant leur conditions matérielles d'existence que, simultanément, les êtres humains – à travers leurs relations sociales – se produisent et se transforment en même temps qu'ils produisent et transforment la totalité concrète, la société. C'est en ce sens que les conditions matérielles sont pour le matérialisme dialectique fondamentalement historiques et sociales; bref, elles sont fondamentalement *relationnelles*.

³⁹Il ne s'agit donc pas de nier ici l'importance – parfois déterminante – de la dimension discursive, idéelle, de la réalité sociale. Néanmoins, cette dimension s'inscrit pour la dialectique matérialiste dans une totalité concrète, matérielle, constituée de relations sociales entre êtres humains matériels contraints par leurs besoins matériels à produire matériellement leurs conditions d'existence. Il s'agit donc ici de souligner comment le post-modernisme, malgré ses prétentions réalistes – voire même matérialistes –, exclut *en pratique* de son champ visuel cette matérialité fondamentale de la réalité sociale et des êtres humains qui la constituent.

relations sociales; au contraire, elle est dans l'ontologie post-moderniste fondamentalement fragmentée (divisée, désorganisée, déstabilisée). Elle apparaît ainsi comme fondamentalement *non structurée* et *insaisissable*. Mais plus encore, compte tenu de son ontologie dualiste et anti-essentialiste – et malgré les prétentions réalistes du post-modernisme –, la réalité sociale *disparaît complètement* derrière le sens et l'identité : elle est toujours médiatisée par la totalité symbolique (le discours). C'est ainsi qu'*elle ne joue plus aucun rôle structurant*; au contraire, c'est la totalité symbolique qui joue un rôle structurant fondamental : c'est elle qui permet aux relations sociales de se stabiliser (de se sédimenter). Et si ce sont les relations sociales (les pratiques discursives, les luttes politiques et hégémoniques) qui articulent (construisent) la totalité symbolique, ces relations sociales, ces pratiques ne s'inscrivent pas pour le post-modernisme dans des conditions matérielles historiques et sociales, mais plutôt dans des conditions *elles-mêmes discursives* : c'est le champ du discursif (le discursif) qui constitue, pour le post-modernisme, les conditions de possibilité et d'impossibilité de la totalité symbolique (du discours) ainsi que des pratiques discursives.

La totalité symbolique, les relations sociales (les pratiques discursives et les luttes politiques et hégémoniques) et le champ du discursif se retrouvent donc complètement abstraits de leur conditions matérielles, ils ne sont pas reliés dans la totalité concrète.

The discursive is not an object among other objects [...] but rather a 'theoretical horizon for the constitution of the being of every object' (Laclau and Mouffe, 1987 : 86). Therefore to ask about the conditions of possibility of the discursive would be meaningless. Indeed, it would be 'equivalent to asking a materialist for the conditions of possibility of matter, or a theist for the conditions of possibility of God' (1987 : 86). Nevertheless, concrete discourses constructed within a particular discursive horizon certainly have particular conditions of possibility. These conditions are themselves discursive (Laclau, 1990a : 220). (Torfing, 1999, p. 92)

On se retrouve ainsi avec une sphère idéelle surdéterminante et autonome : surdéterminante parce que c'est elle qui structure les relations sociales et qui, fondamentalement, constitue le support (le substrat) de la société, du social⁴⁰; autonome parce que non seulement elle n'est pas reliée à ses conditions

⁴⁰Notre critique du post-modernisme remet donc en question la prétention de la théorie du discours à concevoir les relations sociales politiques (les pratiques discursives, les luttes politiques et hégémoniques) comme premières dans la production du social. En effet, Torfing parle de « *the primacy of politics over the social* » (1999, p. 69) et tente même d'abstraire une sphère politique autonome : « it is no longer possible to maintain the idea that politics is derived from something which is not itself political. Thus, if the ground of politics is revealed as a bottomless abyss, the decision becomes its own ground. » (1999, p. 70) (Précisons ici que Torfing définit la politique comme une prise de décision dans un terrain structurellement indécidable; nous reviendrons sur cette question.) Néanmoins, les pratiques politiques consistent finalement à articuler des discours à partir de « signifiants flottants » (*floating signifiers*) ou de discours déjà existants. De plus, elle se déroule dans un terrain de lutte qui n'est pas lui-même politique (ni matériel, bien sûr), mais plutôt discursif (le champ du discursif). Mais plus encore, celui-ci, en permettant une indécidabilité structurelle, constitue la condition de possibilité de la politique : « the structural undecidability revealed by deconstruction seems to be the very condition for ethical-political decisions. » (1999, p. 67) En dernière analyse, c'est donc cette sphère idéelle qui est première, qui fonde la politique et le social.

matérielles historiques et sociales, mais plus encore parce qu'elle trouve *en elle-même* ses conditions de possibilité et d'impossibilité.

De la même manière, l'épistémologie et la méthodologie post-moderniste abstraient la dimension discursive de la totalité concrète et, en s'y confinant, excluent du champ visuel post-moderniste les conditions matérielles historiques et sociales (la totalité concrète) dans lesquelles cette dimension s'inscrit. À travers son épistémologie anti-fondationaliste et constitutive, le post-modernisme *renonce explicitement à connaître la réalité sociale* elle-même, la totalité concrète : puisque qu'il n'existe aucun fondement pour la connaissance, et puisque toute connaissance est constitutive d'un discours, toute appréhension de la réalité sociale est limitée à la dimension discursive qui la médiate et qui en constitue pour le post-modernisme les conditions de possibilité et d'impossibilité. Conséquemment, le post-modernisme privilégie au niveau méthodologique l'analyse du discours comme d'une sphère idéale autonome que l'on peut analyser indépendamment de la totalité concrète, des relations sociales matérielles dans lesquelles cette dimension s'inscrit pourtant. En cela, on peut considérer que le post-modernisme tombe – à l'instar du positivisme – dans une forme de *compartimentation méthodologique*⁴¹.

De même, le post-modernisme se confine dans une épistémologie compréhensive qui, si elle constitue une approche globale et relationnelle, se limite néanmoins au discours, à la totalité *symbolique*, abstraite de la totalité concrète. En d'autres termes, elle ne s'intéresse pas aux phénomènes sociaux eux-mêmes, elle ne tente pas de comprendre en quoi ils sont constitutifs de la totalité relationnelle concrète; elle tente plutôt de comprendre leur sens ou leur signification pour les acteurs en présence et de voir comment ils sont articulés discursivement en une totalité symbolique structurante⁴². Elle se limite ainsi à comprendre la réalité sociale *telle qu'elle apparaît*⁴³. La méthode de la déconstruction, même en révélant les discours dominés, exclus, « sous-jacents » aux discours

⁴¹Cette compartimentation méthodologique prend toutefois une forme particulière dans le post-modernisme : plutôt que de découper la réalité sociale en plusieurs compartiments, on délimite ici une sphère (un compartiment) idéale que l'on distingue de la réalité sociale en elle-même, celle-ci étant fondamentalement inaccessible. Cette dérive n'est évidemment pas assumé par le post-modernisme qui prétend, à travers sa conception holiste du discours, relier dialectiquement les diverses dimensions (économique, politique, sociale, etc.) de la réalité sociale. Mais plus profondément, ces dimensions sont simplement *vidées de leur substrat matériel et absorbées* par la sphère idéale, qui est elle-même déracinée de la totalité concrète. Le refus de la théorie du discours de distinguer les « conditions discursives » des « conditions non discursives » est symptomatique de cette tendance.

⁴²Au contraire, l'épistémologie compréhensive du marxisme vise à comprendre, à travers une approche globale (systémique et relationnelle) des phénomènes sociaux, comment ils s'inscrivent dans la totalité concrète, définie *matériellement*.

⁴³Le marxisme ne nie pas la « réalité » de cette « apparence », qui peut effectivement constituer une force matérielle réelle; il insiste par exemple sur le rôle majeur de l'idéologie dominante dans la reproduction du système capitaliste. Néanmoins, elle ne se limite pas à *décrire* cette idéologie dominante mais l'inscrit dans la totalité concrète et dans une vision *sociale* du monde particulière : elle la relie aux intérêts fondamentaux de la classe dominante.

dominants, ne permet pas de surmonter cette limite puisqu'elle refuse d'évaluer ces discours à partir de la totalité concrète, à partir de la réalité sociale matérielle⁴⁴.

Par ailleurs, si l'épistémologie historiciste du post-modernisme lui procure une perspective historique, celle-ci concerne exclusivement les transformations du discours – et non pas des phénomènes sociaux eux-mêmes –, ces transformations étant elles-mêmes fondées dans des conditions de possibilité et d'impossibilité discursives. En d'autres termes, le post-modernisme refuse de s'intéresser aux transformations historiques de la réalité sociale matérielle, de la totalité concrète⁴⁵. Or, en refusant ainsi de s'intéresser aux transformations historiques et sociales des conditions matérielles, les transformations de ce qui constitue pour le post-modernisme la sphère idéelle – de même que les relations sociales qu'elle structure – apparaissent comme *absolument contingentes en même temps que mécaniquement déterminées*. Au même titre que le positivisme, le post-modernisme se retrouve ainsi prisonnier d'une pensée antinomique.

Celle-ci se manifeste clairement dans la version la plus radicale du post-modernisme qui, en voulant éliminer toute référence aux « conditions non discursives » – ou, en d'autres termes, aux conditions matérielles historiques et sociales –, privilégie la méthode généalogique face à la méthode archéologique. Pour elle, les luttes de pouvoir qui produisent la transformation du discours – ainsi que des relations sociales sédimentées qu'il structure – ne peuvent être reliées à des conditions non discursives (à des conditions matérielles), puisque celles-ci sont toujours discursivement articulées dans le champ du discursif. C'est donc lui – le champ du discursif – qui constitue les conditions de possibilité et d'impossibilité fondamentales du discours et des pratiques discursives. Or, parce qu'on ne peut relier ce champ du discursif à la totalité relationnelle concrète, à des conditions matérielles structurantes (au contraire, il permet l'articulation d'une réalité sociale fondamentalement fragmentée), il est littéralement défini par la non fixité, par l'instabilité. Bref, il constitue un « abyss of infinite

⁴⁴Le *relativisme* du post-modernisme est ici tout à fait évident. Précisons que ce relativisme n'est pas assumé par le post-modernisme : « Does [...] discourse theory accept the relativist viewpoint that every belief on a certain topic is as good as every other? [...] The answer is 'no'. » (Howarth, 1995, p. 128) Néanmoins, l'évaluation d'un point de vue n'est possible que dans le cadre d'un discours commun : « the truth or falsity of propositions depends on the consistency and persuasiveness of the claims that are asserted within a particular community of practitioners who share a common discourse. » (1995, p. 128) Cependant, cette façon de résoudre le problème sans passer par une référence à la réalité concrète ne fait que le reproduire à un niveau supérieur, c'est-à-dire au niveau de l'évaluation des discours eux-mêmes. Dans le cas de la déconstruction, le problème reste donc entier, puisqu'elle révèle l'existence de discours contradictoires qu'elle refuse d'évaluer. Enfin, soulignons que de manière tout à fait paradoxale, et malgré que le post-modernisme assume ses fondements normatifs, son relativisme prend également au niveau méthodologique la forme d'une prétention à la neutralité axiologique typique du positivisme : « deconstruction does not recommend any particular ethics or politics. As Derrida says, 'deconstruction is inherently neither 'conservative' nor the contrary' (Derrida, 1988a : 141). » (Torfing, 1999, p. 67)

⁴⁵On retrouve ici ce qui distingue l'historicisme marxiste de l'historicisme post-moderniste : le marxisme s'intéresse aux transformations historiques de la totalité *concrète*; il trouve les « conditions de possibilité et d'impossibilité » de ces changements

play » (Torfing, 1999, p. 62) pour les luttes politiques, dont l'issue – l'articulation d'un nouveau discours structurant les relations sociales – devient ainsi fondamentalement et absolument contingente⁴⁶.

Or, puisque le post-modernisme abstrait une sphère idéelle autonome de la totalité concrète, il lui est impossible de questionner les conditions de possibilité (ou plutôt l'histoire sociale matérielle) de ces mêmes « conditions non discursives » (conditions matérielles) absorbées par le champ du discursif. Lorsqu'elles interviennent dans l'analyse – le plus souvent pour expliquer la dislocation soudaine d'un discours – elles interviennent donc toujours *de l'extérieur* : elles ne font pas elles-mêmes partie de l'analyse; on ne tente pas de voir comment elles se sont elles-mêmes historiquement constituées à travers les relations sociales concrètes. Bref, elles apparaissent comme des déterminants mécaniques nécessaires. En cela, le post-modernisme tombe, au même titre que le positivisme, dans une certaine forme de *réification*, qui n'est pas étrangère à la compartimentation méthodologique qu'il opère : ces conditions non discursives, ces conditions matérielles étant exclues du compartiment idéal étanche dans lequel il confine son champ visuel, elles n'apparaissent pas comme des relations sociales mais comme des « événements » arbitraires (incompréhensibles) en même temps que déterminants et inévitables.

Paradoxalement, en voulant éviter l'épiphiénoménalisme qui caractérise le matérialisme mécaniciste – celui-ci conçoit le politique et l'idéal comme des épiphénomènes du matériel (qui se résume ici à l'économique) –, le post-modernisme ne fait que le renverser en instituant les conditions matérielles en épiphénomène du discursif. De même, en cherchant à dépasser l'essentialisme et le déterminisme typiques du positivisme, il retombe finalement dans les mêmes limites et problèmes. Ainsi, à travers ses fondements ontologiques, épistémologiques et méthodologiques, le post-modernisme exclut tout substrat matériel de son champ visuel, et devient incapable (ou refuse) d'y inclure – et donc de questionner – la totalité sociale et historique concrète. Tout comme le positivisme, le post-modernisme s'inscrit donc parfaitement dans ce que Lukàcs appelle les sciences sociales « bourgeoises », incapables de concevoir leur « *propre substrat concret de réalité*, [qui] passe méthodologiquement et fondamentalement pour *insaisissable* » ([1923], p. 134). En ce sens, le post-modernisme, malgré ses prétentions critiques, ne dépasse pas les écueils typiques de la vision sociale

dans la production et la transformation historiques – à travers le mouvement structurant des relations sociales antagoniques (des rapports de production) – des conditions matérielles qui constituent la totalité concrète.

⁴⁶Le marxisme ne nie pas le caractère contingent de l'issue des luttes politiques. Néanmoins, ces luttes sont structurées et leurs issues possibles limitées par le « terrain *matériel* » dans lequel elles s'inscrivent. Ce terrain étant lui-même historiquement structuré par le mouvement des rapports sociaux antagoniques qui le constituent, il n'y a pas non plus ici de déterminisme mécanique de l'issue des luttes par des conditions matériels réifiées.

du monde de la classe dominante. Nous verrons maintenant que, de la même manière que cette vision sociale du monde le confine dans un champ visuel tronqué, elle limite radicalement sa portée critique : plus précisément, nous verrons que l'impuissance de sa critique est le symptôme des tendances conservatrices qui caractérisent son horizon idéologique.

3.2.2 L'horizon idéologique du post-modernisme : des tendances conservatrices

En refusant de concevoir la réalité sociale comme une totalité concrète, en excluant les conditions matérielles sociales et historiques de son champ visuel, le post-modernisme tombe finalement – et ce bien qu'il s'en défende – dans l'*idéisme*⁴⁷ : parce qu'il abstrait la dimension discursive de la totalité concrète et qu'il l'érige en sphère idéale autonome et surdéterminante, ce sont pour lui les produits de la conscience humaine – les discours, les représentations, les identités, le sens, les interprétations – qui deviennent les conditions de possibilité de la réalité sociale, qui la structurent et qui en constituent en dernière analyse le substrat fondamental. Or, de tels présupposés sont étroitement liés à des tendances conservatrices, typiques de l'idéalisme.

Ces tendances prennent d'abord la forme d'une incapacité (d'un refus) du post-modernisme à effectuer une critique *radicale* de la réalité sociale, incapacité qui se manifeste clairement dans ses fondements normatifs. Ainsi, malgré le potentiel critique de sa prise de position anti-totalitariste, sa perspective idéaliste condamne finalement cette critique à l'impuissance. De la même manière que, dans ses postulats fondamentaux, le post-modernisme se confine dans une sphère idéale abstraite de la totalité concrète, sa critique et sa lutte se restreignent aux méta-discours essentialistes, totalisants et dominants. En effet, la sphère idéale étant conçue comme surdéterminante et autonome – ce sont les discours qui structurent les relations sociales, celles-ci s'inscrivant en dernière analyse dans le champ du discursif –, elle constitue pour le post-modernisme le lieu privilégié – voire même le seul lieu possible – de la critique et de la lutte. Ainsi, sa lutte contre le totalitarisme prend la forme d'une critique des discours essentialistes et totalisants – et notamment du fondamentalisme – puisqu'ils sont

⁴⁷C'est sur la base de son ontologie dualiste que le post-modernisme prétend éviter l'idéalisme et défendre un matérialisme authentique. Pour arriver à de telles conclusions sur lui-même et être en mesure de contourner l'étiquette idéaliste qui lui est si souvent attribuée, le post-modernisme se voit cependant contraint de proposer une définition tout à fait marginale du matérialisme et de l'idéalisme. Ainsi, pour lui, le matérialisme correspond à « the affirmation of an irreducible distance between thought and reality » (Torfing, 1999, p. 45) alors que l'idéalisme consiste dans « an idealist reduction of the distance between thought and object » (1999, p. 46). Soulignons également que sur la base de ces définitions, Torfing – à la suite de Laclau et Mouffe – considère le matérialisme historique de Marx comme un idéalisme. Nous retiendrons pour notre part la définition de l'idéalisme proposée par Nadeau : « Toute doctrine selon laquelle l'existence du sujet est une condition nécessaire de l'existence des objets; ou encore, en d'autres termes, toute doctrine soutenant que la réalité est fondamentalement de nature mentale.[...] La forme contemporaine la plus répandue de l'idéalisme porte sur le lien entre langage et réalité : nous créons en un certain sens le monde que nous habitons en utilisant des catégories sociales et linguistiques dépendantes de l'esprit. » (1999, p. 306)

considérés comme une menace majeure pour la liberté et la démocratie (pour la démocratie libérale), et donc comme l'une des premières sources de l'oppression et de la domination⁴⁸ :

The *immediate future* looks set to deliver some major problems, of which discourse theory seems to hold the key, at least at the theoretical level. I shall here mention four of the most urgent problems. The *first* is the rise of fundamentalist movements. [...] In a nutshell, fundamentalism involves a more or less militant reassertion of 'non-negotiable moral values and essentialist identities' (Mouffe 1993a : 6). Fundamentalist reassertion often leads to the denial of the rules of the game of liberal democracy and is often accompanied by self-sufficient withdrawal from public and communal spaces at the local, national and international levels. As such, we might view fundamentalism as inherently anti-democratic and reactionary. (Torfing, 1999, p. 6; c'est l'auteur qui souligne)

Puisqu'il trouve dans la nature essentialiste de certains discours la principale source des dérives autoritaires, il s'agit pour le post-modernisme de contrer de tels discours en proposant lui-même un discours anti-essentialiste : « One way to undercut fundamentalist reassertions is to question the whole idea of fundamental values and essential identities. Discourse theory makes an important contribution in this respect as it is radically anti-essentialist. » (1999, p. 6)

En d'autres termes, la lutte post-moderniste prend la forme non pas d'une lutte contre les conditions qui font naître l'oppression et le totalitarisme, mais d'une critique des discours essentialistes, auxquels il oppose un discours ouvert et pluraliste qui permettra – à travers des luttes politiques discursives visant à le promouvoir – à la multiplicité et à la diversité des identités de s'exprimer librement. Ainsi, c'est à travers sa critique « immanente » des représentations sociales dominantes et la promotion d'une nouvelle formation discursive – la démocratie pluraliste radicale – que le post-modernisme – dans sa version la plus critique – prétend constituer une nouvelle hégémonie et transformer l'organisation des relations sociales :

According to Mouffe, 'the objective of the Left should be the extension and deepening of the democratic revolution initiated two hundred years ago' (Mouffe, 1992a, p. 1). The Left must learn from the tragic experience of totalitarianism and should seek to advance a radical plural democracy. Liberal democracy should not be rejected as a sham, but should rather be radicalized *through an immanent critique of its limitations*. [...] This brings us to a crucial aspect of radical plural democracy, which has to do *with its capacity to engender political struggles* and unify them into a new hegemonic project for the Left. The argument starts from the observation that

⁴⁸Il est intéressant de souligner comment de tels arguments sont exploités par l'administration néo-conservatrice actuellement au pouvoir aux États-Unis pour justifier ses interventions militaires au Moyen-Orient. La proximité de la position post-moderniste avec le libéralisme devient tout à fait évidente chez Howarth : il souligne que l'impossibilité d'évaluer les discours à partir d'un fondement objectif « does not mean, however, that discourses that may be offensive (to the values of liberal democratic societies, for example) should be tolerated. Efforts can, and should, be made to criticise and change other discourses, as well as elements of the discourses we inhabit, as long as these modifications are not presented as universal truths that are not vulnerable to criticism and revision. » (1995, p. 128)

hierarchical relations of subordination provide the necessary but not sufficient condition for the rise of political struggles against oppression. Relations of subordination are only transformed into sites of democratic antagonism *when they are confronted with the liberal democratic quest for freedom and equality* (Laclau and Mouffe, 1985 : 159-65). (Torfing, 1999, p. 247; 256-257)⁴⁹

Il ne s'agit pas ici de nier l'importance des luttes idéologiques et hégémoniques. En cela, le matérialisme dialectique revendique tout à fait l'apport fondamental d'Antonio Gramsci, qui a su réaffirmer – contre le matérialisme mécaniciste typique de la social-démocratie – l'importance de cette dimension. Cependant, *parce qu'elles se limitent à cette dimension* – considérée comme une sphère autonome des conditions matérielles – la critique et les luttes du post-modernisme sont vouées à l'impuissance et aboutissent finalement à des tendances conservatrices. Pour le marxisme, les conditions de possibilité des discours d'oppression et de domination, de même que les conditions de possibilité du totalitarisme, se trouvent *dans des conditions matérielles particulières*, et non pas *dans la nature des discours eux-mêmes*. Ce n'est que dans de tels conditions que ces discours (fondamentalistes, autoritaires, haineux) peuvent avoir une emprise et devenir une véritable force matérielle. De manière plus générale, la domination et l'oppression *constituent elles-mêmes des rapports sociaux réels, matériels*; en cela, elles ne proviennent pas de la nature d'un discours mais s'enracinent dans des conditions matérielles, dans un système concret de relations sociales antagoniques. Il est d'ailleurs symptomatique que le post-modernisme, bien qu'il insiste sur les notions de domination et d'oppression, évacue complètement les rapports sociaux d'*exploitation* de son champ visuel et de sa critique.

Or, parce que les conditions matérielles qui constituent la totalité concrète sont exclues de son champ visuel, le post-modernisme se rend incapable d'élaborer une critique et de devenir un outil de lutte efficaces contre l'exploitation, la domination et l'oppression qui caractérisent les relations sociales capitalistes. Même si, dans sa version la plus radicale, le post-modernisme se revendique du socialisme et prétend lutter pour l'abolition des relations capitalistes de production, cette lutte prend une forme parfaitement *utopique*, dans la mesure où elle ne s'inscrit pas dans un rapport de force concret (il n'est question nulle part de la capacité de résistance de la classe capitaliste, ni même d'ailleurs de la classe capitaliste tout court), mais dépend plutôt de la nature du discours avancé par le post-modernisme :

Whereas liberal democracy aimed to draw a rigid line of demarcation between the public sphere of democratic politics and the private sphere of economic liberalism, the struggle for a radical plural

⁴⁹Souligné par nous. Ainsi, c'est la nature du discours de la démocratie libérale qui suscite les luttes contre les « relations de subordination ». Notons que ce discours est ici opposé aux « relations de subordination », et qu'il n'est pas lui-même inscrit dans des relations sociales antagoniques, dans un rapport de force historique.

democracy seeks to displace the quest for freedom and equality to the economic sphere, thereby undermining the traditional private-public divide. Such a displacement makes it possible to envisage the intrinsic link between the struggle for radical plural democracy and the struggle for socialism. As Laclau and Mouffe contend, 'every project for radical democracy implies a socialist dimension, as it is necessary to put an end to capitalist relations of production, which are the roots of numerous relations of subordination; but socialism is one of the components of radical democracy, not vice versa' (Laclau and Mouffe, 1985, p. 178). (Torfing, 1999, p. 256)⁵⁰

Le socialisme défendu ici s'apparente donc au « socialisme petit-bourgeois » analysé par Marx et Engels, qui « est à la fois réactionnaire et utopique. » ([1847-1848], p. 59)⁵¹ Et en effet, de la même manière qu'il renonce à connaître la réalité sociale elle-même, le post-modernisme *renonce finalement à agir sur elle*, sur la totalité concrète et les relations sociales matérielles qui la constituent. On retrouve ici un certain *fatalisme politique* typique du biais conservateur positiviste : à travers ses présupposés idéalistes, le post-modernisme refuse de remettre en question la totalité concrète, de lutter pour transformer ces conditions matérielles elles-mêmes. Torfing souligne d'ailleurs lui-même le caractère limité de la « démocratie pluraliste radicale », qui n'est qu'une réarticulation idéaliste de la formation discursive que constitue la démocratie libérale :

It should be noted that Laclau and Mouffe's understanding of radical plural democracy differs from many other forms of radical or participatory democracy inasmuch as it does not involve a rejection of the liberal democratic regime. 'The aim is not to create a completely different kind of society, but *to use the symbolic resources of the liberal democratic tradition* to struggle against relations of subordination not only in the economy but also those linked to gender, race, or sexual orientation, for example' (Mouffe, 1990, p. 57-58)⁵².

Ce fatalisme politique – ce refus d'une transformation radicale de la société – qui accompagne l'idéalisme du post-modernisme devient tout à fait évident lorsque l'on considère sa conviction dans l'impossibilité de l'émancipation et sa critique des luttes émancipatrices. Rappelons que cette conviction se fonde d'abord sur la conception post-moderniste du sujet, qui s'inscrit tout à fait dans son idéalisme. Le sujet est ici complètement abstrait de ses conditions matérielles d'existence et des relations sociales historiques (de la totalité concrète) dans lesquels il s'inscrit : il n'est pas

⁵⁰Si le marxisme comprend lui aussi la lutte pour le socialisme comme une lutte en faveur d'une extension et d'un approfondissement de la démocratie, cette lutte se situe pour lui fondamentalement dans un rapport de force concret, qui *inclut* la « lutte discursive » (idéologique) – celle-ci pouvant par ailleurs être décisive. À cet égard, on peut souligner l'inconséquence des auteurs : alors que les « relations capitalistes de production » font ici une de leurs très rares apparitions dans la théorie du discours et qu'elles sont soudainement, de manière parfaitement éclectique, considérées comme étant « à la racine » des relations de subordination, leur abolition n'est pas considérée comme étant « à la racine » de l'avènement de la « démocratie pluraliste radicale » ; au contraire, elle n'en constitue qu'un corollaire, voire même un *effet*. On voit bien ici comment le discours est considéré comme indépendant – et même déterminant – de ses conditions matérielles.

⁵¹On retrouve ici l'antinomie fatalisme/utopisme.

⁵²Souligné par nous.

fondamentalement conçu comme un être matériel, naturel, caractérisé par des besoins tout aussi matériels et naturels, mais plutôt comme un vide originel, comme un être pénétré par un « manque constitutif » qui cherche à le combler en se définissant, en s'identifiant. L'émancipation ne consiste donc pas pour le post-modernisme à se libérer d'un système concret de relations sociales fondées sur l'exploitation et la domination; elle consiste plutôt à s'émanciper de sa propre incomplétude fondamentale et à atteindre une identité complète, définitive. Or, cet objectif est pour le post-modernisme fondamentalement irréalisable puisque le sujet est pénétré d'une incomplétude originelle et constitutive. C'est également sur la base de sa conception du discours – pénétré de l'incomplétude originelle du sujet et de l'objet desquels il émerge – que le post-modernisme renonce finalement explicitement à la lutte émancipatrice :

The struggle for a radical plural democracy provides the Left with a new hegemonic project potentially capable of engendering and unifying a broad range of progressive political struggles. However, radical plural democracy provides neither an actually realizable blueprint nor in principle an achievable utopia that we should seek to realize as far as possible. The reason for this is to be found in the fact that plural democracy can be conceived as radical in at least two senses. The first has to do with the gradual displacement of the democratic imaginary to all spheres of society⁵³. The second concerns the basic tension between the liberal and democratic aspects of plural democracy, and the fact that the condition of possibility of a further democratization of society is also the condition of impossibility. From the latter it follows that radical plural democracy will always be an incomplete and conflictual project. [...] The paradox is that the concept of radical plural democracy 'is precisely not 'radical' in the sense of pure, true democracy; its radical character implies, on the contrary, that we can save democracy only by taking into account its own radical impossibility' (Zizek, 1989 : 6). It is the very impossibility of a fully achieved democracy that prevents radical plural democracy from constituting a distant, but perfectly realizable, telos. We might, therefore, conclude that radical plural democracy, rather, takes the form of a promise: the promise of a democracy to come in the Derridean sense of the term. (Torfing, 1999, p. 257-258)

Ce renoncement du post-modernisme à l'émancipation – son fatalisme politique – est également lié à son refus de concevoir la réalité sociale comme une totalité concrète. Sa conception fondamentalement fragmentée de la réalité sociale et des luttes exclut toute remise en cause globale, radicale de celle-ci. Pour le marxisme, les conditions de l'émancipation se trouvent au sein même de cette totalité concrète : elles se trouvent notamment dans la constitution et l'accroissement historique d'un sujet collectif – la classe ouvrière – ayant un intérêt fondamental dans le renversement et le dépassement du système capitaliste de relations sociales, fondé sur l'exploitation et la domination. Au contraire, l'objectif d'émancipation devient pour le post-modernisme fondamentalement irréalisable puisqu'elle dépend d'un sujet abstrait de la totalité concrète, ontologiquement fragmenté – en dernière

⁵³On reconnaît ici la stratégie gradualiste – typique du réformisme – défendue par la social-démocratie au tournant du siècle dernier, et qui a éventuellement abouti à l'abandon complet de l'objectif socialiste.

analyse, on retrouve l'individu – et n'ayant aucun autre intérêt fondamental que celui de s'identifier. Mais plus encore – et c'est ici que les tendances conservatrices qu'impliquent les présupposés idéalistes du post-modernisme sont le plus claires –, parce qu'elles visent selon lui à imposer un discours fermé et définitif, les luttes émancipatrices – dans lesquels le post-modernisme inclut les grands projets de transformation radicale de la société – constituent, au même titre que le fondamentalisme, l'une des sources de l'oppression et de la domination – voire même du totalitarisme⁵⁴. En d'autres termes, la remise en cause globale de la totalité concrète est ici explicitement refusée par le post-modernisme.

C'est ainsi que le post-modernisme tombe dans les pièges idéologiques typiques de l'idéalisme. Et en cela, leurs prétentions critiques s'apparentent tout à fait à celles des idéalistes jeunes-hégéliens :

Pour les jeunes-hégéliens, représentations, idées, concepts et d'une manière générale les produits de la conscience qu'ils avaient eux-mêmes autonomisés, sont les véritables chaînes de l'homme [...]. On comprend alors pourquoi les jeunes-hégéliens ont seulement à combattre [...] ces illusions de la conscience et pourquoi la transformation de la conscience dominante est le but qu'ils s'efforcent d'atteindre. Comme, dans leur imagination, les rapports des hommes, tous leurs faits et gestes, leurs chaînes et leurs limites sont des produits de leur conscience, les jeunes-hégéliens, en toute logique, proposent aux hommes ce postulat moral : échanger leur conscience actuelle contre la conscience humaine, critique ou égoïste, pour supprimer ainsi leurs limites. Exiger de la sorte de transformer la conscience, c'est exiger à interpréter différemment ce qui existe, c'est-à-dire à l'accepter au moyen d'une autre interprétation. En dépit de leurs mots vides de sens qui prétendent « bouleverser le monde », les idéologues jeunes-hégéliens sont les plus grands conservateurs. Les plus jeunes d'entre eux ont trouvé la bonne formule pour qualifier leur activité en affirmant qu'ils combattent uniquement « de grands mots vides de sens ». Ils oublient seulement qu'eux-mêmes n'opposent à ces grands mots vides de sens que de grands mots vides de sens et qu'ils ne combattent nullement le monde réellement existant, en combattant seulement les grands mots vides de sens. (Marx et Engels, [1845-1846], p. 46)

3.3 Conclusion

Notre critique réflexiviste et marxiste du courant d'analyse post-moderniste a montré que malgré ses prétentions critiques, et malgré qu'il prétend opérer une véritable révolution épistémologique, ses présupposés fondamentaux s'inscrivent parfaitement – et au même titre que le positivisme – dans la vision sociale du monde de la classe dominante, qui limite de la même manière son champ visuel. Notre démarche nous a également permis de préciser davantage l'ontologie matérialiste du marxisme,

⁵⁴Le « méta-discours émancipateur marxiste » est ici ouvertement visé par le post-modernisme (Howarth, 1995, p. 115). Il est d'ailleurs intéressant de constater ici la parenté d'une telle position avec l'analyse libérale et idéaliste du totalitarisme soviétique. Celle-ci trouve dans la nature de la théorie marxiste les causes de la dérive totalitaire du régime, et exclut de cette explication toute référence aux conditions matérielles historiques et sociales particulières qui caractérisaient la Russie de l'époque. L'analyse de Martin Malia (2003) est à cet égard exemplaire.

ainsi que son épistémologie compréhensive et historiciste, qu'il convient de distinguer de la version idéaliste du post-modernisme. Il s'agira maintenant de voir comment ces limites idéologiques du post-modernisme s'incarnent dans l'analyse discursiviste de la crise de l'État-providence.

CHAPITRE IV

LE POST-MODERNISME DANS LA LITTÉRATURE CONCERNANT LA CRISE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

Ce chapitre vise à appliquer la critique réflexiviste et marxiste du post-modernisme effectuée au chapitre précédent à une analyse de la crise de l'État-providence représentative de ce courant. Nous souhaitons ici montrer comment les limites idéologiques du post-modernisme se manifestent au niveau de l'analyse spécifique. Notre démarche devrait également nous permettre d'entrevoir que ces limites s'apparentent aux écueils de l'analyse néo-institutionnaliste de la crise de l'État-providence.

En continuité avec la critique générale du courant post-moderniste, qui s'est effectuée à partir d'une analyse de la théorie du discours, nous avons retenu l'analyse de l'État-providence produite par Jacob Torfing dans un chapitre de son ouvrage concernant cette théorie : *New Theories of Discourse* (1999), chapitre 12. Si nous avons choisi ce texte de Torfing plutôt que son analyse plus exhaustive de l'État-providence (1998), c'est avant tout parce que l'auteur vise explicitement dans ce chapitre à illustrer l'application de la théorie du discours à l'étude de cas spécifiques : « *Part IV* (chapters 10-12) illustrates how discourse theory can be applied in more specific studies : to the politics of nationalism and racism, the politics of mass media, and the politics of the modern welfare state. » (1999, p. viii)

Tout comme Esping-Andersen, Torfing ne se limite pas à l'analyse de la crise de l'État-providence mais tente également de cerner la nature de l'État-providence lui-même et d'en comprendre l'émergence, ce qui lui permet d'illustrer toutes les étapes de l'analyse discursiviste. Le choix de la théorie du discours et de Jacob Torfing comme représentants du post-modernisme dans cette littérature s'est imposé de lui-même. S'il existe plusieurs analyses de l'État-providence clairement influencées par ce courant, très peu d'entre elles reconnaissent cette influence. De plus, elles abandonnent définitivement toute référence aux racines marxistes – et plus précisément gramsciennes – desquelles la théorie du discours se revendique. Même si Torfing s'en éloigne significativement – il se qualifie plutôt de néo-gramscien – ces origines enrichissent son analyse et en font un interlocuteur

particulièrement pertinent pour la critique marxiste. Enfin, précisons que nous tenterons néanmoins de référer aux autres analyses d'influence post-moderniste lorsque cela sera pertinent.

4.1 L'exemple de l'analyse de Jacob Torfing

Dans ses travaux concernant l'État-providence, l'objectif central de Torfing est d'appliquer la théorie du discours « to the reproductive aspects of the institutional ensembles of state and economy » (1999, p. 225), dimension traditionnellement négligée par les tenants de cette approche : « The focus has instead been the study of ideological formations in civil society, the construction of the identity of new political subjectivities, and the disruptive effects of societal dislocation. » (1999, p. 225) La thèse défendue par l'auteur dans son chapitre concernant l'État-providence est qu'une telle application de la théorie du discours devrait permettre de dépasser les divers limites et problèmes rencontrés par les analyses non discursives de l'État-providence, qu'il s'agisse des analyses « classiques » de l'État-providence (l'auteur fait référence aux ouvrages de T. H. Marshall (1965) et de Richard Titmuss (1974)), des théories libérales ou des théories marxistes.

Selon Torfing, ces analyses sont d'abord caractérisées par une conception étroite de l'État-providence : les analyses classiques le réduisent à « the presence of political rights » (1999, p. 227) ou à « its different historical forms » (1999, p. 227); les théories libérales le réduisent à « a high level of public social expenditure » (1999, p. 227) et les théories marxistes à « a combination of state-run welfare programmes and state governing of the economy » (1999, p. 227). Les analyses non discursives de l'État-providence sont également caractérisées par divers problèmes liés à leur tendance à expliquer son émergence en termes d'agence ou de structure : l'auteur souligne « the one-sidedness¹, methodological problems² and objectivist bias³ of the traditionnal explanations » (1999, p. 231).

Or, Torfing soutient que la théorie du discours permet d'une part d'élaborer « an analytical definition of the welfare state in terms of its forms and functions [that] conceive the welfare state in somewhat *broadier* terms » (1999, p. 227), et d'autre part de dépasser les problèmes associés au débat structure/agence en expliquant le développement de l'État-providence « in terms of *the interplay of*

¹C'est-à-dire que ces analyses sont incapables d'intégrer à la fois la structure et l'agence et insistent sur l'un au détriment de l'autre.

²L'auteur réfère ici à « all the methodological problems associated with functionalist, rationalist and instrumentalist modes of explanation » (1999, p. 231), sans toutefois préciser davantage la nature de ces problèmes.

³« Under the spell of the metaphysics of presence [...] they tend to see either structure or agency as a fully constituted starting point for the analysis of the modern welfare state. » (1999, p. 231)

open-ended political strategies and ambiguous structures and institutions. » (1999, p. 231) Cette approche doit également lui permettre d'analyser la crise de l'État-providence.

4.1.1 La nature de l'État-providence : une formation discursive

Torfinng conçoit l'État-providence dans sa dimension discursive, c'est-à-dire comme « an empty signifier⁴ that functions as a *nodal point*⁵ » (1999, p. 225) et qui, en unifiant les « discursive formations of political strategies, institutional forms and power networks » (1999, p. 225), a pu se constituer lui-même en « formation discursive » (*discursive formation*)⁶. C'est sur cette base que l'auteur propose une définition analytique de l'État-providence qui précise ses *formes* et ses *fonctions*.

En tant que formation discursive, l'État-providence prend la forme d'une articulation de divers discours. Ainsi, l'État-providence est de manière générale conçu par Torfinng « as the articulation of historical forms of state, economy and civil society in a historical bloc, which is capable of generating a high level of wealth, welfare and social harmony. » (1999, p. 227) Durant la période d'après-guerre, l'État-providence moderne prend dans les pays capitalistes avancés une forme particulière et est caractérisé par « its articulation of a socially responsible state, an organized capitalist market economy, and a civil society of private associations and households that to an increasing degree are organized around consumption. » (1999, p. 228)

Plus précisément, l'État-providence moderne articule les formes institutionnelles préconisées par Keynes, Ford et Beveridge : la relation entre l'État et l'économie est caractérisée par « *Keynesian-type economic state interventions* » (1999, p. 228); la relation entre l'économie et la société civile est marquée par « the *Fordist compromise* » (1999, p. 228); et la relation entre l'État et la société civile « generally took the form of a *Beveridgean welfare system* » (1999, p. 228). Au niveau de ses institutions concrètes et des réseaux de pouvoir qu'elles incarnent, l'État-providence moderne articule

⁴Un « signifiant vide » (*empty signifier*) est un signifiant sans contenu de sens, sans signifié : « A signifier without a signified. A signifier is emptied of any precise content due to 'the sliding of the signifieds under the signifier'. Democracy is an empty signifier as the signifier of democracy is so over-coded that it means everything and nothing. » (1999, p. 301) Le concept d'État-providence a ainsi été l'objet de constructions historiques différenciées : il a notamment été construit comme un élément du discours « transformiste » de l'Allemagne de Bismarck, du discours de reconstruction d'après-guerre en Grande-Bretagne et du discours de la social-démocratie danoise (1999, p. 226-227).

⁵« An empty signifier that is capable of fixing the content of a range of floating signifiers by articulating them within a chain of equivalence. » (1999, p. 303) Précisons que dans le cas de l'État-providence, « we might say that health, housing, education, social assistance, full employment, etc. constitute an equivalential chain that establishes the meaning of the welfare state. » (1999, p. 225) Enfin, un « signifiant flottant » (*floating signifier*) est un « signifier that is overflowed with meaning because it is articulated differently within different discourses. » (1999, p. 301)

⁶« A discursive formation is a result of the articulation of a variety of discourses into a relatively unified whole. » (1999, p. 300)

des discours particuliers concernant son mode d'organisation, qui convergent dans le mode d'organisation spécifique du contrôle bureaucratique : « The concrete mode of organization of administrative and economic institutions was informed, first, by the discourses of Weberian bureaucracy (hierarchical control) and Taylorism (scientific management) and, later, by the discourse of Human Relations (manipulation of informal norms and habits). » (1999, p. 229)

L'articulation de ces discours correspond aux *fonctions* principales de l'État-providence, qui concernent la *reproduction sociale* : « we might start off by assuming that, generally speaking, the welfare state is concerned with the provision of political, economic and social conditions for the extended reproduction of the population. » (1999, p. 227) Plus spécifiquement, l'État-providence « has generally helped to secure the reproduction of capitalism by modifying the market forces. » (1999, p. 226)

Ainsi, l'articulation des discours keynésien, fordiste et beveridgien a favorisé la reproduction extensive de la population et de l'économie capitaliste de l'État-providence : « Within society at large the discursive formation of the welfare state has generally contributed to filling the gap opened up by the recognition that capitalist market economy lacks capacity to reproduce itself. » (1999, p. 226) La stratégie keynésienne de gestion contra-cyclique de la demande « contributed to the moderation of economic fluctuations, thus permitting private business firms to anticipate market stability on the basis of which investments could be committed » (1999, p. 228). Cette régulation institutionnelle a également été permise par le compromis fordiste « according to which the worker's acceptance of the introduction of new means of mass production was paid for by real wage rises, which in turn enabled the workers to purchase the standardized consumer goods they themselves produced at the semi-automatic assembly lines » (1999, p. 228). Enfin, le système Beveridgien « generalized the Fordist norms of mass consumption by expanding a comprehensive social welfare system based on state funded insurance schemes, social assistance programmes, and public health care » (1999, p. 228). Quant à l'articulation des discours weberien, tayloriste et des « Relations humaines », elle correspond elle aussi à la fonction régulatrice de l'État-providence :

Common to these discourses was the attempt to increase efficiency, maximize control, and unify complex and fragmented institutions. The large bureaucratic organizations that constitute the backbone of the modern welfare state target both the macro-body of the population and the micro-bodies of the individuals with their power strategies. Both are seen as important resources for the generation of wealth. Individual bodies are disciplined by anonymous forms of regulation [...]. (1999, p. 229)

Enfin, Torfing souligne que malgré son caractère totalisant, la formation discursive de l'État-providence trouve ses conditions de possibilités et d'impossibilité dans un « extérieur constitutif » (*constitutive outside*) qu'elle ne peut éliminer, malgré ses tendances à laminer toutes les aspérités du social dans une unité apparemment harmonieuse. En effet, les divers discours qui constituent la formation discursive de l'État-providence moderne sont unifiés par un *imaginaire social*⁷ particulier : « The discursive formation of the modern welfare state has been held together by a social imaginary. This tend to invoke a society that does not exist : a fully integrated society based upon freedom, equality and solidarity » (1999, p. 229) Cet imaginaire social est marqué par le principe de l'égalitarisme en même temps que par celui de la stratification :

The egalitarian logic of citizenship tends to cancel out the differential character of social identities by constructing a certain sameness in terms of membership of a fully constituted community. However, this process of equalization gives way to a process of stratification. The recipients of social benefits and the users of social welfare services, as well as economic actors in the corporate policy networks and employees in the Fordist factories and the public sector, become divided, differentiated and classified according to type, skills, competence, function, etc. (1999, p. 229-230)

C'est l'ambiguïté de ce double principe qui permet de construire la société comme une unité harmonieuse et d'en atténuer les antagonismes : « The undecidable play of equalization and stratification tends to undermine the potential for popular struggle and resistance, and thus helps to sustain the vision of society as a corporate body. [...] No antagonisms exist between particular identities as everyone is constructed as a partner » (1999, p. 230) Toutefois, la formation discursive de l'État-providence ne peut maîtriser ou éliminer tout à fait ces antagonismes; ceux-ci sont donc construits comme des menaces « externes » à l'État-providence, comme des « ennemis » qui le constituent néanmoins puisqu'ils contribuent à le définir. En d'autres termes, ils forment son extérieur constitutif :

social antagonism are not entirely eliminated by the one-nation project of the modern welfare state; rather, they are displaced to a constitutive outside. The constitutive threat to the modern welfare state takes a variety of forms : political movement on the extreme Right or the extreme Left that reject the universalist and rationalist pretensions of the welfare state; competitive pressures from the other capitalist economies upon the national growth model; a pre-modern lack of social understanding, which is represented as the dark past of the Enlightened welfare state; allegedly 'postmodern' tendencies towards individualization and fragmentation, which supposedly undermine solidarity; etc. (1999, p. 230)

⁷ « A social imaginary is a myth in which the fullness of the surface of inscription continues to dominate. As a result, the somewhat limited myth is transformed into an unlimited horizon for the inscription of any social demand. » (1999, p. 305) Précisons qu'un mythe est « a principle of reading of a given situation » (1999, p. 303) et que « the function of myth is to suture the dislocated space by means of constructing a new space of representation. » (1999, p. 303)

4.1.2 L'émergence de l'État-providence : sa généalogie

La théorie du discours n'analyse pas l'émergence et le développement de l'État-providence en fonction de causes explicatives; elle tente plutôt d'en comprendre la généalogie, c'est-à-dire de voir comment il s'est construit discursivement. Bien que Torfing présente deux exemples de « discourse-theoretical approach to the study of the conflictual emergence of the modern welfare state » (1999, p. 233)⁸, nous ne retiendrons que l'analyse de Donzelot, qui concerne directement « the articulation of Beveridgeanism, Fordism and Keynesianism » (1999, p. 232-233) et qui tente davantage de comprendre l'émergence de l'État-providence « in terms of the interplay of open-ended political strategies and ambiguous structures and institutions. » (1999, p. 231)

Pour Donzelot, le point de départ de cette analyse se trouve dans la Déclaration des droits et libertés, qui constitue en quelque sorte l'élément déclencheur à l'origine d'une situation conflictuelle concernant l'interprétation du rôle de l'État : « According to Donzelot, the proclamation of rights gave rise to conflicting interpretations of the role of the state. » (1999, p. 234) Alors que certains considèrent que l'application de cette déclaration passe par l'abolition du capitalisme (discours socialiste), d'autres affirment que la liberté individuelle s'en trouverait brimée (discours libéral).

C'est dans ce contexte de dislocation que parvient à s'imposer un discours de solidarité, de droits sociaux et d'intervention de l'État qui articule des éléments de ces deux interprétations et émerge comme solution pratique : « The proposed solution to this conflict inherent to the Republic's political foundation was the advancement of a discourse of solidarity, social rights and state intervention. » (1999, p. 235) Deux facteurs permettent à ce discours de s'imposer contre les discours socialiste et libéral : « the basic conviction that social problems should be solved by improving social milieu rather than by declaiming moral and political maxims » (1999, 235) lui fournit sa condition discursive de possibilité (*discursive condition of possibility*); et la technique des assurances lui assure la victoire contre les discours alternatifs. Une fois constitués, le discours de solidarité et l'assurance sociale deviennent les structures et institutions ambiguës (*ambiguous structures and institutions*) qui participent à la dynamique du développement de l'État-providence : elles deviennent le cadre de référence commun des stratégies et luttes politiques qui le concernent⁹. « In sum, social insurance was

⁸Il s'agit d'une analyse de l'émergence du « liberal welfare discourse » (1999, p. 234) en Grande-Bretagne et d'une généalogie de l'État-providence français. Pour la première, Torfing reprend l'analyse de Mitchell Dean, effectuée dans son ouvrage *The Constitution of Poverty* (1991). En ce qui concerne la seconde, Torfing fait référence à l'ouvrage de Jacques Donzelot, *L'invention du social* ([1984] 1994).

⁹En d'autres termes, elles constituent « a more or less coherent framework for what can be said and done. » (1999, p. 300)

able, through its emphasis on the socialization of risk, to present itself as an alternative to liberal individualism without giving in to socialist collectivism. » (1999, p. 235).

C'est donc dans ce cadre que sont articulés, à travers les luttes et stratégies politiques, les discours fordiste, beveridgien et keynésien. Ainsi, le discours fordiste et tayloriste – qui permet un contrôle industriel fondé sur la rationalisation de la production – constituent une concession de l'État aux employeurs, et plus précisément une solution pratique à la réduction de leur pouvoir arbitraire dans l'usine par le discours de solidarité : « The advancement of the discourse of Fordism and Taylorisme provided the solution to the breakdown of the paternalistic system of control. » (1999, p. 236) Le discours beveridgien émerge quant à lui comme un compromis entre employeurs et travailleurs pour faire accepter à ces derniers le nouveau système de contrôle fordiste et tayloriste :

The workers were persuaded to support the introduction of Fordism on the grounds that their means of consumption were augmented by indexing real wages to rising productivity rates. The outcome was the articulation of the Fordist system with the discourse of social rights – later epitomized by the Beveridge report. (1999, p. 236)

Néanmoins, le compromis fordiste entre employeurs et travailleurs n'élimine pas la lutte des classes puisqu'il devient lui-même l'objet d'un conflit d'interprétation : « Fordism gives rise to intense fights over the minimum time in which a job can be done. » (1999, p. 236) Alors que les syndicats s'inscrivent dans une logique de rationalité sociale (*social rationality*) selon laquelle la protection sociale des travailleurs doit prédominer, les employeurs s'inscrivent plutôt dans une logique de rationalité économique (*economic rationality*) dont la maximisation du profit constitue la norme. C'est dans ce contexte conflictuel que le discours keynésien – qui articule ces deux logiques économique et sociale – s'impose comme solution pour l'État puisqu'il lui permet de conserver sa neutralité républicaine :

Labour and capital both wanted the state to take side in the conflict, and this made it difficult for the state to preserve its republican neutrality. Against this background it is easy to understand why the state enthusiastically embraced the Keynesian doctrine. The discourse of Keynesianism articulated the economic and the social rather than allowing one to prevail over the other. (1999, p. 237)

Bref, contrairement aux explications fonctionnalistes rejetées par Torfing, la démarche généalogique souligne le caractère contingent du développement de la formation discursive de l'État-providence : il est le résultat d'une « discursive construction of practical solutions to social problems. » (1999, p. 234) En d'autres termes, l'ambiguïté des structures et institutions (des discours) suscitent des antagonismes – des conflits d'interprétation, des problèmes sociaux – qui aboutissent, à travers des

stratégies et des luttes politiques, à des solutions pratiques imprévues, contingentes, qui constituent finalement la formation discursive de l'État-providence.

4.1.3 La crise de l'État-providence moderne : sa dislocation; une transition discursive

Pour comprendre la crise de l'État-providence moderne, Torfing propose deux niveaux d'analyse, qui correspondent à deux niveaux d'abstraction : il l'aborde d'abord à partir de ce qu'il considère comme un niveau d'abstraction élevé qui insiste sur les « economic and political pressures » (1999, p. 240) dans la transformation de la formation discursive de l'État-providence. Néanmoins, devant les dérives fonctionnalistes qui accompagnent ce type d'analyse dite « abstraite » – celles-ci voient « the transition from the KWS [Keynesian Welfare State] to the SWR [Schumpeterian Workfare Regime] as a functional response to structural imperatives » (1999, p. 240) –, Torfing privilégie l'analyse dite « concrète », qui se situe selon lui à un niveau d'abstraction moins élevé. Celle-ci, en se concentrant sur « the constitutive role of changes in political discourses in the course of societal restructuration » (1999, p. 240) permet selon l'auteur de dépasser le débat structure/agence :

the problems associated with functionalist arguments can be avoided if the thought experiment carried out at a high level of abstraction is modified and re-specified at lower levels of abstraction in order to account for the politics which shape and reshape the structural couplings between the economic, political and social institutions and practices. (1999, p. 240)

Au niveau d'abstraction le plus élevé, le point de départ de la crise de l'État-providence moderne se trouve dans l'émergence de nouveaux problèmes socio-économiques et politiques : « The modern welfare state ran into severe problems at the beginning of the 1970s. New types of socioeconomic problems and political protest contested the habitus of the modern welfare state » (1999, p. 238). Plus précisément, cette crise surgit d'une dislocation sociétale qui découle de l'incapacité de l'État-providence moderne à « domestiquer » d'une part les effets de la crise du mode de développement fordiste, et d'autre part l'explosion des nouveaux mouvements sociaux qui contestent le mode d'organisation bureaucratique : « Various counter-measures were lunched, but a hard kernel of undomesticable issues remained, and societal dislocation was thus unavoidable. » (1999, p. 238)

Pour les forces politiques hégémoniques, il s'agit donc de transformer et de réarticuler les formes institutionnelles de l'État-providence pour en préserver les fonctions fondamentales. Ce n'est que dans les années 1990 qu'une véritable offensive fondée sur « a vision of a new socioeconomic settlement » (1999, p. 238) et visant à réorganiser l'État-providence se met en place « with the emergence of new political strategies (neo-liberal, neo-corporatist and neo-statist) aiming to effect a transition from the

Keynesian Welfare State (KWS) to a Schumpeterian Workfare Regime (SWR) » (1999, p. 238)¹⁰. Ce dernier permet une réarticulation de la relation entre l'économie, l'État et la société civile tout en préservant sa fonction de reproduction de l'économie capitaliste : au niveau de l'intervention de l'État dans l'économie, « the SWS [sic] aims to promote permanent innovation and structural competitiveness within a relatively open economy through interventions on the supply side » (1999, p. 238); au niveau des relations industrielles et de la protection sociale, « the SWR tends to subordinate social policy to the requirements of labour market flexibility, especially where it concerns the working population, and otherwise puts downward pressure on public social spending. » (1999, p. 239)

À ce niveau d'analyse, la capacité du SWR à s'imposer peut d'abord être comprise à partir des pressions économiques en faveur d'une telle transition : « the structural economic pressures prompting the shift from the KWS to the SWR were seen as comprising : 1) growing internationalization and globalization; 2) the rise of new technologies; and 3) the paradigm shift from Fordism to post-Fordism. » (1999, p. 239) Cependant, afin d'éviter toute dérive économiste, l'auteur combine des facteurs politiques à ces facteurs économiques dans son analyse de la transition au SWR. Il s'agit ici d'analyser « the political logics behind this transformation. » (1999, p. 239) Dans le contexte de la crise du KWS, « politicians tend to disclaim responsibility for full employment and state provided welfare. » (1999, p. 239) Cette tendance est alimentée par divers discours qui puisent dans les arguments de la droite et de la gauche et qui font pression sur le KWS : les politiciens doivent faire face à un « discourse on 'state/government failure' » (1999, p. 239) qui s'articule à un « discourse on the 'crisis of legitimation' » (1999, p. 239) ainsi qu'à un « discourse on the 'fiscal crisis of the state' » (1999, p. 239). La réforme du KWS en faveur du SWR leur permet de répondre à ces pressions et de se délester des responsabilités qui accompagnent le KWS : « In this situation the SWR is welcomed by the politicians because it legitimizes an austerity, recommodification and retrenchment response to the crisis of the KWS. » (1999, p. 239)

Au niveau de l'analyse dite « concrete » (discursive), les problèmes socio-économiques et politiques qui constituent le point de départ de la crise de l'État-providence moderne sont médiatisés par le discours : « Economic and political problems are manifested in an interdiscursive field » (1999, p. 240). Certains d'entre eux ne peuvent être domestiqués par le discours hégémonique existant – la formation discursive du KWS – et provoquent sa dislocation : « Events which cannot be domesticated by the traditional discourses on the welfare state will tend to dislocate the socioeconomic framework

¹⁰Torfinn se fonde ici sur l'analyse de B. Jessop.

of meaning (consider the devastating impact of stagflation on the Keynesian orthodoxy). » (1999, p. 240)

Cette dislocation du discours hégémonique libère un nombre croissant de signifiants flottants (*floating signifiers*) et une augmentation des luttes politiques entre forces sociales visant à interpréter ces événements perturbateurs : « competing social forces seek to interpret them in terms of failures and crises understood from their own distinctive perspectives. » (1999, p. 240) À travers des luttes hégémoniques, elles tentent de redéfinir de nouvelles identités et de construire de nouveaux discours : « [they] seek to redefine the subjects, objects and sites of regulation; to propose alternative societal paradigms; and to enter negotiations over the terms of a new compromise. » (1999, p. 240) C'est également à travers ces luttes que les « événements perturbateurs » sont construits comme des pressions structurelles (économiques et politiques) imposant une transformation discursive :

The hegemonic struggles at the level of political discourse will lead to the formulation of a more or less adequate response to what is perceived to be the major sources of crisis and dislocation (i.e. to the structural pressures which are constructed as objective causes of necessary economic and political changes). (1999, p. 240)

Enfin, à ce niveau d'abstraction, la capacité d'une formation discursive à s'imposer au détriment des autres est analysée à partir de « the resonance of these accounts with the everyday experience of different actors, their link to wider institutional and public (meta)narratives, and their capacity to give discursive expression to underlying structural contradictions and strategic dilemmas in the economic and political systems. » (1999, p. 240-241)

Torfining conclut en soulignant comment l'analyse discursiviste permet d'éviter le biais fonctionnaliste typique des analyses en termes de structure ou d'agence :

The actual shifts in the mode of regulation are guided by discursive changes which are brought about by social forces engaged in hegemonic struggles over the authoritative response to societal dislocation. People act upon discursive constructions of the 'real world' rather than upon the hard facts themselves. Or, rather, they act upon what is constructed as facts in and through discourse. (1999, p. 241)

4.2 Les limites idéologiques du post-modernisme chez Torfining : une critique marxiste et réflexiviste

Précisons d'emblée que, à l'encontre de ce qui a été fait au chapitre II (partie 2.2), il ne sera pas nécessaire de montrer ici que les fondements du post-modernisme sont présents dans l'analyse discursiviste de l'État-providence présentée par Torfining, puisqu'ils y sont pour la plupart assumés; en

effet, cette analyse a été choisie notamment parce que l'auteur vise explicitement à y illustrer l'application de la théorie du discours, qui repose ouvertement sur les présupposés fondamentaux du post-modernisme. La critique réflexiviste de cette analyse se fera plutôt en filigrane de sa critique marxiste.

Celle-ci permettra d'abord de montrer comment le champ visuel limité du post-modernisme – dans lequel il se confine à travers ses présupposés fondamentaux – ainsi que les limites et problèmes qu'il implique pour l'analyse se manifestent au niveau de l'analyse spécifique de l'État-providence produite par Torfing. Il s'agira ensuite de voir que ce champ visuel tronqué s'inscrit plus profondément dans la vision sociale du monde de la classe dominante en montrant comment son horizon idéologique conservateur est à l'oeuvre dans les fondements idéalistes de cette analyse.

4.2.1 Le champ visuel de l'analyse de Torfing : une analyse partielle et antinomique

Conformément aux fondements du post-modernisme, Torfing refuse d'inscrire son analyse de l'État-providence dans la totalité concrète, dans les rapports sociaux matériels qui constituent le système capitaliste et qui structurent la société. Au contraire, il en abstrait la dimension discursive et y confine son analyse. Celle-ci se retrouve donc limitée par un champ visuel étroit qui exclut les conditions matérielles sociales et historiques auxquelles la nature, l'émergence et la crise de l'État-providence sont dialectiquement reliées¹¹. Nous verrons que cette compartimentation de l'analyse de Torfing – bien qu'elle prenne une forme particulière – le condamne finalement à tomber dans des écueils semblables à ceux observés dans l'analyse positiviste de Gosta Esping-Andersen¹².

Cette approche abstraite et compartimentée est très claire chez Torfing. Son analyse de la *nature* et de l'*émergence* de l'État-providence est à cet égard particulièrement révélatrice. Ainsi, sa conception de l'État-providence le confine dans une sphère idéelle surdéterminante et autonome de ses conditions matérielles : il est conçu comme un « signifiant vide » (*empty signifier*) qui, en fixant le sens de

¹¹Rappelons ici que ces conditions matérielles ne sont pas pour le matérialisme dialectique des déterminants et des contraintes réifiées indépendantes de l'action des êtres humains et s'imposant à eux « de l'extérieur ». Au contraire, elles sont constituées des *rapports sociaux concrets qui les produisent et les transforment* (les rapports sociaux de production) et qui, ce faisant, *structurent et transforment la société*. C'est en ce sens que les conditions matérielles sont *historiques, sociales et relationnelles*.

¹²La compartimentation dans une sphère idéelle abstraite est également très forte dans les autres analyses post-modernistes de l'État-providence que nous avons survolées en introduction. Ainsi, François Merrien inscrit son analyse de l'État-providence dans les « représentations et [les] paradigmes qui sous-tendent l'action des acteurs et donnent un sens à cet action » (1997, p. 71). De même, Claus Offe analyse la crise de l'État-providence essentiellement en termes de crise idéologique : la désintégration des « interpretive patterns of 'sameness' » (1987, p. 526) constitue une destruction des fondements idéologiques de l'État-providence.

« signifiants flottants » (*floating signifiers*), parvient à se constituer en formation discursive. Pour Torfing, l'État-providence se situe donc au niveau du sens, du discours. En accord avec les fondements ontologiques du post-modernisme, c'est lui qui, en tant que totalité symbolique, structure la société, les relations sociales¹³ : plus spécifiquement, la formation discursive de l'État-providence articule les formes institutionnelles keynésienne, fordiste et beveridgienne qui structurent les « intrasocietal relationships » (1999, p. 228) entre l'État, l'économie et la société civile; de même, les institutions concrètes de l'État-providence sont structurées dans le mode d'organisation du contrôle bureaucratique à travers l'articulation des discours weberien, tayloriste et des relations humaines; enfin, c'est la formation discursive de l'État-providence qui, en articulant ces divers discours, permet la régulation – et donc la reproduction – de la société capitaliste.

C'est ainsi que l'État-providence est pour Torfing constitutif d'une sphère idéale non seulement déterminante – c'est elle qui structure la société –, mais également autonome des rapports sociaux concrets dans lesquels l'État-providence s'inscrit pourtant. En effet, la formation discursive de l'État-providence ne trouve pas pour Torfing ses conditions de possibilité et d'impossibilité dans la totalité concrète mais bien dans le champ du discursif : elle les trouve d'une part dans un imaginaire social qui suture les discours disparates qui constituent l'État-providence, et d'autre part dans des antagonismes sociaux irréductibles et discursivement construits comme son « extérieur constitutif » (*constitutive outside*). Rappelons également que ces antagonismes sociaux ne prennent pas racine dans un système historique de relations sociales fondé sur l'exploitation mais bien dans « the differential character of social identities » (1999, p. 229).

De même, si l'analyse généalogique de l'émergence de l'État-providence que présente Torfing prétend insister sur la relation interne entre agence et structure, entre relations sociales et totalité symbolique, cette relation est complètement abstraite et se situe elle-même dans une sphère idéale surdéterminante et autonome : ni cette structure symbolique, ni les relations sociales ne sont inscrites dans la totalité concrète. Ainsi, la généalogie de l'État-providence permet de voir comment cette formation discursive qui structure les relations sociales s'est elle-même constituée à travers les relations entre l'État, les employeurs et les travailleurs. Or, ces relations ne s'inscrivent pas dans un système historique de rapports sociaux structurants; elles s'inscrivent dans un discours déjà existant (le discours de solidarité) précédemment articulé à travers un conflit d'interprétation (entre le discours socialiste et le discours libéral) et lui-même inscrit dans des conditions discursives de possibilité (la

¹³Le parallèle avec Merrien est intéressant. Pour lui, « l'élaboration des politiques publiques [est] un processus de construction sociale de la réalité » (1997, p. 72)

croyance fondamentale dans la nécessité d'améliorer le milieu social pour régler les problèmes sociaux).

Mais plus encore, ces relations sociales, ces luttes politiques ne constituent pas fondamentalement un rapport de force entre acteurs définis historiquement et matériellement par leur position relationnelle dans la totalité concrète¹⁴. À cet égard, le refus explicite de Torfing d'inclure la notion d'intérêt dans son analyse est tout à fait symptomatique de sa conception abstraite des relations sociales et des acteurs qui les constituent. Ainsi, le conflit concernant la Déclaration des droits et libertés relève d'un conflit d'interprétation sur la meilleure façon d'atteindre un objectif commun (l'application de cette déclaration) et non pas d'un conflit entre intérêts antagoniques; de même, le conflit concernant la mise en oeuvre du fordisme oppose deux paradigmes interprétatifs qu'il s'agira d'articuler (la rationalité sociale et la rationalité économique) davantage que des intérêts inconciliables. En d'autres termes, ces conflits d'interprétations – dont on ne voit pas d'où ils proviennent – ne s'inscrivent pas dans des intérêts de classes.

Ce refus de Torfing d'analyser la question des intérêts de classe dans sa généalogie de l'État-providence – refus étroitement lié à son épistémologie anti-fondationaliste – est fondé sur son rejet du « biais objectiviste » qui caractérise selon lui les analyses en termes de classes sociales, c'est-à-dire qu'elles concevraient l'agence (les acteurs) « as a fully constituted starting point for the analysis of the modern welfare state. » (1999, p. 231) Pour Torfing, ces analyses sont incapables de montrer comment les acteurs et leurs intérêts sont eux-mêmes construits à travers les luttes politiques : « instrumentalist explanations of the welfare state in terms of [...] working-class mobilization tend to delimit the impact of politics by grounding political action in [...] pregiven class interests. » (1999, p. 231) Or, pour le marxisme, si les classes sociales et les intérêts de classe ne sont pas « construits discursivement » à travers des luttes politiques, ils ne sont pas pour autant donnés : ils s'inscrivent dans un mode de production particulier qui s'est lui-même historiquement constitué à travers le mouvement des rapports sociaux antagoniques de production¹⁵. En d'autres termes, classes sociales et intérêts de classe se sont

¹⁴Par son refus de concevoir les luttes politiques comme un rapport de force, Torfing rejoint Esping-Andersen. Toutefois, si ce dernier confine les luttes politiques dans une sphère politico-institutionnelle, Torfing les compartimente dans une sphère idéale.

¹⁵Soulignons que pour le marxisme, ces rapport de production constituent également un rapport de force; en cela, ils incluent une dimension politique et idéologique, qui est d'ailleurs fondamentale pour comprendre la transformation historique de la totalité concrète.

matériellement, historiquement et socialement constitués. Ils sont donc matériellement, historiquement et relationnellement définis par la totalité concrète – sociale et historique – qu'ils constituent¹⁶.

Bien qu'il prétende défendre lui aussi une conception relationnelle de l'agence, Torfing fait toutefois complètement abstraction de ces conditions matérielles historiques et sociales dans lesquelles se constituent les classes sociales et les intérêts auxquels elles sont liées. Si les acteurs sont pour lui relationnellement construits à travers des luttes politiques, leur identité n'est pas fondamentalement relationnelle : elle est ontologiquement donnée comme fragmentée et indéfinie¹⁷. Cette construction et ces luttes sont donc *discursives* : sur la base de cette conception ontologique abstraite des acteurs, Torfing conçoit ces luttes comme visant à donner un sens à la réalité sociale. Elles visent à définir des identités politiques et sociales, et donc à définir l'identité des acteurs et à construire (discursivement) leurs intérêts¹⁸. Ainsi, la politique (les luttes politiques) est conçue « in terms of hegemonic struggles over the construction of political and social identities. » (1999, p. 231) C'est donc en quelque sorte « par accident » et discursivement – et non pas parce qu'ils s'inscrivent dans un système historique de rapport sociaux de production – que ces acteurs sont constitués en classes sociales (travailleurs, employeurs). En cela, cette identité de classe, de même que les intérêts qui l'accompagnent, peuvent disparaître de façon tout aussi contingente et ce, indépendamment de la persistance du relations sociales capitalistes¹⁹.

¹⁶Le matérialisme dialectique ne soutient pas cependant que les classes sociales agissent nécessairement en fonction de leurs intérêts : divers facteurs – idéologiques, politiques, économiques – peuvent historiquement moduler leur « conscience de classe subjective ».

¹⁷Torfing parle ainsi du « differential character of social identities » (1999, p. 229) que réprime l'imaginaire social qui suture la formation discursive de l'État-providence. Soulignons que cette affirmation prend véritablement ici la forme d'un présupposé ontologique : ce caractère différencié des identités sociales est considéré comme la véritable nature de la réalité sociale (qui est donc non structurée), qu'on oppose à l'imaginaire social unifiant (structurant) qui « tends to invoke a society that does not exist. » (1999, p. 229) Le rejet ontologique de la totalité concrète est ici flagrant.

¹⁸Howarth est tout à fait explicite sur cette question. Il exprime clairement comment, dans la théorie du discours, les luttes politiques ne s'inscrivent pas dans un système historiques de relations sociales, ni ne visent à défendre ou à imposer des intérêts matériels. Et on voit très bien chez lui comment ces luttes sont ontologiquement définies par l'incomplétude fondamentale du sujet, des acteurs conçus abstraitement, et comment elles visent fondamentalement à définir ou à défendre une identité : « Traditional accounts of antagonism have tended to focus on the conditions under which conflicts occur. [...] For discourse theory, by contrast, antagonisms occur because of the impossibility of agents and groups acquiring a full and positive identity. This is because the presence of the 'enemy' in an antagonistic relationship prevents the attainment of identity by the 'friend'. Take the example of workers dismissed from their jobs as a result of a government drive to improve productivity in a nationalised industry through the introduction of a new technology. For the workers, the actions of the government and management directly prevent them from achieving their identity as workers. For the management and the government, the workers are portrayed as preventing the modernisation of industry, or as trying to undermine the government. Thus, the experience of antagonism – the conflict between workers and management – demonstrate the mutual failure of identity both of the workers, on the one hand, and the government and managers, on the other, as they struggle to impose their will one another. » (1995, p. 122) Contre les théories « traditionnelles » qui insistent sur les « conditions » dans lesquelles s'inscrivent les luttes (c'est-à-dire les rapport sociaux concrets), la théorie du discours choisit d'éliminer complètement ces « conditions » de son champ visuel.

¹⁹Le lien avec Esping-Andersen – qui est incapable de concevoir les acteurs relationnellement et pour qui la classe ouvrière est en déclin structurel – est ici frappant.

À travers son analyse compartimentée (et donc tronquée) de la nature et de l'émergence de l'État-providence, Torfing tombe rapidement dans une certaine confusion et, éventuellement, dans les incohérences typiques de la pensée antinomique. Cette confusion est tout à fait criante dans sa conception de la nature de l'État-providence. Alors que l'auteur refuse – conformément à ses présupposés fondamentaux – la notion de « conditions non discursives », celles-ci interviennent néanmoins dans son analyse de la nature de l'État-providence. Et parce que Torfing choisit de contourner la question de l'objet en le posant comme « toujours discursivement articulé », cet objet (la réalité sociale concrète) se présente de manière ambiguë et confuse.

Ainsi, s'il est clair que les « intrasocietal relationships » (1999, p. 228) sont discursivement articulées par la formation discursive de l'État-providence, on ne voit pas bien en quoi leur substrat concret (leur dimension « non discursive ») s'en trouve éliminé. Au contraire, ces « relations intrasociétales » semblent fonctionner selon une logique qui leur est propre *et qui contraint les possibilités de l'articulation discursive* : la régulation institutionnelle permise par l'articulation des discours keynésien, fordiste et beveridgien ne se fait pas dans n'importe quelles conditions; elle se fait dans le cadre de ce qui apparaît bel et bien ici comme les « mécanismes » de l'économie capitaliste. Ainsi en est-il de la gestion keynésienne contracyclique de la demande qui permet d'atténuer les fluctuations économiques; de même, le compromis fordiste et beveridgien, en soutenant et en assurant un niveau de salaire élevé, favorise une logique de croissance économique. Ici, les « lois du marché » sont tout à fait présentes – mêmes si elles ne sont pas elles-mêmes analysées – et structurent implicitement les possibilités de la régulation institutionnelle (discursive).

Il semble en fait que l'analyse de Torfing de la nature de l'État-providence soit incapable d'être consistante avec ses présupposés fondamentaux, sur la base desquels l'auteur refuse de distinguer les conditions discursives des conditions non discursives (et donc d'analyser ces dernières en tant que telles). En effet, les « concrete institutions of the modern welfare state » (1999, p. 228) – dont on peine à comprendre le « statut ontologique » – apparaissent soudainement comme distinctes de la « discursive formation of the modern welfare state » (1999, p. 229) : alors que les premières, qui incarnent des réseaux de pouvoir et s'incarnent dans des organisations bureaucratiques, sont pénétrées par un mode d'organisation fondé sur le contrôle, la discipline et, de manière implicite, la répression et la domination, la seconde est unifiée par un « imaginaire social » de liberté, d'égalité et de solidarité. L'auteur introduit donc ici – et ce de manière tout à fait inconséquente avec son refus de considérer des conditions non discursives – une distinction très nette et même explicite entre les rapports sociaux concrets, matériels, et la dimension discursive de cette réalité sociale : nous avons vu que pour Torfing, cet imaginaire social « tends to invoke the image of a society that does not exists. » (1999, p. 229)

De la même manière, on ne voit pas en quoi l'« extérieur constitutif » de la formation discursive de l'État-providence appartient exclusivement au champ du discursif. On comprend bien que les « social antagonisms » (1999, p. 230) sont construits discursivement comme une menace pour l'État-providence; mais les « political movements on the extreme Right or the extreme Left » (1999, p. 230), les « competitive pressures from the other capitalist economies » (1999, p. 230), etc., n'en constituent pas moins fondamentalement des relations sociales matérielles qu'il convient d'analyser en tant que telles – ce que l'auteur, sur la base de ses fondements post-modernistes, refuse de faire –, d'autant plus qu'elles réapparaîtront comme des déterminants de la crise de l'État-providence et de la transition au SRW.

Si l'analyse exclusivement discursive de la nature de l'État-providence s'accompagne de certaines confusions et incohérences, l'analyse généalogique de son émergence, complètement abstraite, tombe dans les pièges et les incohérences de la pensée antinomique. Ainsi, parce que Torfing refuse de l'inscrire dans la totalité concrète, la constitution de l'État-providence apparaît comme absolument contingente en même temps que mécaniquement déterminée. Elle apparaît d'abord comme absolument contingente parce que les luttes politiques à travers lesquelles se construit l'État-providence sont conçues de manière purement discursive : non seulement ces luttes s'inscrivent-elles dans des conditions discursives (des structures) instables, ambiguës et ouvertes – et donc elles-mêmes contingentes (il s'agit ici du discours de solidarité et de la conviction générale dans la nécessité d'améliorer le milieu social pour régler les problèmes sociaux); mais plus encore, les acteurs de ces luttes (ici les travailleurs, les employeurs et l'État) étant complètement abstrait des rapports sociaux de production dans lesquels ils s'inscrivent, aucun d'entre eux ne semble structurellement avantagé dans la lutte. L'issue de celle-ci (ici la constitution de l'État-providence) apparaît donc comme parfaitement contingente²⁰. Mais d'autre part, la lutte est contrainte par des conditions de possibilité qui, si elles sont discursivement articulées (ce qui n'est pas toujours clair dans l'analyse, comme nous l'avons vu), n'en constituent pas moins des conditions matérielles qui se présentent comme tout à fait déterminantes²¹.

²⁰Il ne s'agit pas ici de nier la dimension contingente de l'issue des luttes politiques. Si les rapports sociaux de production avantagent structurellement la classe dominante, ils ne constituent pas pour autant un déterminant mécanique de l'issue des luttes, qui dépend d'une panoplie de facteurs imprévisibles, dont la conscience humaine n'est pas le moindre. Au contraire, une conception déterministe ne pourrait qu'entrevoir la reproduction perpétuelle du système social existant et aboutirait au fatalisme. En insistant sur cette part de contingence, le post-modernisme, qui puise sans doute dans ses racines gramsciennes, présente donc une critique pertinente et nécessaire du matérialisme mécaniste. Néanmoins, ce que le marxisme reproche au post-modernisme, c'est d'absolutiser cette contingence en indépendantisant les luttes politiques des rapports sociaux concrets et structurants dans lesquelles elles s'inscrivent.

²¹De manière générale, les analyses post-modernistes de la crise de l'État-providence sont incapables de faire l'économie de déterminants matériels pour expliquer le changement historique et les formes particulières des discours, des formations discursives, des paradigmes (Merrien, 1999) ou des « interpretive patterns » (Offe, 1987). Cette tendance est encore plus frappante dans les analyses de la crise de l'État-providence.

L'intervention de la technique des assurances (1999, p. 235) comme condition de possibilité du discours de solidarité est un exemple de cette tendance et rapproche Torfing du déterminisme technique le plus classique²² : elle apparaît dans l'analyse de manière tout à fait externe et donnée – au sens où elle n'est pas elle-même analysée –, et donc comme un déterminant mécanique dont on ne voit pas les relations sociales qui le constituent.

Mais de manière beaucoup plus fondamentale, ces luttes discursives s'organisent autour de la fonction centrale de l'État-providence : la reproduction élargie de la population d'abord, et ensuite la reproduction du capitalisme (1999, p. 226-227). Ainsi, c'est cette fonction de régulation sociale que permet l'articulation des divers discours qui constituent la formation discursive de l'État-providence, et cette nécessaire reproduction s'impose implicitement dans les luttes politiques discursives. Toutefois, alors que la question de la reproduction sociale est au centre de la démarche de l'auteur – rappelons que, contre la tendance de la théorie du discours à insister sur l'articulation et la dislocation, Torfing s'intéresse principalement à « the reproductive aspects of the institutional ensembles of state and economy » (1999, p. 225) –, cette question *n'est pas analysée*²³. La fonction régulatrice centrale de l'État-providence n'est pas questionnée, elle est donnée : on ne voit pas comment ni pourquoi cette fonction structure les issues des luttes discursives qui articulent la formation discursive de l'État-providence. Torfing admet lui-même qu'elle constitue le *point de départ* de l'analyse : ainsi, nous avons vu que lorsqu'il s'agit de définir l'État-providence à partir de ses fonctions, l'auteur affirme que « we might *start off* by *assuming* that, generally speaking, the welfare state is concerned with the provision of political, economic and social conditions for the extended reproduction of the population²⁴ » (1999, p. 227) et, de manière plus spécifique, du capitalisme (1999, p. 226).

Alors que Torfing refuse par ailleurs d'inscrire son analyse de l'État-providence dans les rapports socio-économiques, c'est ici le système capitaliste dans sa dimension structurante qui – de manière tout à fait inconséquente et éclectique – intervient dans l'analyse en limitant les possibilités des luttes discursives à travers lesquelles s'articule la formation discursive de l'État-providence. Or, parce qu'il n'est pas lui-même analysé, on ne peut voir les relations sociales antagoniques – et notamment les relations d'exploitation qui définissent les classes capitalistes et ouvrières – qui constituent le système

²²Pierre Rosanvallon (1995) voit lui aussi dans la technique des assurances, plutôt que dans un rapport de force historique particulier, un des déterminants de la constitution de l'État-providence.

²³Soulignons la symétrie de cette lacune avec les limites de l'analyse de Esping-Andersen.

²⁴C'est nous qui soulignons.

capitaliste²⁵; Torfing est donc incapable de voir comment les relations sociales concrètes et les intérêts de classe qui en découlent définissent historiquement – à travers un rapport de force concret – cette fonction centrale de l'État-providence²⁶. C'est ainsi que son champ visuel limité (compartimenté) lui impose une conception *réifiée* du capitalisme, qui intervient de manière externe et comme un déterminant mécanique dans la constitution de l'État-providence²⁷.

Cette antinomie contingence/déterminisme particulière au post-modernisme prend également chez Torfing la forme de l'antinomie volontarisme/déterminisme typique du positivisme et qu'on a pu observer chez Esping-Andersen. Elle se manifeste clairement lorsqu'on met en contraste la fonction régulatrice déterminante de l'État-providence avec le rôle de l'État comme acteur de la généalogie de la formation discursive de l'État-providence. Alors que sa fonction centrale inscrit – quoique de manière externe et inconséquente – l'État-providence dans la totalité concrète, l'État comme acteur est conçu – tout comme les autres acteurs de cette généalogie d'ailleurs – de manière tout à fait abstraite de ses conditions matérielles historiques et sociales. C'est cette conception abstraite des acteurs qui permet à Torfing de considérer que, dans la lutte de classe qui oppose employeurs et travailleurs (dans le conflit d'interprétation qui oppose la rationalité économique à la rationalité sociale), l'État émerge comme un arbitre neutre : ici, l'État ne sert plus fondamentalement la reproduction d'un système historique de relations sociales fondé sur l'exploitation (et donc la reproduction d'un système qui favorise la classe dominante); au contraire, son objectif central est soudainement « to preserve its republican neutrality » (1999, p. 237)²⁸. Pour Torfing, il y parvient d'ailleurs à travers le discours keynésien : « The discourse of Keynesianism articulated the economic and the social rather than allowing one to prevail over the other. » (1999, p. 237). L'État se présente donc comme une force structurante volontariste capable de dépasser les antagonismes fondamentaux qui définissent la totalité concrète. Ainsi, l'État-providence apparaît d'une part, au regard de sa fonction – donnée – de régulation sociale, comme mécaniquement déterminé par les nécessités de la reproduction du système capitaliste, et il semble d'autre part pouvoir s'autonomiser à volonté du système historique de relations

²⁵Tout comme chez Esping-Andersen, et malgré qu'il mentionne les luttes de classes et la négociation collective des salaires, Torfing évacue complètement la notion d'exploitation de son analyse. En fait de rapports de domination et d'antagonismes sociaux, l'auteur ne mentionne que le caractère oppressif et les effets de stratification du mode d'organisation bureaucratique de l'État-providence.

²⁶L'auteur est également incapable de voir que cette fonction centrale est en fait celle de l'État *capitaliste* en ce qu'elle vise à préserver les intérêts fondamentaux de la classe capitaliste; dans cette optique, l'État-providence constitue une forme particulière, fondée sur un rapport de force particulier (historique) relativement favorable à la classe ouvrière, de l'État capitaliste.

²⁷En cela, Torfing se rapproche paradoxalement du matérialisme mécaniciste – et donc du marxisme non dialectique – qu'il s'efforce de dépasser.

²⁸Encore une fois, soulignons l'analogie de cette conception implicite de l'État avec celle que l'on retrouve chez Esping-Andersen.

sociales contradictoires, du rapport de force particulier dans lequel il s'inscrit et préserver sa « neutralité républicaine » face à ces antagonismes sociaux.

Enfin, parce qu'il refuse, au même titre que Esping-Andersen, d'inscrire son analyse l'État-providence dans la totalité concrète, Torfing tombe comme lui dans une antinomie de type idéal/matériel. Le point de départ du changement historique se trouve toujours dans une dislocation sociétale ou discursive, qui doit elle-même être provoquée par ce que Torfing appellera un « événement » (1999, p. 240). Celui-ci intervient toujours de manière externe et éclectique dans l'analyse : il constitue un élément déclencheur contingent. Dans l'analyse de l'émergence de l'État-providence, ce « facteur premier » se trouve dans la Déclaration des droits et libertés, qui provoque un conflit d'interprétation. Cet « événement », cette déclaration de principes, de même que les luttes qui s'ensuivent, ne sont à aucun moment inscrits par Torfing dans la situation révolutionnaire concrète de l'époque en France et dans les rapports de forces exceptionnellement exacerbés qui l'accompagnent²⁹.

Cette tendance à voir dans les idées des « grands hommes » un déterminant du changement social est encore plus évidente dans l'analyse de l'émergence du « liberal welfare discourse » (1999, p. 233), que Torfing emprunte à Mitchell Dean³⁰. En effet, celui-ci voit dans la publication de l'ouvrage majeur de Malthus l'élément déclencheur, « l'événement », ayant provoqué la dislocation du « mercantilistic workfare discourse » (1999, p. 233) : « According to Dean (1991 : 75-86), the publication in 1798 of Malthus' *Essay on the Principle of Population as it Affects the Future Improvement of Society* was the event that, more than any other, contributed to the dislocation of the mercantilistic workfare discourse. » (1999, p. 233) Mais plus encore, cet ouvrage joue un rôle structurant et déterminant et permet au « liberal welfare discourse » de s'imposer :

Malthus' critique of the poor laws did not lead to the abolition of the poor laws but rather to their redirection. [...] The new poor laws, with their emphasis on self and familial responsibility, were heavily influenced by Malthusianism. However, the impact of Malthus' essay went far beyond the scope of the new poor laws : it constituted and structured the new liberal welfare discourse, of which it was itself an instance.

Pour Dean et Torfing, le passage du « workfare » au « welfare » n'est donc pas fondamentalement le fruit d'un rapport de force historique; il a été provoqué avant tout par la publication d'un ouvrage,

²⁹Il est d'ailleurs intéressant de comparer cette analyse, confinée dans une sphère idéale abstraite de la totalité concrète, avec l'analyse de classes effectuée par Marx concernant le même enjeu (l'application de la Déclaration des droits et libertés issue de la révolution française). Cf. Marx, ([1852]).

³⁰Rappelons que nous avons négligé de résumer cette présentation. Un tel résumé n'est cependant pas nécessaire pour la brève critique qui suit.

par les idées d'un homme, dont on ne se demande pas pourquoi elles ont trouvé écho, ni par qui elles ont été portées. Mais si, d'une part, le point de départ analytique de l'émergence de l'État-providence se trouve dans des facteurs idéels complètement détachés de toutes conditions matérielles, celles-ci réapparaîtront dans toute leur force déterminante – et de façon parfaitement incohérente et éclectique – comme point de départ de son analyse de la crise de l'État-providence.

La critique marxiste et réflexiviste de l'analyse de la nature et de l'émergence de l'État-providence chez Torfing nous a permis de voir comment celui-ci, à travers les présupposés fondamentaux du post-modernisme, se confine dans une sphère idéelle autonome et déterminante abstraite de la totalité concrète. L'auteur se condamne ainsi à produire une analyse partielle et confuse en même temps qu'antinomique et éclectique : d'une part, son analyse est incapable d'inclure de manière cohérente les conditions matérielles et les relations sociales dynamiques qui les constituent; d'autre part, ces conditions matérielles apparaissent (sans jamais être elle-même analysées) et disparaissent de l'analyse de manière tout à fait arbitraire.

Il devient ici très clair, et ce particulièrement lorsque l'on considère sa conception abstraite de l'État-providence, du pouvoir (des luttes politiques) et des acteurs, que l'analyse de Torfing est, à l'instar de celle de Esping-Andersen, incapable de concevoir son « *propre substrat concret de réalité*, [qui] passe méthodologiquement et fondamentalement pour *insaisissable* » (Lukács, [1923], p. 134). Plus précisément, c'est le capitalisme – en tant que système historique de relations sociales antagoniques – qui disparaît complètement de son champ visuel et qui ne peut être intégré à l'analyse. En cela, l'analyse de Torfing est incapable de dépasser la vision sociale du monde de la classe dominante et s'inscrit parfaitement dans un horizon idéologique conservateur (typique du positivisme et du post-modernisme) qui définit ses présupposés fondamentaux et compartimente son champ visuel. La critique de l'analyse que Torfing propose de la crise de l'État-providence nous permettra maintenant de voir comment cet engagement idéologique du post-modernisme se manifestent au niveau de l'analyse spécifique.

4.2.2 L'horizon idéologique de l'analyse de Torfing : des tendances conservatrices

L'idéalisme de Torfing le conduit rapidement au fatalisme politique dans son analyse de la crise de l'État-providence. Parce qu'il refuse d'analyser les rapports sociaux concrets dans lesquels s'inscrit l'État-providence, ceux-ci réapparaissent comme des déterminants *réifiés* de sa crise, qui devient le fruit de mécanismes inévitables et ce, peu importe le « niveau d'abstraction » de l'analyse.

Ainsi, au niveau d'abstraction considéré par Torfing comme le plus élevé (au niveau des pressions structurelles), le point de départ de la crise de l'État-providence se trouve dans la « dislocation sociétale » provoquée notamment par la crise du fordisme, dont certaines conséquences ne peuvent être maîtrisées par la formation discursive de l'État-providence. Mais alors que ce phénomène constitue un des éléments déclencheur de la crise de l'État-providence, il n'est à aucun moment analysé : il intervient de l'extérieur dans l'analyse. Cette tendance est encore plus prononcée au niveau de l'analyse dite « concrète » (discursive). Ici, les « problèmes économiques » à l'origine de la dislocation discursive deviennent des « événements » tout à fait vidés de leur substance³¹; plus encore, et conformément aux présupposés idéalistes du post-modernisme, on considère implicitement qu'ils sont *en eux-même* de peu d'intérêt pour l'analyse (il n'est même plus nécessaire de les identifier) : si ce niveau d'analyse permet de préciser que ces « événements » sont médiatisés discursivement, si on s'intéresse à la manière dont ces « événements » sont interprétés, ils ne sont pas analysés *dans leur matérialité*.

Il devient donc impossible pour Torfing de voir les relations sociales qui constituent la crise du fordisme et le phénomène de stagflation³²; ceux-ci se présentent plutôt comme des mécanismes économiques désincarnés (réifiés), en même temps que comme des « événements » indéfinis qui interviennent de manière parfaitement contingente pour disloquer le discours³³. Face à ces événements considérés comme insaisissables, à ces limites structurelles qu'on refuse d'analyser et de questionner, la crise de l'État-providence se présente bel et bien comme inévitable : « Various counter-measures were lunched, but a hard kernel of undomesticable issues remained, and societal dislocation was thus unavoidable. » (1999, p. 238)

De la même manière, c'est notamment à partir de pressions structurelles économiques que l'auteur explique que le SWR soit en mesure de s'imposer en remplacement du KWS. Néanmoins, parce qu'il les considère comme données, Torfing n'est pas en mesure de concevoir ces pressions comme

³¹Tout comme le courant positiviste, le courant post-moderniste inverse les niveaux d'abstraction tels que conçus par la dialectique. Pour cette dernière, le niveau d'abstraction le moins élevé, et donc le plus concret, correspond au point de vue de la totalité définie *matériellement*; le niveau d'analyse discursif constitue donc un point de vue *abstrait* de la totalité *concrète*. En cela, le niveau de l'analyse discursive constitue une compartimentation méthodologique encore plus prononcée. Sur la notion – fondamentale pour la méthode dialectique – d'abstraction, cf. Ollman (2001, p. 59-112).

³²Nous avons vu au chapitre II comment les mécanismes de l'économie – qui se présentent ici sous la forme de la crise du fordisme et de la stagflation – peuvent être analysés en termes de rapports de force et de luttes de classes, et plus particulièrement comme une offensive (idéologique, politique, économique) de la classe capitaliste pour renverser un rapport de force qui, avec la constitution et la consolidation de l'État-providence, lui était moins favorable.

³³On retrouve ici l'antinomie déterminisme/contingence. Soulignons qu'elle correspond à la confusion opérée par la théorie du discours entre les conditions non discursives et les conditions discursives. Alors que sous la forme des mécanismes économiques réifiés, elles se présentent clairement comme des conditions non discursives, elles correspondent tout à fait, sous la forme des « événements » indéfinis et contingents, au champ du discursif, défini par la non fixité du sens et de l'identité.

incarnées dans un rapport de force particulier entre forces sociales concrètes. C'est donc sous la pression de ce qui se présente comme des conditions matérielles réifiées – qu'il s'agisse de la mondialisation, des nouvelles technologies ou de la transition au post-fordisme (1999, p. 239) – que s'effectue cette transition, qui apparaît comme mécaniquement déterminée et donc inévitable³⁴. Parce qu'il refuse d'inclure pleinement son analyse dans la totalité concrète, les efforts de l'auteur pour éviter de tomber dans l'économisme sont donc tout à fait vains. Ce n'est qu'en analysant matériellement ces facteurs et en les concevant *comme étant eux-mêmes constitués de rapports sociaux* qu'il devient possible d'éviter cette dérive³⁵.

Or, l'auteur ne parvient qu'à faire intervenir des pressions politiques – elles aussi considérées comme structurelles – sans les relier aux pressions économiques; au contraire, ces deux types de pressions structurelles sont simplement posées côte à côte, additionnées les unes aux autres :

in order to avoid legitimate accusations of economism future research should seek to establish the relative and combined affect of both economic and political factors. Thus, in addition to elaborating the economic analysis of the transition from the KWS to the SWR, [...] we must introduce and develop an account of the political logics behind this transformation. (1999, p. 239)

Étrangement, le politique est soudainement complètement détaché tant de la fonction de reproduction qui définissait la formation discursive de l'État-providence que du rôle d'arbitre neutre des luttes de classes qui caractérisait l'État comme acteur dans sa généalogie : dans son analyse de la crise de l'État-providence, et alors que les politiques d'« austerité, reconditionnement and retrenchment » (1999, p. 239) correspondent étroitement aux intérêts de la classe capitaliste, Torfing réduit les « pressions

³⁴La parenté de cette analyse avec celle de Manuel Castells (2001) est frappante. Celui-ci fait intervenir les mêmes facteurs dans son analyse de la transformation du mode de production capitaliste et de la transition au mode de développement informationnel et ce, dans une optique fortement déterministe (on pourrait le classer dans le matérialisme mécaniste). Ainsi, le passage au post-fordisme est considéré comme la simple réaction des entrepreneurs à des contraintes structurelles et, si on en étudie les effets destructurants sur l'organisation du travail, il n'est à aucun moment compris comme une stratégie pour contourner les droits acquis des travailleurs (pour une analyse détaillée dans ces termes, cf. Boltanski et Chiapello, 1999). De même, le développement technologique est explicitement considéré comme une sphère autonome et même déterminante, et on ne voit pas comment il s'inscrit dans les relations sociales capitalistes (sans nier l'autonomie relative du développement technologique, il est pertinent de voir dans quelle mesure il est orienté par les intérêts de la bourgeoisie). Néanmoins, comme nous l'avons mentionné plus haut et contrairement à Torfing, Castells souligne comment la globalisation de l'économie est liée aux intérêts des entrepreneurs et constitue avant tout le fruit d'une volonté politique concertée.

³⁵Cette tendance à tomber dans un retour en force des déterminants « non discursifs » pour expliquer la crise de l'État-providence n'est pas unique à Torfing. Au contraire, elle semble typique des analyses post-modernistes de l'État-providence, qui sont incapables de trouver ailleurs « l'élément déclencheur » du changement de discours, de paradigme, etc. Ainsi, chez Merrien, ce sont les « conditions socio-économiques » qui constituent les « conditions initiales suscitant la recherche de solutions nouvelles. » (1997, p. 75) Celles-ci n'étant pas analysées, elles se présentent comme des déterminants mécaniques, et l'auteur tombe dans l'économisme qu'il voulait éviter en les contournant. Chez Offe, c'est en dernière analyse une désintégration des « structures » de la division du travail, de l'organisation politique et de la différenciation culturelle qui est la cause de la crise de l'État-providence (1987, p. 526). Ici, c'est l'éclectisme de l'auteur qui est le plus frappant.

structurelles politiques » aux intérêts des politiciens qu'il détache complètement de la totalité historique concrète et des rapports sociaux matériels qui la constituent.

Et si le niveau discursif de l'analyse souligne que ces pressions structurelles sont discursivement construites comme des « objective causes of necessary economic and political changes » (1999, p. 240), elles continuent – même à ce niveau – de jouer un rôle déterminant dans la transition d'un discours à un autre sans toutefois être analysées : ainsi, la capacité des discours à s'imposer dépend notamment pour Torfing de « their capacity to give discursive expression to underlying structural contradictions and strategic dilemmas in the economic and political systems. » (1999, p. 240-241)

On voit bien ici que l'idéalisme de l'auteur et son renoncement – ontologique, épistémologique, méthodologique, mais surtout idéologique – à connaître et à agir sur la réalité sociale en elle-même aboutissent à l'impuissance de sa critique et, plus encore, à des tendances conservatrices. En montrant comment les pressions structurelles en faveur du changement sont discursivement construites comme des causes objectives qui rendent nécessaire et inévitable un tel changement, l'analyse discursiviste amorce une critique implicite du fatalisme qui accompagne le discours explicatif et scientiste ; néanmoins, parce qu'elle refuse, en accord avec son idéalisme, d'analyser en elles-mêmes et matériellement ces pressions, elle ne permet pas de montrer *en quoi elles ne constituent pas de telles causes objectives* et reproduit finalement ce même fatalisme à un autre niveau.

Ainsi, et davantage encore au niveau de l'analyse dite « concrète », nous avons vu que les problèmes socio-économiques à l'origine de la crise du KWS et les pressions structurelles en faveur du SWR se présentent – parce qu'ils ne sont pas analysés – comme des déterminants externes et insaisissables dont on ne voit pas les relations sociales qui les constituent. Au contraire, leur analyse matérielle (dialectique) permettrait de voir en quoi ces problèmes socio-économiques impossibles à domestiquer et ces pressions structurelles apparemment inévitables correspondent plus profondément à un renversement historique du rapport de force entre la classe ouvrière et la classe capitaliste *au profit de cette dernière*. Or, conformément à ses présupposés idéalistes, Torfing refuse d'inscrire la crise de l'État-providence dans la totalité concrète (le système capitaliste), et donc de l'analyser en termes de classes sociales et d'intérêts de classe. C'est ainsi que, tout comme chez Esping-Andersen, la classe capitaliste est dissoute dans ces contraintes structurelles qui deviennent les paramètres, les limites inévitables de l'action politique.

C'est ici que l'horizon idéologique et les incohérences des présupposés idéalistes de l'analyse discursiviste de la crise de l'État-providence deviennent les plus flagrants. Alors que Torfing refuse

d'inscrire cette crise dans le mouvement historique des relations sociales capitalistes, il positionne la régulation sociale – et donc la reproduction du système capitaliste – au centre des luttes politiques qui concernent la transition du KWS au SWR. Ainsi, il souligne qu'avec la dislocation de la formation discursive de l'État-providence, « the decisive challenge to the political forces within the establishment was to retain the main goals of the modern welfare state³⁶ » (1999, p. 238). Et même au niveau de l'analyse dite « concrète » (discursive), les luttes politiques hégémoniques concernent la régulation sociale : elles « seek to redefine the subjects, objects and sites of regulation » (1999, p. 240). Parce que l'exigence de la régulation sociale est donnée, parce qu'elle n'est pas analysée matériellement, parce qu'elle n'est pas comprise à partir de la nature relationnelle de la totalité concrète, elle se présente comme une limite nécessaire à l'action politique.

Or, c'est ainsi l'objectif de reproduction d'un système historique de relations sociales fondé sur l'exploitation et la domination qui n'est pas problématisé. Et ce sont les intérêts de la classe dominante dans la préservation de ce système qui sont érigés en contraintes objectives, réifiées et conçus comme l'*objectif commun* des « forces sociales » en luttes. Mais plus encore, les présupposés idéalistes de l'auteur, qui refuse de définir les acteurs matériellement, lui permettent d'évacuer soudainement toute référence aux classes sociales. C'est ainsi que, de la même manière que chez Esping-Andersen, la classe capitaliste – qui était pourtant implicitement présente dans la généalogie de l'État-providence –, disparaît tout à fait de l'analyse de sa crise. Les seuls acteurs qui remettent explicitement en cause la formation discursive de l'État-providence sont les « nouveaux mouvements sociaux » qui contestent son caractère bureaucratique et marchandisant (1999, p. 238).

La crise de l'État-providence n'est donc pas conçue comme le fruit d'une offensive de la bourgeoisie unifiée et organisée – on se demande d'ailleurs qui se profile derrière l'émergence des stratégies politiques néolibérales, néoconservatrices et néo-étatique (1999, p. 238) – mais comme résultant des luttes multiples et différenciées d'acteurs fragmentés. Et de même que ceux-ci sont définis abstraitement, leurs luttes ne sont pas inscrites dans des rapports sociaux concrets mais dans un terrain discursif lui-même instable et fragmenté : la dislocation du « socioeconomic framework of meaning » (1999, p. 240) de l'État-providence provoque l'explosion de « floating signifiers » (1999, p. 240) qui constituent le nouveau terrain des luttes hégémoniques.

Ainsi, alors que ces luttes sont contraintes par les exigences de la reproduction du capitalisme et par des pressions structurelles réifiées dans lesquels se dissolvent les intérêts de la classe capitaliste, la

³⁶Souligné par nous.

transition du KWS au SWR n'apparaît pas comme correspondant à des intérêts particuliers : de la même manière que la formation discursive de l'État-providence articule les discours fordiste, beveridgien et keynésien, et tout comme le discours de solidarité qui articule les discours libéral et socialiste, le SWR articule des discours de la droite et de la gauche (1999, p. 239). En d'autres termes, la transition au SWR n'est pas conçue par Torfing comme le fruit d'une lutte entre classes sociales aux intérêts fondamentalement antagoniques; elle est comprise comme le résultat de « negotiations over the terms of a new compromise. » (1999, p. 240)³⁷

4.3 Conclusion

À travers notre critique de l'analyse de Torfing, nous avons montré comment les limites idéologiques des présupposés post-modernistes se manifestent au niveau de l'analyse spécifique. Nous avons vu qu'en compartimentant son analyse de l'État-providence dans une sphère idéale abstraite, l'approche discursiviste se confine dans un champ visuel tronqué et aboutit dans les mêmes écueils que l'approche néo-institutionnaliste. Mais plus profondément, nous avons pu constater que ce champ visuel limité s'inscrit dans la vision sociale du monde de la classe dominante, que Torfing est incapable de dépasser : en refusant d'enraciner son analyse de la crise de l'État-providence dans la totalité concrète, il devient incapable de la problématiser et tombe finalement dans un fatalisme et un conservatisme semblables à celui de Esping-Andersen. Enfin, nous avons pu encore une fois entrevoir comment cette horizon idéologique définit de la même manière le champ visuel de la social-démocratie réformiste.

³⁷Souligné par nous. Cette tendance à concevoir l'issue des luttes politiques comme un compromis dans lequel tout le monde est gagnant est typique de la social-démocratie et des analyses libérales. La « solution parétienne » proposée par Esping-Andersen s'inscrit également dans cette tendance, qui fonde notamment la théorie politique pluraliste et permet de concevoir l'État comme un arbitre neutre face aux multiples intérêts des divers groupes sociaux. Par ailleurs, on retrouve ici dans l'analyse de Torfing l'antinomie fatalisme/volontarisme : en même temps que les luttes politiques sont contraintes par des limites inévitables, elles sont abstraites de leurs conditions matérielles, qui ne sont pas analysées; l'issue des luttes peut donc apparaître comme un compromis volontaire entre forces sociales contingentes.

CONCLUSION

VERS UNE ANALYSE MARXISTE DIALECTIQUE DE LA CRISE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

L'objectif central du présent mémoire était d'effectuer une critique réflexiviste et marxiste des courants d'analyse positiviste et post-moderniste. Se situant dans l'optique d'une future analyse marxiste dialectique de la crise de l'État-providence, notre critique devait s'incarner dans la littérature concernant ce sujet. Notre démarche consistait d'abord à dégager les présupposés fondamentaux de ces courants et analyses. Il s'agissait ensuite d'une part de lier les fondements positivistes et post-modernistes aux limites et problèmes qu'ils impliquent au niveau de l'analyse spécifique, et d'autre part d'enraciner ces fondements et ces limites dans un engagement politico-idéologique défini par une vision sociale du monde particulière. Nous espérions également, à travers cette critique, restituer la dimension dialectique du marxisme et montrer la pertinence – tant sur le plan de l'analyse que sur le plan politique – de cette approche face à ces deux grands courants d'analyse en sciences sociales.

À travers une comparaison plus systématique des analyses de la crise de l'État-providence effectuées par Esping-Andersen et Torfing, nous souhaitons ici souligner comment notre démarche a permis de montrer que, malgré la diversité de leurs présupposés fondamentaux, ces deux analyses – en s'inscrivant dans une « conscience de classe » commune – tombent dans des écueils similaires. Nous souhaitons également mettre en relief les présupposés fondamentaux du marxisme dialectique que notre critique réflexiviste des courants positiviste et post-moderniste a permis – par contraste et en filigrane – de dégager, et montrer comment ils constituent une base pertinente à l'élaboration d'une méthode d'analyse alternative de la crise de l'État-providence.

La critique réflexiviste et marxiste des analyses positivistes et post-modernistes de la crise de l'État-providence a montré que, bien qu'ils se fondent sur des présupposés apparemment incompatibles, les deux courants aboutissent à des limites et des problèmes semblables qui se manifestent clairement au niveau de l'analyse spécifique. Ainsi, malgré qu'ils utilisent des approches théoriques très éloignées l'une de l'autre, Gosta Esping-Andersen et Jacob Torfing ont en commun de

refuser – sur la base de leurs présupposés respectifs – d’inscrire leur analyse de l’État-providence dans la totalité concrète, définie comme un système historique de relations sociales antagoniques. Ici, la réalité sociale n’est pas conçue comme une unité fondamentalement insécable : s’il s’agit implicitement pour Esping-Andersen d’un agrégat d’éléments que l’on peut étudier isolément, il s’agit pour Torfing d’un « en-soi » fragmenté et inaccessible dont on ne peut connaître que la dimension discursive.

Conformément à ces présupposés, chacun des auteurs compartimente la réalité sociale : ils abstraient et isolent de la totalité concrète une de ses dimensions et l’érigent en sphère autonome et déterminante dans laquelle ils confinent leur analyse. C’est ainsi que Esping-Andersen rejette explicitement les approches systémiques – identifiées aux analyses déterministes économistes et fonctionnalistes – et analyse l’émergence des régimes d’États-providence à partir de « causes » catégorisées comme appartenant exclusivement à la sphère politico-institutionnelle. Et non seulement les régimes d’États-providence sont-ils pour lui le fruit d’un développement autonome de cette sphère, mais ils agissent eux-mêmes – en tant qu’institutions politiques – comme des « variables » structurantes et déterminantes de ce qui est conçu comme la sphère socio-économique. De même, Torfing souhaite éviter les dérives fonctionnalistes, économistes et objectivistiques, qu’il associe notamment aux approches qui appréhendent l’État-providence en termes de classes sociales ou de « response to the structural imperatives of the capitalist economy » (Torfing, 1999, p. 231). Les intérêts de classes, les rapports sociaux de production qui constituent le système capitaliste sont ainsi exclus de son analyse de l’État-providence, qu’il confine pour sa part dans une sphère idéale abstraite de ces conditions matérielles : c’est dans les discours préexistants et dans le champ du discursif que Torfing situe le terrain (discursif) des luttes politiques (discursives) à l’origine de l’État-providence ; et s’il trouve ses conditions de possibilité à l’intérieur de cette sphère autonome, l’État-providence constitue lui-même – en tant que formation discursive – une totalité symbolique qui structure les « relations intrasociétales ».

En refusant d’inscrire leur analyse de l’État-providence dans la totalité concrète, Esping-Andersen et Torfing se confinent tous deux dans un champ visuel tronqué qui limite la portée de leur analyse et l’enferme dans des incohérences typiques de la pensée antinomique. Bien qu’ils s’inscrivent dans des courants d’analyse « ennemis », les deux auteurs tombent ainsi dans les mêmes écueils. Le caractère partiel de leur analyse s’exprime clairement dans leur incapacité commune à appréhender la crise de l’État-providence à partir du point de vue compartimenté qu’ils privilégient pourtant : alors que Esping-Andersen est contraint d’abandonner son approche néo-institutionnaliste pour analyser ce phénomène convergent qui ébranle des institutions politiques structurantes, Torfing ne peut plus se

limiter à des « conditions discursives » pour comprendre la dislocation de cette formation discursive hégémonique et la capacité d'un discours alternatif particulier (le SWR) à s'imposer. De manière parfaitement arbitraire et éclectique, les auteurs font soudainement intervenir des « causes » socio-économiques (inflation, montée du taux de chômage, baisse de la rentabilité du capital, exigence de compétitivité internationale, etc.) ou des « conditions non discursives » (crise du fordisme, mondialisation, nouvelles technologies, stagflation, etc.) dans leur analyse.

Mais plus profondément, et parce qu'ils interviennent « de l'extérieur » dans l'analyse, ce sont ces « causes socio-économiques », ces « conditions non discursives » (matérielles) elles-mêmes que Esping-Andersen et Torfing refusent de problématiser. Les limites de leur champ visuel se manifestent ici pleinement. Ces causes et ces conditions constituent le *point de départ* de l'analyse : ils sont *donnés* et se présentent comme des déterminants mécaniques, « naturels » et « éternels »; en cela, *ils échappent à l'analyse*. Ainsi, aucun des deux auteurs ne questionne l'origine historique et sociale de ces causes et conditions, alors que celles-ci constituent « l'élément déclencheur » de la crise de l'État-providence en même temps que les contraintes structurelles qui limitent les possibilités de sa restructuration. On ne voit donc pas comment elles s'inscrivent dans un système historique de relations sociales antagoniques (dans la totalité concrète), et encore moins en quoi elles constituent elles-mêmes des rapports de forces entre classes sociales. Au contraire, ces causes socio-économiques, ces conditions non discursives que Esping-Andersen et Torfing sont contraints de faire intervenir dans leur analyse de la crise de l'État-providence apparaissent comme résultant des lois mécaniques réifiées d'une économie capitaliste désincarnée.

Les analyses des deux auteurs, qui sont incapables d'éjecter complètement ces causes et ces conditions de l'analyse en même temps qu'ils refusent de les y inclure résolument, partagent donc une certaine inconséquence. Chez Esping-Andersen, elle s'observe notamment dans son refus de tirer toutes les conséquences de son concept multidimensionnel de démarchandisation, qui l'amène pourtant à inscrire l'État-providence dans sa fonction de reproduction du système capitaliste. Chez Torfing, elle prend entre autres la forme d'une confusion entre les « conditions discursives » et les « conditions non discursives » de l'État-providence : c'est ainsi que le « substrat matériel » de la réalité sociale, bien qu'il ne soit pas assumé par l'auteur, se manifeste de façon ambiguë à travers les relations intrasociétales, les institutions concrètes et les antagonismes sociaux auxquels est liée la formation discursive de l'État-providence.

Cette ambivalence commune des auteurs – qui, d'une part, compartimentent leur analyse de l'État-providence dans une sphère autonome et déterminante de la réalité sociale concrète et, d'autre part,

sont contraints d'y faire intervenir des causes ou des conditions qui apparaissent comme externes à cette sphère – emprisonne leur analyse dans des dilemmes apparemment insolubles concernant les « causes premières » ou le « point de départ » de la constitution et de la remise en cause de l'État-providence. Ainsi, c'est dans une combinaison éclectique de facteurs idéels et matériels – qu'ils sont incapables de relier dialectiquement en les inscrivant dans la totalité concrète et les relations sociales qui la constitue – que Esping-Andersen et Torfing trouvent ces causes premières et ce point de départ : chez Esping-Andersen, la structure de pouvoir qui façonne les divers régimes d'États-providence est en dernière analyse expliquée par les principes conservateurs, libéraux et socialistes d'une part, et par la structure de classe existante et le développement industriel d'autre part, qui sont eux-mêmes donnés; de même, si ce sont les textes de Malthus et de la Révolution française – considérés en abstraction complète du contexte socio-économique et politique duquel ils émergent – qui constituent le point de départ de la généalogie de l'État-providence présentée par Torfing, le point de départ de sa dislocation se situe notamment pour lui dans l'apparition – non analysée – de nouveaux problèmes socio-économiques.

Cette ambivalence des auteurs concernant les « causes socio-économiques » et les « conditions non discursives » de l'État-providence se manifeste également dans les incohérences de leur analyse concernant l'autonomie et le caractère structurant de l'État-providence dans la société capitaliste. En refusant de problématiser et de poser clairement la question du rôle de l'État libéral, Esping-Andersen et Torfing aboutissent tous deux à une conception schizophrénique du lien entre l'État-providence et le système capitaliste. D'un côté, l'État-providence apparaît comme s'étant constitué indépendamment des « exigences du capitalisme » : les deux auteurs rejettent les explications systémiques et structuralistes et confinent leur analyse de l'émergence de l'État-providence dans une sphère – politico-institutionnelle ou idéelle – abstraite et autonome de la totalité concrète. De même, l'État-providence se présente – en tant qu'institution politique ou en tant que formation discursive – comme une force structurante capable de modeler, à volonté semble-t-il, la société capitaliste : pour Esping-Andersen, les régimes d'États-providence constitue une « variable indépendante et causale » qui structure l'emploi et l'organisation sociale et qui, plus encore, est capable d'opérer une démarchandisation telle que les classes sociales disparaissent pour être remplacées par un « statut de citoyen »; pour Torfing, la formation discursive de l'État-providence constitue une totalité symbolique qui structure (qui articule) les relations intrasociétales et qui, à travers le discours keynésien, est capable de s'élever au-dessus des conflits de classes et d'agir comme un arbitre neutre. Mais de l'autre côté, et dans les deux analyses, l'État-providence est contraint par les nécessités de la reproduction de l'économie capitaliste et il apparaît comme complètement impuissant et passif face aux déterminants

économiques mécaniques et réifiés qui provoquent sa crise et qui limitent les possibilités de sa restructuration.

Enfin, précisons que cette antinomie volontarisme utopique/déterminisme mécanique prend également la forme particulière, chez Torfing, d'une antinomie contingence/nécessité : parce que les luttes à l'origine de l'État-providence et de sa restructuration ne sont pas chez lui complètement absorbées par les contraintes structurelles – mais parce qu'elles ne sont pas non plus inscrites dans un rapport de force concret entre classes sociales – l'issue de ces luttes apparaît comme absolument contingente en même temps que contrainte par des nécessités structurelles inévitables.

Si la critique réflexiviste et marxiste du positivisme et du post-modernisme révèle les limites et les problèmes communs de leurs analyses de l'État-providence, elle permet également de comprendre comment ces analyses, alors qu'elles se fondent sur des présupposés aussi différents, peuvent aboutir dans des écueils similaires : elle a montré que malgré la diversité de leurs fondements, ces courants d'analyse s'inscrivent dans une vision sociale du monde commune qui restreint de la même manière leur champ visuel. Plus précisément, le positivisme et le post-modernisme refusent de dépasser l'horizon idéologique de la classe dominante (de la bourgeoisie), horizon qui leur impose un point de vue tronqué, compartimenté sur la réalité sociale. La diversité de ces courants et des analyses qu'ils produisent montre bien, néanmoins, qu'ils ne constituent pas simplement un « reflet » de cette vision sociale du monde, de cet horizon idéologique : si celui-ci délimite un champ visuel qui restreint la portée des analyses spécifiques, il n'en constitue pas pour autant un déterminant mécanique.

Dans cette vision sociale du monde, dans cet horizon idéologique qui vise la préservation et la reproduction du système capitaliste, celui-ci ne peut être problématisé : il ne peut être conçu comme un système social *historique*, et donc transitoire; il ne peut non plus être conçu comme un système de *relations sociales antagoniques*, fondé sur l'exploitation d'une classe sociale dominée par une classe sociale usurpatrice. Dans les termes de Lukàcs, la « conscience de classe » de la bourgeoisie la rend incapable de concevoir son « *propre substrat concret de réalité*, [qui] passe méthodologiquement et fondamentalement pour *insaisissable* » ([1923], p. 134). À cet égard, il est intéressant de souligner à quel point la critique que Lukàcs adresse aux « sciences bourgeoises » de son époque, et donc aux tendances positivistes, s'applique également au post-modernisme. Ainsi, dans les deux cas, ce rejet de la totalité concrète passe, au niveau ontologique, par une conception fragmentée de la réalité sociale; au niveau épistémologique, il passe par la nécessité de « refuser toute métaphysique (au sens de science de l'être) » ([1923], p. 153); enfin, au niveau méthodologique, ce renoncement à connaître le

substrat matériel de la réalité sociale passe de part et d'autre par la compartimentation méthodologique (qui prend dans le post-modernisme la forme particulière de l'idéalisme) :

[Chaque science particulière] laisse reposer en lui-même, dans une irrationalité inviolée (« incréée », « donnée ») le substrat matériel qui est à son fondement ultime, pour pouvoir opérer, sans obstacle, dans un monde clos – rendu méthodologiquement pur – avec des catégories de l'entendement dont l'application ne suscite aucun problème et qui ne sont d'ailleurs plus appliquées alors au substrat réellement matériel (même de la science particulière) mais à un substrat « intelligible ». Et la philosophie – consciemment – [...] considère ce renoncement comme un progrès critique. ([1923], p. 153-154)

C'est ainsi que, de manière générale, les analyses de l'État-providence produites par Esping-Andersen et Torfing ne sont pas inscrites dans la totalité concrète, dans le système capitaliste : elles sont confinées dans un compartiment, dans une sphère autonome abstraite de la réalité sociale matérielle qui limite leur portée et les emprisonne dans les dilemmes de la pensée antinomique. En effet, lorsque ces auteurs sont contraints, pour pallier aux limites de leur champ visuel, de lier l'État-providence au capitalisme, celui-ci intervient de l'extérieur et de manière éclectique, *apparaissant comme une nécessité naturelle et inévitable* : par exemple, les exigences de la reproduction du capitalisme sont de part et d'autre considérées comme données et ne sont pas problématisées.

De même, *il n'y a pas de place ici pour une conception véritablement relationnelle et concrète du pouvoir et des acteurs en lutte*. Au contraire, les rapports de force entre classes sociales qui constituent le capitalisme sont absents des analyses de Esping-Andersen et de Torfing : en même temps que les classes sociales disparaissent dans la multiplication d'acteurs atomisés ou fragmentés, leurs rapports de forces prennent la forme de contraintes structurelles désincarnées : il s'agit notamment ici des mécanismes de l'économie capitaliste et des pressions structurelles réifiées qui jouent un rôle central dans les deux analyses de la crise de l'État-providence, sans être questionnés. Cette tendance commune à la réification s'inscrit parfaitement dans la vision sociale du monde de la classe dominante : parce que le pouvoir économique de la bourgeoisie ne peut être remis en cause, parce qu'il est implicitement considéré comme légitime – ou à tout le moins inévitable – (l'absence, tant chez Esping-Andersen que chez Torfing, de la notion d'exploitation comme catégorie d'analyse est à cet égard révélateur), il se fonde dans les contraintes structurelles imposées par le capitalisme. Celles-ci « absorbent » la classe capitaliste, dont les intérêts – qui sont éjectés des deux analyses – deviennent les paramètres incontournables de l'action politique et des solutions possibles à la crise de l'État-providence. Il ne reste donc plus dans le champ de la lutte qu'une multiplicité d'acteurs divisés qui peuvent, *à l'intérieur de ce cadre donné*, parvenir à un compromis politico-institutionnel ou discursif rendu possible par l'absence de classes sociales aux intérêts antagoniques.

Le marxisme, en s'inscrivant résolument dans une vision sociale du monde révolutionnaire, en assumant pleinement son engagement idéologique en faveur du socialisme, espère être en mesure de surmonter les limites et les problèmes rencontrés par les analyses positivistes et post-modernistes. Son engagement idéologique en faveur du socialisme définit un champ visuel qui doit permettre d'entrevoir le dépassement du capitalisme. Celui-ci *doit donc être problématisé* : il doit être conçu comme un *système social historique, structuré à travers le mouvement des rapports sociaux antagoniques qui le constituent*. Ainsi, dans cette vision sociale du monde, la réalité sociale matérielle, la totalité concrète n'est plus considérée comme « immuablement donnée » ; elle n'est pas davantage considérée comme « fondamentalement et méthodologiquement insaisissable ». Au contraire, c'est précisément ce « substrat concret de réalité » qui constitue l'ontologie *matérialiste, holiste et relationnelle* du marxisme dialectique. De même, la compréhension critique de la totalité concrète – dans ses deux dimensions systémique et historique – est au coeur de son épistémologie, qu'on peut en ce sens qualifier de *compréhensive et historiciste*.

De tels fondements normatifs, ontologiques et épistémologiques s'accompagnent de principes méthodologiques particuliers. Contrairement aux approches positivistes et post-modernistes, qui privilégient une forme ou une autre de compartimentation méthodologique, la méthode dialectique du marxisme inscrit son appréhension des phénomènes sociaux dans la totalité sociale et historique concrète. Cela signifie qu'elle considère les diverses « sphères » abstraites par ces deux courants comme autant de *dimensions, de points de vue sur une même réalité sociale matérielle*, considérée comme fondamentalement *insécable*. Cela ne signifie pas cependant que le marxisme refuse l'abstraction méthodologique et qu'il prétend appréhender d'un seul regard la totalité de la réalité sociale. Au contraire, le « processus d'abstraction » constitue le noyau de la méthode dialectique du marxisme :

The philosophy of internal relations [...] underlies and makes possible a certain method for inquiring into the world and organizing and expounding what one finds, but an adequate grasp of this method requires that equal attention be paid to other elements of the dialectic, and especially to the 'process of abstraction.' (Ollman, 2003, p. 5)

Néanmoins, parce qu'elle se fonde sur une ontologie holiste et relationnelle, l'abstraction ne constitue qu'un *moment* de la méthode dialectique, et les dimensions ainsi abstraites *ne sont jamais tout à fait autonomisées* de la totalité historique concrète et des relations qui la constituent ; au contraire, elles sont définies historiquement et relationnellement :

The philosophy of internal relations bans finite parts from Marx's ontology. [...] Then, through the mental process of abstraction, Marx draws a set of provisional boundaries in this relational world

to arrive at parts that are better suited – chiefly through the inclusion of significant elements of *change* and *interaction* – to the particular investigation he has in mind¹. (2003, p. 5)

On touche ici à la spécificité de la méthode dialectique marxiste : en incluant les dimensions *historique* (changeante) et *systémique* (relationnelle) de la réalité sociale matérielle dans les abstractions temporaires qu'elle opère, elle ne perd pas de vue la totalité concrète et peut l'inclure dans son champ visuel. En d'autres termes, sa méthode d'abstraction particulière permet au marxisme dialectique d'appréhender son « propre substrat concret de réalité », et donc de concevoir le caractère relationnel, historique et dynamique du capitalisme :

what is most distinctive about Marx's abstractions, taken as a group, is that they focus on and incorporate both change and interaction (or system) in the particular forms in which these occur in the capitalist era. It is important to underline from the start that Marx's main concern was with capitalism. He sought to discover what it is and how it works as well as how it emerged and where it is tending. We shall call the organic and historical processes involved here the double movement of the capitalist mode of production. (2003, p. 63-64)

C'est cette spécificité de la méthode, enracinée dans la vision sociale du monde révolutionnaire du marxisme dialectique, qui peut lui permettre de surmonter les limites et les problèmes dans lesquels s'emprisonnent les analyses positivistes et post-modernistes. Ainsi, parce qu'elle considère toutes les dimensions abstraites de la réalité sociale matérielle comme autant de points de vue sur une unité insécable, parce qu'elle inclut dans ces abstractions leurs relations avec la totalité concrète, la méthode dialectique marxiste constitue une base pertinente pour éviter les confusions, l'éclectisme et les inconséquences qui caractérisent les analyses confinées dans un compartiment étanche. Il n'y a plus ici de « causes » ou de « conditions » externes à l'analyse, qu'on fait par ailleurs intervenir de façon arbitraire pour pallier à ses limites : la méthode dialectique se propose au contraire de comprendre et d'exposer les relations internes qui constituent les facteurs – idéels, politiques, économiques – des phénomènes sociaux étudiés et qui les relient à la totalité sociale et historique concrète. Ce n'est qu'en inscrivant résolument les analyses spécifiques dans le système capitaliste, ce n'est qu'en considérant sérieusement son caractère *structurant* qu'il est possible de questionner ces structures, d'exposer leur caractère relationnel et historique et ainsi d'éviter les dérives déterministes mécaniques, fonctionnalistes et économistes que les analyses positivistes et post-modernistes échouent à *contourner*.

En effet, alors qu'à travers la compartimentation méthodologique, le capitalisme ne peut intervenir que de l'extérieur et apparaître comme une nécessité naturelle et éternelle, l'abstraction dialectique

¹Souligné par nous.

(matérialiste) refuse, conformément à son engagement idéologique en faveur du socialisme, « to take the boundaries that organize our world as given and natural » (2003, p. 73). C'est donc précisément ce qui est donné, ce qui échappe aux analyses positivistes et post-modernistes et qui limite leur portée, qui est ici problématisé. Si l'approche systémique incluse dans le processus d'abstraction permet de dégager la dimension stable et structurante de la totalité concrète, son approche relationnelle et historique évite de figer cette dimension dans des déterminants mécaniques réifiés :

To consider the past and likely future development of anything as integral to what it is, to grasp this whole as a single process, does not keep Marx from abstracting out some part or instant of this process for a particular purpose and form treating it as relatively autonomous. [...] But when he does this, he often underscores its character as a temporally stable part of a larger and ongoing process by referring to it as a 'moment.' [...] Marx's naming practice here reflects the epistemological priority he gives to movement over stability, so that stability – whenever it is found – is viewed as temporary and/or only apparent, or, as he says on one occasion, as a 'paralysis' of movement (1971, 212). (2003, p. 66)

Contrairement aux analyses positivistes et post-modernistes, qui réifient les contraintes structurelles en y fixant les rapports de force entre classes sociales, les structures sont ici fondamentalement en mouvement : elles sont elles-mêmes conçues comme des processus et des relations de pouvoir. De même, leur transformation n'est pas le fruit de déterminants externes désincarnés mais de la dynamique des relations sociales antagoniques qui les constituent :

Whereas nondialectical thinkers in every discipline are involved in a nonstop search for the 'outside agitator', for something or someone that comes from outside the problem under examination and is the cause for whatever occurs, dialectical thinkers attribute the main responsibility for all change to the inner contradictions of the system or systems in which it occurs. (2003, p. 18)

Le marxisme dialectique offre donc des pistes méthodologiques pour surmonter le débat structure/agence et, de manière générale, les dilemmes de la pensée antinomique typiques des analyses positivistes et post-modernistes :

Without a conception of things as relations, nondialectical thinkers have great difficulty focusing on the different sides of a contradiction at the same time. The result is that these sides are examined, if at all, in sequence, with one invariably receiving more attention than the other, their mutual interaction often mistaken for causality. (2003, p. 18)

Parce la méthode dialectique marxiste inclut leurs dimensions relationnelle et historique dans ses abstractions de la structure et de l'agence, celles-ci se présentent comme *contenues l'une dans l'autre*. En d'autres termes, la structure est conçue comme un rapport de force historique entre classes sociales, plutôt que comme l'expression réifiée de l'exploitation d'une classe sociale productive par une classe

sociale usurpatrice. Il n'y a donc plus de place ici pour un volontarisme utopique ni pour une contingence absolue de l'issue des luttes, puisque celles-ci ne peuvent être conçues indépendamment des contraintes structurelles qu'elles constituent. De même, le changement social ne peut plus être compris comme le résultat mécanique de nécessités structurelles dans lesquelles disparaissent les relations sociales, puisque ces déterminants constituent fondamentalement un rapport de force.

La démarche entreprise ici ne nous a permis que d'entrevoir le potentiel – sur le plan de l'analyse et sur le plan politique – d'une approche réaffirmant la dimension dialectique du marxisme. Si elle a également été l'occasion de dégager les grandes lignes de cette approche, elle ne constituait que la première étape d'un projet plus vaste. Il s'agira donc ultérieurement de développer sur ces bases un cadre d'analyse et une méthode spécifiques qui nous permettra d'aborder la crise de l'État-providence sans tomber dans les écueils des analyses positivistes et post-modernistes.

Une telle démarche devra nécessairement passer par une critique des analyses d'inspiration marxistes mais *non dialectiques* de la crise de l'État-providence, qui tombent dans des limites et problèmes semblables aux analyses positivistes et post-modernistes. En effet, et de manière tout à fait symptomatique, elles sont particulièrement marquées par le débat structure/agence. D'une part, certains auteurs voient dans la structure de l'économie capitaliste et son développement la cause première de l'évolution de l'État-providence, et sa crise apparaît comme le résultat mécanique et inévitable des déterminants matériels d'une économie désincarnée. D'autre part, certains considèrent que la crise de l'État-providence est le fruit d'une offensive essentiellement idéologique dont on ne voit pas toujours les acteurs en cause; de plus, de telles analyses négligent généralement les contraintes historiques structurelles qui pèsent sur les luttes politiques. Mais plus profondément, ces analyses s'inscrivent toutes – sauf quelques exceptions notables – dans un engagement idéologique réformiste qui refuse de remettre radicalement en cause le système capitaliste. Celui-ci se manifeste particulièrement dans les solutions préconisées à la crise, qui tombent – de façon tout à fait typique – dans l'antinomie fatalisme/volontarisme.

Un bref survol de ces analyses permet d'illustrer ces tendances. Il permet également de souligner comment le discrédit grandissant du marxisme dans les sciences sociales se traduit dans la littérature concernant la crise de l'État-providence : si les analyses d'inspiration marxiste du phénomène occupent une place importante – voire incontournable – au cours des années 1970 et 1980, elles sont très peu présentes dans la littérature plus récente des années 1990 et 2000. Et lorsqu'elles le sont, elles n'assument plus ouvertement leur influence marxiste.

Dans les analyses les plus clairement économistes et déterministes, c'est la nature même de l'économie capitaliste – fondamentalement contradictoire et donc vouée à des crises périodiques – qui est à l'origine de la crise de l'État-providence de la fin des années 1970; celle-ci est provoquée par la crise économique que toutes les économies capitalistes ont connue au milieu de la décennie. Néanmoins, les facteurs conjoncturels de cette crise particulière divergent d'un auteur à l'autre : pour Gérard Duménil et Dominique Lévy (2000), il s'agit du ralentissement du progrès technique qui provoque une chute du taux de profit et un ralentissement de l'accumulation du capital; Diane Bellemare et Céline St-Pierre (1984) voient également dans le ralentissement du progrès technologique un facteur déterminant de la crise, auquel elles ajoutent la restructuration mondiale des marchés, la crise du système monétaire international, la montée des taux d'inflation et de chômage et l'explosion des prix des matières premières, et notamment du pétrole; selon Manuel Castells (1998), cette explosion des prix du pétrole se combine à l'épuisement du modèle de croissance keynésien pour provoquer la crise du capitalisme des années 1970; Suzanne de Brunhoff (1984) souligne comment cette crise, provoquée selon elle par une baisse du taux de profit et un ralentissement de la croissance, entraîne une modification des structures du capitalisme – ou le passage d'une concurrence de croissance à une concurrence de crise – à laquelle n'est pas adapté l'État-providence; enfin, pour Esping-Andersen (1983), cette crise prend racine dans l'incompatibilité fondamentale entre l'État-providence, qui poursuit des objectifs d'universalisme et de redistribution, et le mode de production capitaliste, fondé sur l'efficacité économique².

Le caractère désincarné et mécanique du fonctionnement de l'économie capitaliste, qui se présente véritablement comme un déterminant inévitable de l'État-providence, est ici frappant. Lorsqu'elles sont évoquées, les luttes entre classes sociales et le rapport de force dans lequel elles s'inscrivent sont considérés comme distincts des conditions matérielles et contraintes structurelles, qui s'imposent aux acteurs de l'extérieur. Les dimensions politique et idéologique sont donc ici clairement exclues de l'analyse et n'y interviennent que de manière éclectique. Mais plus encore, parce qu'elles ne sont pas conçues dialectiquement, c'est-à-dire dans leur dimension historique et relationnelle, et même si elles se trouvent au centre de l'analyse, ces « causes » économiques, ces déterminants matériels restent finalement non problématisées : de la même manière que dans les analyses positivistes et post-modernistes, ils sont donnés et réifiés.

Et de façon tout à fait typique de l'engagement idéologique réformiste (et donc fondamentalement conservateur) dans lequel ils s'inscrivent, ces auteurs préconisent des solutions à la crise qui tombent

²Le contraste entre cette analyse et son ouvrage plus récent est frappant.

dans l'antinomie fatalisme/volontarisme : fatalisme devant les mécanismes de l'économie capitaliste, qu'on refuse de remettre en cause; volontarisme dans la préconisation de politiques qui ne tiennent pas compte du rapport de force historique qui limite structurellement la marge de manœuvre de l'État-providence. Ainsi, s'il est impossible de se retirer de la « nouvelle économie globalisée » (1998, p. 188) – issue notamment de la remise en cause de l'État-providence –, Castells voit dans « les principes d'un libéralisme tempéré par la compassion et par une économie de marché plus empreinte de social » (1998, p. 179) une « troisième voie » crédible. De même, face à la convergence de facteurs économiques provoquant une crise inévitable, Bellemare et St-Pierre (1984) préconisent tout simplement un retour aux politiques économiques keynésiennes en remplacement des politiques monétaristes. Enfin, devant l'incompatibilité structurelle entre l'État-providence et le mode de production capitaliste, ce réformisme propose, dans sa version la plus radicale (Esping-Andersen, 1983), une appropriation collective graduelle de l'économie qui fait totalement abstraction du rapport de force structurel dont bénéficie la bourgeoisie dans le cadre du système capitaliste.

Chez d'autres auteurs d'inspiration marxiste, la crise de l'État-providence est plutôt conçue comme le fruit d'une offensive idéologique; c'est ici la tendance volontariste et utopique qui s'exprime le plus clairement. Plusieurs d'entre eux soulignent le rôle de la « nouvelle droite » dans la remise en cause de l'État-providence : Göran Therborn (1984) affirme que « the current, ferocious onslaughts on the welfare states by the New Right, spearheaded by the governments of Thatcher and Reagan have to be understood – as a socio-political *revanchisme* » (1984, p. 36); pour Allan Moscovitch (1984), le démantèlement progressif de l'État-providence s'explique par l'influence grandissante d'une nouvelle idéologie (celle de la « nouvelle droite ») sur les gouvernants des démocraties capitalistes. D'autres précisent davantage les acteurs de cette lutte : Frances Fox Piven et Barbara Ehrenreich (2006) identifient la baisse de la mobilisation populaire comme la condition de possibilité de cette offensive idéologique organisée de la « nouvelle droite » contre ce qu'elles appellent le « New Deal/Great Society order » (2006, p. 79); dans un ouvrage précédant, Piven et Richard Cloward (1982) voient le démantèlement de l'État-providence comme une stratégie de la classe des affaires – soutenue par ses représentants politiques (la « nouvelle droite ») – pour augmenter ses profits; Colette Bernier (1984) ne fait pas référence à la « nouvelle droite » comme acteur de la crise de l'État-providence : elle souligne plutôt le rôle du « projet conscient et élaboré » (1984, p. 84) que constituent les nouvelles stratégies d'entreprise et de la nouvelle politique de gestion de la main-d'œuvre des gouvernements; enfin, Luc Boltanski et Ève Chiapello (1999) insistent eux aussi sur les stratégies des acteurs économiques (le

patronat français) et politiques (le gouvernement socialiste de Mitterrand) dans l'ébranlement de ce qu'ils appellent le « second esprit du capitalisme³ » (1999, p. 55).

Certaines de ces analyses sont caractérisées par des tendances idéalistes typiques du post-modernisme (mais qu'on a pu aussi observer chez Esping-Andersen, 1999) : dans certains cas, et notamment chez Moscovitch (1984), on ne voit pas du tout d'où provient l'idéologie de la nouvelle droite et comment elle parvient à « contaminer » les gouvernements. Ici, la crise de l'État-providence n'est clairement pas inscrite dans la totalité concrète et dans le rapport de force entre classes sociales qui la constitue. Et si certaines de ces contributions représentent des analyses particulièrement raffinées des luttes de classes politiques et idéologiques entourant la crise de l'État-providence – nous pensons particulièrement ici aux analyses de Piven et Cloward (1982) ainsi que de Boltanski et Chiapello (1999) – elles échouent toutes à considérer sérieusement les conditions matérielles historiques dans lesquelles s'inscrivent ces luttes. En d'autres termes, elles ne voient pas que ces luttes s'inscrivent dans un rapport de force historique qui constitue de véritables contraintes structurelles limitant – *dans le cadre du système capitaliste* – les solutions possibles à la crise de l'État-providence.

Ici aussi, le refus réformiste (et conservateur) de remettre radicalement en cause le capitalisme – et qui se traduit par un fatalisme implicite devant les limites qu'il impose – s'accompagne de solutions volontaristes et utopistes à la crise de l'État-providence. Chez certains auteurs (Moscovitch, 1984), il semble que l'avènement d'un gouvernement « progressiste » (social-démocrate) refusant l'idéologie de la « nouvelle droite » suffirait à renverser la tendance au désengagement de l'État-providence (volontarisme). D'autres (Boltanski et Chiapello, 1999) voient la solution à la crise de l'État-providence dans l'élaboration d'une nouvelle « idéologie » progressiste, dont on ne voit pas comment elle pourrait s'imposer (utopisme). Enfin, les auteurs les plus critiques du capitalisme (Cloward et Piven, 1982) soulignent la nécessité de limiter la liberté économique de la classe capitaliste, sans toutefois considérer son pouvoir structurel de résistance dans le cadre du capitalisme (volontarisme et utopisme).

Parce que certaines de ces analyses constituent, malgré leurs problèmes, une base intéressante pour développer une approche marxiste dialectique de la crise de l'État-providence, il s'agira lors d'une prochaine étape d'approfondir la critique ébauchée ici. Nous pensons notamment à l'analyse de Cloward et Piven (1982), mais également à Suzanne De Brunhoff qui, dans un ouvrage moins récent

³« L'esprit du capitalisme est [...] cet ensemble de croyances associées à l'ordre capitaliste qui contribuent à justifier cet ordre et à soutenir, en les légitimant, les modes d'action et les dispositions qui sont cohérents avec lui. » (1999, p. 46) Le second esprit du capitalisme correspond au compromis social institutionnalisé dans l'État-providence. Mentionnons qu'au regard de ce concept, il serait intéressant de voir les parallèles entre l'analyse de Boltanski et Chiapello et la théorie du discours.

mais plus substantiel (1981), pose clairement le problème de la relation entre l'État libéral et le système capitaliste. D'autres analyses de la crise de l'État-providence pourront également être mises à contribution pour construire un cadre d'analyse et une méthode spécifiques à cette question. Ian Gough, dans un article de 1978, critique les analyses existantes de l'État-providence pour être incapables – parce qu'elles négligent soit les facteurs « objectifs » (structure), soit les facteurs « subjectifs » (agence) – d'expliquer tant les similarités que les divergences entre les divers États-providence existants. Dans son analyse de la crise de l'État-providence (1979), qu'il inscrit clairement dans le système capitaliste et les rapports sociaux qui le constituent, il tente de relier ces deux types de facteurs dans la double contradiction – objective et subjective – de l'État-providence, à l'origine de sa crise (1979, p. 14-15)⁴. Malgré son emphase peut-être disproportionnée sur la dimension idéologique de la crise de l'État-providence, l'analyse de Stuart Hall (1988) constitue également une contribution intéressante en ce qu'elle tente d'inscrire l'approche discursiviste dans une analyse de classe qui tient compte des conditions matérielles de cette crise.

L'abstraction dialectique de l'État-providence ne devra pas le concevoir comme une structure (une institution politique, une formation discursive) autonome et déterminante du système capitaliste; mais elle ne devra pas non plus le concevoir comme une simple réponse aux exigences du capitalisme ou aux intérêts de la classe dominante; elle devra plutôt le concevoir comme la manifestation pratique d'un rapport de force historique et structurant, inscrit dans la totalité concrète et changeante. De même, sa crise devra être appréhendée dans ses deux dimensions systémique et historique, ce qui nous permettra de mettre en tension et en relation les contradictions déterminisme/volontarisme et

⁴Alain Lipietz (1983), théoricien de la régulation, insiste lui aussi sur l'importance de concilier une analyse synchronique (structurelle) et une analyse diachronique (en terme d'agence) pour comprendre ce phénomène : « Ces deux voies sont rigoureusement complémentaires [...]. Dédire des nécessités de la régulation, l'émergence de luttes de classes, aboutissant à l'institutionnalisation de ce dont le capital 'a besoin', serait tomber dans un 'fonctionnalisme du pire', un 'machiavéisme des structures' » (1983, p. 72). L'auteur fait donc intervenir les deux types de facteurs dans son analyse de la crise de l'État-providence français : celle-ci est provoquée d'une part par le caractère contradictoire de l'économie capitaliste qui se traduit par la crise du mode de régulation fordiste, et d'autre part par la nature problématique du compromis institutionnalisé français résultant de la lutte des classes. Néanmoins, parce qu'il ne conçoit pas ces deux types de facteurs comme dialectiquement reliés, il ne parvient qu'à tomber dans l'éclectisme. De plus, les solutions qu'il entrevoit pour sortir de la crise excluent toute remise en cause des intérêts du capital.

structure/agence. Agence/structure, volontarisme/déterminisme, liberté/nécessité, sujet/objet devront être ici reliés dans une unité dialectique, qui ne peut toutefois se réaliser pleinement que *dans la pratique* : c'est à travers elle que les structures, les contraintes, les nécessités et les déterminants « objectifs » redeviennent un rapport de force « subjectif » pouvant être politiquement renversé et ultimement dépassé.

RÉFÉRENCES

- Adorno, Theodor et Karl Popper. 1979. *De Vienne à Francfort : la querelle allemande des sciences sociales*. Bruxelles : Complexe.
- Adorno, Theodor. [1963-1965] 1984. *Modèles critiques*. Paris : Payot.
- . [1966] 2003. *Dialectique négative*. Paris : Payot.
- Béland, Daniel. 2002. « Néo-institutionnalisme historique et politiques sociales : une perspective sociologique ». *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 3, p. 21-39.
- Bellemare, Diane et Céline St-Pierres (éd.). 1984. *Les stratégies de reprise : 3^e colloque de l'Association d'économie politique*. Montréal : St-Martin.
- . 1984. « Introduction ». *Voir Bellemare et al.* 1984.
- Bellemare, Diane. 1984. « La sécurité économique et les mutations de l'État-providence ». *Voir Bellemare et al.* 1984.
- Bernier, Colette. 1984. « Crise et précarisation de l'emploi : l'exemple du travail à temps partiel au Québec ». *Voir Bellemare et al.* 1984.
- Bernier, Nicole F. 2003. *Le désengagement de l'État providence*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Bernstein, Édouard. [1899] 1974. *Les présupposés du socialisme*. Paris : Seuil.
- Boismenu, Gérard et Alain Noël. 1995. « La restructuration de la protection sociale en Amérique du Nord et en Europe ». *Cahiers de recherche sociologique*, no 24, p. 49-84.
- Boltanski, Luc et Ève Chiapello. 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- Castells, Manuel. 2001. *La société en réseaux*. T. 1 de *La société informationnelle*. 2^e éd. Paris : Fayard.
- Dandurand, Pierre. 1996. « La question sociale. Réflexions en marge d'un ouvrage de Pierre Rosanvallon ». *Sociologie et sociétés*, vol. 28, no 2 (automne), p. 189-198.
- Dean, Mitchell. 1991. *The Constitution of Poverty : Toward a Genealogy of Liberal Governance*. Londres : Routledge.
- De Brunhoff, Suzanne. 1984. « Crise et évolution de l'État ». *Voir Bellemare et al.* 1984.

- . 1981. *État et capital : Recherches sur la politique économique*. Paris : François Maspero.
- Dufour, Frédérick Guillaume. 2002. « Positivisme ». *Voir Macleod et al.* 2002.
- Dufour, Frédérick Guillaume et Kyle Grayson. 2002. « Réflexivisme ». *Voir Macleod et al.* 2002.
- Donzelot, Jacques. [1984] 1994. *L'invention du social : essai sur le déclin des passions politiques*. Paris : Seuil.
- Engels, Friederich. [1859] 1976. « Contribution à la critique de l'économie politique » de Karl Marx. *Voir Marx et al.* 1976.
- . [1891] 1976. *Introduction à La guerre civile en France*. *Voir Marx et al.* 1976.
- Esping-Andersen, Gosta. 1999. *Les trois mondes de l'État-providence : Essai sur le capitalisme moderne*. Préf. de François-Xavier Merrien. Paris : PUF.
- . 1983. « After the Welfare State ». *Public Welfare*, vol. 41 (hiver), p. 28-34.
- Foucault, Michel. 1976. « Enjeu » et « Méthode ». In *La volonté de savoir*, p. 107-135. T. 1 de *Histoire de la sexualité*. Paris : Gallimard.
- . 2001. *Dits et écrits*, 2^e éd. 2 t. Paris : Quarto.
- Gough, Ian. 1978. « Theories of the Welfare State : a critique ». *International Journal of Health Services*, vol. 8, no 1, p. 27-40.
- . 1979. *The Political Economy of the Welfare State*. Londres : Macmillan.
- Gramsci, Antonio. [1929-1935] 1983. *Textes*. Paris : Éditions sociales.
- Grawitz, Madeleine. 1993. *Méthodes des sciences sociales*. Paris : Dalloz.
- Hall, Peter A. et Rosemary C.R. Taylor. 1997. « La science politique et les trois néo-institutionnalismes ». *Revue française de science politique*, vol. 47, no 3-4 (juin-août), p. 469-496.
- Horkheimer, Max. [1937] 1974. « Théorie traditionnelle et théorie critique (1937) ». Chap. in *Théorie traditionnelle et théorie critique*, p. 15-90. Paris : Gallimard.
- Howarth, David. 1995. « Discourse Theory ». Chap. in *Theory and Methods in Political Science*, sous la dir. de David Marsh et Gerry Stoker, p. 115-133. New York : St. Martin.
- Immergut, Ellen M. 1998. « The Theoretical Core of the New Institutionalism ». *Politics & Society*, vol. 26, no 1 (mars), p. 5-34.
- Jay, Martin. 1984. « Epilogue : The Challenge of Post-Structuralism ». In *Marxism and Totality : The Adventures of a Concept from Lukacs to Habermas*, p. 510-537. Berkeley : University of California Press.
- Korsch, Karl. [1923] 1964. *Marxisme et philosophie*. Paris : Éditions de Minuit.

- . [1932-1937] 1971. *Three Essays on Marxism*. Intr. de Paul Breines. New York et Londres : Monthly Review Press.
- Lipietz, Alain. 1983. « Crise de l'État-providence : idéologies, réalités et enjeux dans la France des années 1980 ». *Politique*, no 4, p. 55-103.
- Löwy, Michaël. 1985. *Paysages de la vérité : Introduction à une sociologie critique de la connaissance*. Paris : Anthropos.
- Lukàcs, Georg. [1923] 1960. *Histoire et conscience de classe : Essai de dialectique marxiste*. Préf. de Kosta Axelos. Paris : Éditions de Minuit.
- Luxemburg, Rosa. [1899] 1969. « Réforme sociale ou révolution (extraits) ». In *Textes*, éd. par Gilbert Badia, p. 69-111. Paris : Éditions sociales.
- Macleod, Alex, Evelyne Dufault et Frédérick Guillaume Dufour (dir. publ.). 2002. *Relations internationales : Théories et concepts*. Outremont : Athéna.
- Macleod, Alex et Dan O'Meara (dir. publ.). [2007]. *Contestations et résistances : la théorie des relations internationales depuis la fin de la guerre froide*. Montréal : Athéna, à paraître.
- Malia, Martin. 2003. *L'Occident et l'énigme russe*. Paris : Seuil.
- Marshall, T. H. 1965. *Class, Citizenship, and Social Development*. Garden City : Anchor Books.
- Marcuse, Herbert. [1954] 1968. *Raison et révolution*. Paris : Éditions de Minuit.
- Marx, Karl. [1845] 1976. *Thèses sur Feuerbach*. Voir Marx et al. 1976.
- Marx, Karl et Friederich Engels. [1845-1846] 2001. *L'idéologie allemande*. Paris : Nathan.
- . [1847-1848] 1976. *Le manifeste du Parti communiste*. Voir Marx et al. 1976.
- Marx, Karl. [1847] 1976. *Travail salarié et capital*. Voir Marx et al. 1976.
- . [1852] 1976. *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*. Voir Marx et al. 1976.
- . [1859] 1976. *Préface à la Critique de l'économie politique*. Voir Marx et al. 1976.
- . [1865] 1976. *Salaires, prix et profits*. Voir Marx et al. 1976.
- . [1867] 1993. « Préfaces »; « Le caractère fétiche de la marchandise et son secret »; « Le caractère capitaliste de la manufacture »; « La fabrique »; « La production progressive d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve »; « La prétendue 'accumulation initiale' » et « La théorie modernes de la colonisation ». In *Le capital : critique de l'économie politique*, sous la resp. de Jean-Pierre Lefebvre, p. 3-18; 81-95; 404-415; 470-479; 705-719; 803-857 et 858-868. Paris : PUF.
- . [1871] 1976. *La guerre civile en France*. Voir Marx et al. 1976.
- Marx, Karl et Friederich Engels. 1976. *Œuvres choisies*. 3 t. Moscou : Éditions du progrès.

- Merrien, François-Xavier. 1997. *L'État-providence*. Coll. « Que sais-je? », no 3249. Paris : PUF.
- Moscovitch, Allan. 1984. « L'État-providence au Canada depuis 1975 ». Voir Bellemare *et al.* 1984.
- Nadeau, Robert. 1999. *Vocabulaire technique et analytique de l'épistémologie*. Coll. « Premier Cycle ». Paris : PUF.
- Nahavandi, Firouzeh. 2001. *Stigmat, Introduction à l'étude des pays dits en voie de développement*. Bruxelles : Bruylant.
- Nicolaus, Martin. 1973. « Foreword ». In Karl Marx, *Grundrisse : Foundations of the Critique of Political Economy (Rough Draft)*, p. 7-63. Londres : Penguin Books.
- Nigro, Roberto. 2001. « Foucault lecteur et critique de Marx ». In *Dictionnaire Marx contemporain*, sous la dir. de Jacques Bidet et Eustache Kouvélakis, p. 433-446. Paris : PUF.
- OCDE. 1997. « Horizon 2000 : les nouvelles priorités pour la politique sociale ». *Documents de travail de l'OCDE*, vol. 5, no 43.
- Offe, Claus. 1987. « Democracy against the Welfare State? : Structural Foundations of Neoconservative Political Opportunities ». *Political Theory*, vol. 15, no 4 (novembre), p. 501-537.
- . 1997. « Droits et ressources économiques du citoyen : vers un nouvel équilibre? ». In *Cohésion sociale et mondialisation de l'économie*, p. 91-121. Paris : OCDE.
- Ollman, Bertell. 2001. *Dance of the Dialectic : Steps in Marx Method*. Urbana et Chicago : University of Illinois Press.
- Pierson, Paul. 1996. « L'économie politique de la crise de l'État providence ». *Problèmes économiques*, no 2.487 (25 septembre), p. 12-19.
- Piven, Frances Fox et Ehrenreich, Barbara. 2006. « The Truth About Welfare Reform ». In *Socialist Register 2006 : Telling the Truth*, éd. de Leo Panitch et Colin Leys, p. 78-92. London : The Melvin Press.
- Piven, Frances Fox et Richard A. Cloward. 1982. *The New Class War : Reagan's Attack on the Welfare State and Its Consequences*. New York : Pantheon Books.
- Popper, Karl. 1979. *La société ouverte et ses ennemis*. 2 t. Paris : Seuil.
- . 1956. *Misère de l'historicisme*. Paris : Plon.
- Rosanvallon, Pierre. 1981. *La crise de l'État-providence*. Paris : Seuil.
- . 1995. *La nouvelle question sociale : Repenser l'État-providence*. Paris : Seuil.
- Stone, Alec. 1992. « Le 'néo-institutionnalisme'. Défis conceptuels et méthodologiques ». *Politix*, no 20, p. 156-168.

- Tanzi, Vito. 2000. « Globalization and the Future of Social Protection ». *IMF Working Papers*, WP/00/12 (janvier)
- Therborn, Göran. 1984. « Classes and States : Welfare State Developments, 1881-1981 ». *Studies in Political Economy*, no 14, p. 7-41.
- Titmuss, Richard. 1974. *Social Policy*. Londres : George Allen & Unwin.
- Torring, Jacob. 1999. *New Theories of Discourse : Laclau, Mouffe and Žižek*. Oxford : Blackwell Publishers.
- . 1998. *Politics, Regulation and the Modern Welfare State*. Basingstoke : Macmillan.
- Wilenski, Harold et Charles Lebeau. 1965. *Industrial Society and Social Welfare : the Impact of Industrialization on the Supply and Organization of Social Welfare Services in the United States*. New York : Free Press.
- Wilenski, Harold. 1975. *The Welfare State and Equality : Structural and Ideological Roots of Public Expenditures*. Berkeley : University of California Press.